

Algérie, 1,30 BA; Maroc, 1,50 dir.; Tunisie, 130 m.
 Allemagne, 1 DM; Autriche, 11 sch.; Belgique
 13 fr. 45; Espagne, 160 pes.; France, 2,50 fr.
 Espagne, 35 pes.; Grande-Bretagne, 20 p.; Brésil
 20 dr.; Iran, 50 rls.; Italie, 350 L.; Liban, 175 p.
 Luxembourg, 13 fr.; Norvège, 3 kr.; Pays-Bas
 1,20 fl.; Portugal, 47 esc.; Suède, 2,50 kr.
 Suisse, 1 fr.; U.S.A., 60 cts.; Venezuela, 10 c.
 Tarif des abonnements page 25

S, RUE DES ITALIENS
10657 PARIS - CROISSY 09
C.G.P. 630-23 Paris
TSX Paris n° 85057
Tél. : 246-72-23

idées

L'histoire naturelle de nos libertés

(Suite de la première page.)

Sur le plan de la sélection naturelle, la société constitue un avantage évident par rapport au statut de solitaire. C'est pour cela que la sélection l'a retenue.

Mais la société conduit obligatoirement à des contraintes, pour les individus qui la composent, et ces contraintes sont plus pesantes à mesure que cette société se diversifie.

Une société implique une spécialisation de ses membres, une hiérarchie, des moyens de communication. L'animal social ne fait pas ce qu'il veut, mais obéit à certaines « règles », suit certains comportements, parfois très complexes. Dans les sociétés les plus anciennes, ces comportements sont innés. Ils correspondent à une programmation génétique qui se déroule, toujours identique à lui-même, dès que le stimulus qui le déclenche apparaît. Ces comportements sont inscrits dans le patrimoine héréditaire, au même titre qu'un organe ou une fonction. Ils ont été, comme eux, retenus par la sélection naturelle parce qu'ils étaient avantageux.

Dans ce type social, la liberté de choix est faible ou nulle. Mais dans la même situation, tous les individus réagissent de la même manière. Aucune place n'est laissée à la fantaisie. L'individu soumis à des comportements innés (autresfois appelés instincts) n'a pas de conscience individuelle : il ne saurait être tenu pour responsable de ce qu'il fait. Ses actions ne méritent ni réprimandes ni félicitations. Il suit des règles, mais n'a pas d'éthique. Il n'existe pas de morale du terme. En outre, aucune expérience ne saurait l'enrichir. L'abeille qui construit sa ruche ignore tout du but poursuivi. Elle obéit à un programme ancestral, auquel elle ne peut rien changer. Ce type de société est fixé de manière définitive. Toute remise en cause risque d'entraîner la disparition du groupe.

De l'inné à l'acquis

Avec l'apparition des oiseaux, et surtout celle des mammifères, le système nerveux subit un développement considérable. L'animal devient conscient et éducatif. Les comportements innés vont régresser pour faire une place grandissante aux comportements acquis. Ce changement, qui est observé tout au long de l'évolution des vertébrés supérieurs, culmine chez l'homme. Il aura un profond retentissement sur les structures sociales. Désormais, l'animal social n'est plus prisonnier de l'A.D.N. Il n'obéit plus à un programme rigide : il a conscience de ce qu'il fait et peut améliorer, et parfois modifier de fond en comble, ses comportements, pour mieux les adapter à une situation nouvelle. Il

entrevoit le but qu'il poursuit et agit logiquement.

En passant de la « nature » à la « culture », quels vous paraissent être les progrès les plus prometteurs ?

Les comportements acquis ne sont pas transmis par l'hérédité ni invariables au fil des générations. Ils sont enseignés par l'exemple et l'éducation et améliorables par l'apprentissage de l'expérience. L'ensemble des comportements acquis constitue la culture. La société du type culturel offre un progrès certain par rapport à la société du type organique, car elle est infiniment plus souple et plus efficace.

A un changement de conditions de milieu, la société organique ne peut apporter qu'une réponse génétique. Si son patrimoine héréditaire ne renferme pas les facteurs nécessaires à une nouvelle adaptation, elle a toute chance de disparaître. Au contraire, la société culturelle est capable d'adaptation rapide. Face à de nouvelles contraintes, il suffit que l'un de ses membres invente une solution pour qu'elle soit enseignée très vite à tout le groupe. Dans un environnement en perpétuelle modification, l'avantage de ce système est évident. Il est le seul à pouvoir donner une solution quasi immédiate à des contraintes nouvelles. Contrairement à la société organique définitivement fixée, la société culturelle est en perpétuel devenir.

Il y a des centaines de millions d'années que l'organisation des termites n'a pas été modifiée. La France a connu cinq Constitutions en moins d'un demi-siècle. La signification et la destinée de l'individu ne sont pas les mêmes dans les deux types sociaux. Dans

le groupe organique, l'individu naît avec un programme génétique qui le guidera toute sa vie. Il n'a rien à apprendre, et accomplit les mêmes gestes de la naissance à la mort. C'est un individu sans individualité.

Son histoire est identique à celle de tous les autres membres de sa caste. L'individu de la société culturelle apprendra durant toute son existence. Ses comportements et son statut social pourront être sans cesse modifiés. Nous changeons tous d'indice et même de qualification durant notre vie professionnelle, avant d'aspirer à la retraite. A tout moment, l'animal culturel peut adapter son activité à ses goûts et à ses possibilités. Notre société est parvenue à tout instant, et dans tous les sens, par des gens qui changent de place. L'individu constitue une individualité. L'avantage sélectif de la société culturelle ne saurait être mis en doute : mais il ne faut pas mésestimer ses faiblesses.

La société organique est rigide, mais d'une grande solidité. Obéissant à un programme génétique, elle bénéficie de l'invariance de l'A.D.N. Aucun coup d'Etat ne menace la reine des abeilles, dont le statut n'a pas changé depuis un temps immémorial. Mais elle n'obtient cette stabilité qu'en renonçant à tout progrès. Libérée du carcan de l'information génétique, la société culturelle est prête à toutes les adaptations, à tous les perfectionnements, mais aussi à toutes les aventures. Aucune de nos inventions n'est inscrite dans nos chromosomes. Si un conflit atomique généralisé détruisait tous les hommes, à l'exception de quelques tribus du centre de l'Australie, l'humanité retournerait brutalement au paléolithique.

Tout serait à recommencer. Une civilisation meurt plus facilement qu'une espèce.

L'humanité constitue la société du type culturel le plus avancé. Les conditions de l'épanouissement de l'être humain tiennent à sa nature sociale : elles s'appellent conscience, liberté, responsabilité. Ses comportements innés sont modestes : l'homme doit tout apprendre. Son royaume est l'école. Il n'agit que lorsqu'il est convaincu qu'il doit le faire. Ses actions sont motivées. L'individu qui n'a rien appris ignore les raisons de son travail. L'agriculteur sait pourquoi il sème son champ et ce qu'il peut en attendre. En l'absence de motivation consciente, aucun instinct, aucune force impitoyable ne le pousserait à semer : il mourrait de faim. C'est un danger qui ne menace pas l'abeille. L'éducation et la connaissance doivent, chez l'homme, passer au premier plan.

Notre plus grande richesse

L'évolution de la société serait sans doute plus aisée si l'éducation pouvait couler les individus dans le même moule, comme on essaie de le faire dans certains régimes ?

L'éducation est d'abord faite de nos expériences : ce sont elles qui enrichissent notre personnalité. Aussi, tout homme présente une valeur unique : l'histoire d'une vie ne se répète jamais. La mort, même du plus humble, est une perte irréparable. Ce polymorphisme culturel constitue peut-être la caractéristique la plus originale de l'humanité et fait que, devant une situation donnée, personne ne réagit exactement de la même façon. Il

représente sans doute notre grande richesse. Mais ce polymorphisme ne peut s'exercer que dans la liberté. Tout système contraire s'appauvrit.

L'homme conscient doit être libre de décider, selon ses goûts, ses ambitions, ses tendances, seule limite à notre liberté la liberté des autres. La personnalité ne peut s'épanouir que dans la tolérance. Contrainte d'expression tourment le dos à condition humaine. Elles ramènent l'homme au stade du gramme imposé. Conscient, libre, l'homme est aussi un responsable, envers lui-même et envers les autres. La responsabilité est la sanction de l'éthique.

C'est pourquoi la démocratie libérale et pluraliste est le régime qui répond le mieux à aspirations fondamentales sociétés humaines. A leur niveau toute dictature, que ce soit celle de l'A.D.N. d'un parti politique ou du prolétariat (ce qui revient au même), est contraire aux données de l'évolution. Elle va à l'encontre de la vocation même de l'homme et supprime ce qui fait sa valeur. Elle remet cause la lente ascension de conscience qui met des milliers d'années pour accéder au pal humain, c'est-à-dire à la liberté. Elle le ramène au stade de la malice. Certaines dictatures, durées, mais aucune n'a bien fait. Elles ont toujours constitué un recul.

Propos recueillis par PIERRE DROUIN.

Prochain article :

LA CRISE DE LA DÉMOCRATIE

ENTRETIENS AVEC...

Depuis deux mois, le Monde a publié dans la série des « Grilles du temps » des entretiens de :

Henri Mendras, par Alain Giraud (13-14 septembre) ; Georges Friedmann, par Pierre Drouin (20-21 septembre) ; Jean-Jacques Séleznik, par Pierre Drouin (27-28 septembre) ; Roger Garaudy, par Bertrand Poirot-Delpech (4-5 octobre) ; Pierre Bourdieu, par Pierre Viannou-Ponté (11-12 octobre) ; Marshall Mac Lehan, par Jacqueline Gapien (18-19 octobre) ; Morris Janowitz, par Léo Palacio (25 octobre) ; Jean-Baptiste Pontalis, par Roland Jaccard (3-4 novembre) ; Jacques Ellul, par Gilbert Comte (10-11 novembre) ; Jacques Delors, par Pierre Viannou-Ponté (18-19 novembre) ; Jean Elie, par Pierre Viannou-Ponté (22-23 novembre) ; Henri Laborit, par Pierre Drouin (29-30 novembre) ; Etienne Beaulieu, par Marina Molloy (6-7 décembre) ; Corneille Costantini, par E. A. El Maleh (13-14 décembre).

DE GAULLE ET LE SERVICE DE L'ÉTAT



DES COLLABORATEURS DU GENERAL TMOIGNENT

Bernard Tricot
Raymond Offroy
Jacques Boiteau
Alain Prato
Pierre Lelong
René de Saint-Légier
Pierre Angeli
Jean-Jacques de Bresson
Etienne Burin des Roziers
Alain Plantey
Gilbert Carrière
Jacques Chabrun
Gérard Ducher
Jean Giry
Jacques Aubert
Bernard Ducamin

Prix Edmond-Michelet 1977



La fuite et l'inquiétude

par ANDRÉ GRUBINE (*)

Au cours des derniers mois, plusieurs médecins se sont, demandés s'il convient d'informer un malade de la gravité de son état, même si celui-ci est condamné à brève échéance. Pour répondre à cette question, nous ne saurions oublier qu'elle n'est qu'un cas extrême d'un problème infiniment plus vaste : devons-nous fuir coûte que coûte l'inquiétude qui nous étreint quand nous songeons à la mort, au néant, à l'infini ou devons-nous accepter cette inquiétude ? Quel est le prix que nous pouvons accepter de payer pour échapper à l'anxiété existentielle ? Quelles aventures pouvons-nous, au contraire, escompter d'une lucidité souvent angossante ? Ces questions ne sont pas théoriques. Des réponses qui leur seront données dépend sans doute, dans une large mesure, l'orientation future de notre civilisation.

Un grand nombre d'hommes ressentent intensément ces hésitations déchirantes entre deux besoins aussi impérieux que contradictoires : accepter l'ordre existant des choses en cherchant simplement les explications susceptibles de situer leur vie actuelle et leur devenir dans ce cadre donné ; rejeter les schèmes préétablis et les dogmes pour comprendre l'univers et acquiescer ainsi les moyens de le domestiquer peu à peu.

Ces deux aspirations peuvent, toutes deux, déboucher sur l'action. Cependant, on ne saurait confondre une recherche qui vise — et permet — d'agir sur l'univers et un prosélytisme qui, pour être

parfois exalté et donner lieu à des actes de bravoure, n'en est pas moins fondamentalement imprégné de résignation devant un univers créé par des dieux. Les pyramides ou les cathédrales témoignent certes de formidables efforts humains, mais ceux-ci n'ont en rien contribué à renforcer l'emprise de l'homme sur l'univers.

L'histoire elle-même apparaît profondément marquée par une oscillation continue entre ces deux exigences. D'un monde clos, entièrement expliqué par une mythologie cosmogonique mais soumise à la fatalité et aux caprices des dieux, à un univers infini, angossant, mais dont l'homme découvre progressivement les lois et peut dès lors le contrôler toujours davantage. Ainsi se poursuit depuis plusieurs millénaires le dialogue entre un Orient mystique et un Occident pénétré d'une inquiétude conquérante et d'un désir plus ardent de certitudes qu'il les détruit inexorablement. Quand l'Occident s'orientalise, quand il renonce au doute et s'enfonce dans les certitudes comme au Moyen Âge, il traverse alors de longues périodes de stagnation.

Jamais peut-être la tension entre ces deux exigences contradictoires n'a été aussi exacerbée qu'au sein du monde industrialisé, aujourd'hui. L'essor de la pensée scientifique, s'il découle dans une large mesure d'une remise en question généralisée, avive à son tour l'inquiétude. La soif de certitudes est alors d'autant plus intense que cette inquiétude est corrosive et défilée.

La fuite...

En observant un jeu sans y participer, on est souvent amusé par le sérieux avec lequel chaque joueur se consacre à son rôle, cherche par exemple un succès dont l'observateur sait bien qu'il n'aura aucune suite. Il est vrai que ce sérieux est une condition nécessaire à la poursuite du jeu.

Un voyageur venu d'une autre planète pour contempler la vie sur terre aurait, sans doute, un sentiment comparable. Il ne manquerait pas de s'étonner en voyant tant d'individus se livrer avec le plus grand sérieux à des activités qu'eux-mêmes jugeraient absurdes et vaines s'ils les considéraient non dans le cadre social dans lequel elles s'insèrent mais en ayant à l'esprit leur mort prochaine. De même ne comprendrait-il pas les soudaines explosions d'énergie qui s'emparent parfois de certaines gens pour acclamer ou suivre quelques dictateurs.

Plus étrange encore lui paraîtrait le souci si fréquent de se distraire « pour passer le temps ». Peut-être demanderait-il s'il n'y a pas quelques occupations qui correspondent mieux à la tragédie de notre situation sur terre ? De nombreux interlocuteurs lui répondraient qu'une existence vouée à brève échéance au néant ne peut de toute façon avoir de sens, quel que soit l'usage qu'on en fait, et qu'il ne s'agit que de vivre le plus agréablement possible, en oubliant autant que faire se peut la mort prochaine.

Tolstoï a admirablement décrit dans son récit *La Mort d'Ivan Ilitch*, l'effroi d'un homme à l'agonie qui prend soudain conscience de la vanité, de l'inutilité de sa vie. Mais la vie d'Ivan Ilitch aurait-elle été préférable s'il avait ressenti ce sentiment de vanité non à sa dernière heure mais tout au long de son existence ? Ne vaut-il pas mieux, tout

compte fait, repousser à nos derniers instants ce désespoir et essayer de vivre « en attendant » comme si nous étions éternels ?

Imaginez-t-on ce qu'il adviendrait de notre société si chacun s'interrogeait en permanence sur ses raisons de vivre ? Voir-on, par exemple, le conducteur du métro arrêter celui-ci entre deux stations parce qu'il ne comprendrait plus ce qu'il justifie son activité dans une perspective existentielle plus large que celle de recevoir son salaire à la fin du mois ?

On comprend alors la lutte pathétique que livrent tant d'individus pour multiplier les parades afin d'étouffer l'inquiétude qui est malgré tout en eux, afin de défendre contre un doute tenace des certitudes toujours vacillantes, afin de colmater toutes les ouvertures, toutes les interrogations par lesquelles pourrait s'infiltrer l'angoisse. Il est significatif que même ceux qui s'aventurent le plus loin dans l'inquiétude doivent pour être compris ou seule-

ment entendus réintroduire quelques certitudes consolantes. Descartes prône le doute mais concède l'existence de Dieu. De même, Chestov remarque fort pertinemment qu'un auteur aussi inquietant que Dostoïevski s'est cru obligé d'opposer aux interrogations angossantes d'Ivan Karazov les discours angéliques d'Allocha. Là était peut-être la condition pour que sa lucidité soit supportable non seulement pour ses lecteurs mais pour lui-même.

Les conventions sociales, les idéologies, les religions jouent à cet égard un rôle éminemment utile en nous offrant un cadre de vie auquel nous nous laissons aller dans lequel nous n'avons plus qu'à couler notre vie sans avoir à nous interroger sur le meilleur usage que nous pouvons en faire. Ces certitudes permettent de rejeter dans l'au-delà et de confier à quelque tribunal céleste un « jugement dernier », qui, autrement, nous assaillirait durant toute notre vie et devant lequel nous aurions nous-mêmes à décider des critères du jugement et de la sentence.

...et l'inquiétude

Il est pourtant des individus qui n'acceptent pas, qui ne peuvent accepter, bien malgré eux, cette inquiétude. Ces « hommes souterrains », comme les appelle Dostoïevski, ont rencontré la mort et ils sont comme imbibés de ce sentiment tout au long de leur vie (1). Cette angosse qu'Ivan Ilitch ne ressent qu'à la veille de sa mort, eux l'endurent toute leur vie. A ceux-là, les conventions sociales paraissent ridicules et vaines et ils ne peuvent étouffer leur inquiétude que par une globalisation. Certains de ces hommes se laissent aller au désespoir ou se renferment sur eux-mêmes. D'autres acceptent, en timant parfois, de porter ce fardeau. Ils prennent alors sur eux l'angoisse des hommes. C'est eux qui fixent les nouvelles règles sociales en bousculant les anciennes. C'est eux aussi qui créent les nouvelles religions. La raison d'être que la plupart des hommes recherchent dans les conventions et les dogmes ambients, eux la trouvent en proposant à l'humanité des voies nouvelles. Ce courage existentiel rare leur donne une puissance considérable sur les autres hommes. Ils sont les consolateurs de l'humanité ou ses tyrans. Jésus fut de ces hommes-là. Hitler et Staline aussi.

Il serait tout à fait vain de (*) Maître de conférences à l'Institut politique de Paris.

prétendre comparer le bonheur de l'homme en quête de certitudes et celui de l'homme qui ne se laisse pas d'interroger l'univers. En revanche, chacun de nous doit se demander s'il accepte de laisser ces « hommes souterrains » décider toujours de son sort.

Jusqu'à ce siècle, à l'inquisition et aux Croisades dévastatrices, on pouvait opposer l'extraordinaire puissance consolatrice du christianisme. A la fin du siècle dernier, Dostoïevski pouvait encore mettre en présence dans sa *Légende du Grand Inquisiteur* un Jésus apportant aux hommes l'inquiétude et un Grand Inquisiteur prétendant les consoler en leur offrant des certitudes et des dogmes. Aujourd'hui, qu'y a-t-il à opposer aux camps de concentration, aux pays détruits, aux peuples déshérités par nos religions modernes ? Comment douter que le message des prophètes du vingtième siècle — Lénine, Staline, Hitler, Mao Tse-toung — ne vaille pas ce prix-là ? Le Grand Inquisiteur pouvait encore croire qu'une humanité aveuglée serait heureuse. Mais nous, le pouvons-nous ? Est-il encore possible d'ignorer les résultats sinistres de cette quête flévieuse de certitudes qui s'empare parfois de certains hommes, de sociétés entières ?

Par ailleurs, est-on sûr que cet acharnement pour s'accrocher à des certitudes, cet « équilibre »

illusoire que le moindre relâchement peut détruire soient toujours plus heureux qu'une lucidité tonique ? La tranquillité assurée à ce prix n'est-elle pas en définitive, infiniment plus pénible qu'une inquiétude assumée ?

Du reste, la propagation de la méthode scientifique rend ces certitudes de plus en plus aléatoires. Elle ne nie pas l'existence de Dieu ou l'immortalité, elle rend impossible l'affirmation péremptoire de ces hypothèses.

Aussi longtemps que l'homme se sentait — et était — totalement impuissant face à son environnement, il lui était nécessaire d'imaginer des explications cohérentes pour se situer dans un univers incompréhensible. Au fur et à mesure qu'il acquiesce de nouveaux moyens d'action qui lui permettent de modifier cet environnement, il s'agit de moins en moins pour lui de s'adapter à l'univers, mais bien de chercher à adapter progressivement celui-ci. Aujourd'hui, l'humanité, échappant à la fatalité, doit donc apprendre à tracer elle-même sa voie en renonçant à amadouer l'univers par des invocations ou des offrandes qu'il dédaigne, pour mieux le dompter.

(1) Dostoïevski : *Œuvres du roman*.

UNE RÉPONSE D'HENRI LABORIT

A la lettre d'Henri Nouyrit (Le Monde du 13 décembre), le docteur Henri Laborit réplique :

Je voudrais me faire pardonner par M. Henri Nouyrit en lui disant que je ne suis pas très éloigné de la conception qu'il nous rappelle, celle de Steiner. En effet, j'ai proposé, dans un livre aujourd'hui épuisé : *L'Aggressivité déviante* (coll. « 10/18 ») l'union principale d'édition, de remplacer « Liberté, Égalité, Fraternité » par « Conscience, Connaissance, Imagination ». Conscience de nos déterminismes ; connaissance progressive et jamais finie des lois qui les gouvernent ; imagination permettant de découvrir les moyens d'utiliser ces lois pour faire autre chose que ce que nous faisons. Cette trilogie est pour le moins réalisable, partiellement et exclusivement humaine, et n'est pas susceptible d'être détournée comme la précédente au profit du maintien d'un système archaïque de dominance.

RECTIFICATION. — Dans l'article d'Henri Feschet « Les héritiers de l'avenir », publié page 2 dans le Monde du 17 décembre, il fallait lire : « le déjà » et non le déjà « écrit ».

LE PLAN ISRAËL

nouvelle souplesse d'Israël

M. Ben El-Mechaieq, le seul...

8

nos libertés

Le Monde

étranger

LE PLAN ISRAËLIEN DE RÈGLEMENT AU PROCHE-ORIENT

Deux personnalités cisjordanaises modérées, MM. Hikmet Masri et Elias Freij, ont rejeté, ce lundi matin 19 décembre, les projets de M. Begin concernant l'avenir de la Cisjordanie. Hikmet El Masri (ancien président du Parlement jordanien) et Elias Freij, ont en effet affirmé qu'il n'y avait rien de bien nouveau dans ces propositions, déjà avancées par les gouvernements israéliens précédents.

On ne saurait considérer comme une réponse valable à l'initiative du président Sadate un plan qui permettrait à l'armée israélienne de demeurer sur le Jourdain, à l'implantation juive, se poursuivre sur notre terre et qui, en outre, passe sous silence le problème de Jérusalem, a déclaré M. Hikmet El Masri. Il a souligné qu'il ne pouvait aller plus loin dans ses déclarations. « Tout ce que j'ai à dire, a-t-il ajouté, je l'exprimerai rectement au président Sadate, dont j'approuve fondamentalement les efforts en vue de la paix. »

De son côté, M. Elias Freij a noté qu'il voulait « espérer que le texte publié par la presse était incomplet. Car il n'est pas possible que le chef du gouvernement israélien, au moment où il est invité en Egypte par le président Sadate, se borne à de telles déclarations ». L'éditorialiste du journal arabe « Al Kuds », paraissant à Jérusalem-Est, reprend les mêmes idées. « Il est

impossible, écrit-il, que nous attendions vingt ans encore notre droit à l'autodétermination. Il est impossible que les Arabes acceptent le maintien d'une présence militaire israélienne en Cisjordanie et à Gaza, qui ne serait rien d'autre que la poursuite de l'occupation. »

● A ALGER, M. Abou Ayad, membre du comité exécutif de l'O.L.P., qui représente la tendance dure au sein du Fath, a accusé samedi le président Sadate de « préparer un plan de liquidation de la cause palestinienne à partir de la conférence du Caire ». « La résistance palestinienne, a-t-il dit, combattra toutes les solutions de capitulation qui visent la liquidation du peuple palestinien et sa révolution. » — El Moudjahid — estime, pour sa part, que le président Sadate prépare un accord séparé avec Israël et qu'une « course contre la montre » est engagée dans ce but au Caire. L'agence gouvernementale A.P.S. dénonce, de son côté, « l'irréalisme politique du régime de M. Sadate et son obstination à faire cavalier seul ».

● A DAMAS, plus d'un demi-million de personnes ont manifesté dimanche pour dénoncer la politique du président égyptien à l'égard d'Israël. Des mots d'ordre hostiles ont été lancés à l'adresse de M. Sadate et de sa « politique de capitulation ». « Traître, tu nous a vendus pour une poignée de dollars », pouvait-on notamment entendre. Prenant la parole, au nom du

Baas, le premier ministre syrien, M. Abdel Rahman Khleifoun, a déclaré que « le destin de toute la nation arabe ne pouvait être choisi par un chef qui a jeté les armes et préféré la capitulation ». Le ministre des affaires étrangères, M. Abdel Kalim Khaddam, le ministre des affaires étrangères, M. Abdel Halim Khaddam, a déclaré, enfin, que la Syrie ne se joindra en aucun cas à la réunion du Caire ni à une conférence, où qu'elle se tienne, venant après la visite en Israël du président Sadate.

● A AMMAN, en l'absence du roi Hussein, qui effectuait un voyage d'information en Arabie Saoudite et dans les pays du Golfe, la presse jordanienne juge inacceptable les grandes lignes du plan de paix esquissées par M. Begin. « Ce que le premier ministre israélien considère comme des concessions israéliennes en Cisjordanie et à Gaza », écrit le quotidien « Al Dour », « est toujours en dessous du niveau de concessions acceptables aux Palestiniens et aux Arabes ». Israël désire créer « une entité semblable à Berlin-Ouest, entourée par les forces militaires israéliennes et refuse de restituer la Jérusalem arabe ». — Al Akhbar — écrit pour sa part qu'Israël s'efforce de « figer les réalités de la zone arabe pour les vingt années à venir. Il tente également d'empêcher toute présence militaire arabe dans les territoires d'où il entend se replier ». — AFP, Reuters.

La « nouvelle souplesse » d'Israël

(Suite de la première page.)

Le premier ministre israélien a affirmé que ce point figure dans ses propositions, mais il ne semble pas que les milieux informés, selon les derniers renseignements, se soient accordés sur la validité de ces propositions. Le problème des réfugiés reste donc apparemment à l'état.

À propos de Jérusalem enfin, Begin a confirmé qu'il s'oppose à toute division de la ville, mais il a ajouté : « Nous aurons une proposition concernant l'autogouvernement des territoires religieux des Lieux saints. (...) Cela viendra dans les négociations. Nous examinerons cet arrangement. Ce qui est sûr, est qu'il y aura d'abord un accès implémenté libre pour toujours aux Lieux saints. Ensuite, nous permettrons aux représentants religieux de gérer les affaires de chacun des Lieux saints, d'une manière autonome. »

Ces propositions sont-elles à rendre ou à laisser, ou bien sont-elles une base de départ susceptible d'être assouplie au cours de la négociation ? M. Begin n'a pas exclu la seconde hypothèse et « ailleurs la vague des formations politiques laisse espérer une certaine souplesse. Par exemple, le premier ministre n'a pas écarté l'expression « homeland » (pays) employée par M. Carter. Tout en préférant le terme « autogouvernement », il y a vu qu'une nuance de vocabulaire. Il n'a pas rejeté non plus mot « autodétermination ».

De même, la question des liens d'Israël avec les territoires des Lieux saints, qui ont été établis entre « Palestiniens arabes auto-gouvernés » et la Jordanie voisine, lui a malheureusement pas été élucidée. On ignore donc jusqu'à la souveraineté de cette entité et les contours juridiques tout aussi flous. Pourtant, ces deux points ont un poids décisif. Begin n'a pas réaffirmé l'opposition qu'il exprimait régulièrement dans les déclarations de ce genre à l'idée d'un « État palestinien ».

Une « nouvelle souplesse »

C'est très probablement sur tous ces points que les dirigeants israéliens ont questionné leur hôte à l'occasion de ses deux séances de négociation, à son sommet, chaque jour de deux heures, qu'ils ont les vendredis et samedis, entrecoupés de plusieurs entretiens et heures de messages avec le président. Pour le moment, la réaction israélienne reflète un encouragement calculé. Une déclaration de M. Begin, par exemple, aux journalistes après le deuxième et dernier entretien indique que le

LES SIX POINTS DU PLAN BEGIN

Voici les six points des propositions de paix que le premier ministre israélien, M. Menahem Begin, a révélées dimanche 18 décembre à la télévision israélienne :

- 1) Autogouvernement (self rule) et autonomie pour la Judée, la Samarie ;
- 2) Suffrage universel et élections dans cette zone ;
- 3) Possibilité de revoir cet arrangement, qui n'est pas définitif ;
- 4) L'autogouvernement et l'autonomie sont des dénominations de M. Begin préfère à « patrie » ou « homeland », mais qui, dit-il, sont synonymes d'autodétermination ;
- 5) Droits réciproques d'installation pour les communautés de Juifs et d'Arabes ;
- 6) Pas de partition de Jérusalem, mais autogouvernement des territoires religieux sur chacun des Lieux saints.

M. Begin a par ailleurs indiqué qu'il n'a pas demandé aux États-Unis de signer avec Israël « un accord de sécurité mutuelle » qui transmettrait le maintien de la paix à Proche-Orient. Il s'est déclaré hostile à l'idée de garanties internationales et a mis en place dans les zones militarisées des stations de surveillance électronique soviétiques.

A LA SYNAGOGUE DU CAIRE

Une foule joyeuse a lancé du riz et des fleurs aux délégués israéliens

Le Caire. — La délégation israélienne à la conférence du Caire ainsi que les dizaines de journalistes israéliens ont eu droit, dimanche 18 décembre, à un accueil sans précédent de la part de la population d'Alexandrie.

Les habitants, qui s'étaient rassemblés par milliers sur le trajet des délégués, ont scandé : « Vive Israël ! » et : « Vive Begin, shalom ! » C'est la première fois depuis l'arrivée de la délégation israélienne en Egypte que la foule égyptienne acclame le nom de Begin et celui de l'État d'Israël. Au siège du gouvernement de la ville, tous les fonctionnaires ont vivement acclamé les israéliens. Le chef de la délégation, M. Ben Elissar, a tenu l'espérance qu'Alexandrie serait jumelée un jour avec une ville israélienne.

Après, samedi soir, la délégation israélienne avait reçu une ovation chaleureuse de la part d'un millier de Caireotes qui l'attendaient devant la grande synagogue de la rue Adly, en plein centre de la ville, et lui lançaient des fleurs et du riz, symbole de succès. Les spectateurs poussaient des cris de joie en faisant le V de la victoire. Quelques journalistes israéliens, originaires de pays arabes, pleuraient d'émotion.

« La synagogue du Caire n'a jamais vu un nombre aussi grand d'athées », remarqua l'un d'entre eux en parlant de ses confrères qui, faute d'institutions juives en Egypte, n'ont pu rencontrer qu'à la synagogue les membres de la minuscule communauté juive du Caire.

Au cours de la cérémonie religieuse, l'officiant a fait, en arabe, l'éloge du président Sadate et de sa « politique de paix ». Le chef de la délégation israélienne a exprimé l'espoir de revenir un jour « en simple visiteur ».

Lorsque les trois membres de la délégation israélienne ont regagné leur voiture, une foule enthousiaste de plus de deux mille personnes, composée de « Shaloms », « Bienvenue à nos hôtes », « Vive Sadate, héros de la paix » et l'annonce des injures contre le président Sadate tandis que des femmes envoyaient des baisers aux visiteurs venus de Jérusalem.

Cette atmosphère générale tient à la conviction que, avec la paix, les maux de l'Egypte vont disparaître. « Maintenant, le peuple va marcher, après la paix, le général d'avant », nous dit un jeune homme. Un gardien du musée du Caire, à qui l'on fait remarquer le mauvais accueil des salles, rétorque : « Maintenant, avec la paix, le musée sera rénové, totalement. »

MICHEL TATU.

UN POÈME DANS « AL AHRAM »

M. Ben Elissar, vous n'êtes pas le seul intelligent...

Le Caire (U.P.J.). — Le quotidien Al Ahram a publié, dimanche 18 décembre, sous la signature de Salah Jahine, un poème adressé à M. Eliahou Ben Elissar, chef de la délégation israélienne à la conférence du Caire.

En voici un extrait :

« M. Eliahou Ben Elissar, Vos yeux brillent de mille idées, Les choses semblent se dérouler comme vous le souhaitez. Mais ne perdez jamais de vue Que vous n'êtes pas le seul patriote Qui se bat pour son pays Pour les enfants de son pays Pour la verdure, les fleurs, les oiseaux, Pour les broderies des rideaux aux fenêtres, Pour la rose des toiles de Renoir. Et pour tout ce qui figure dans le vocabulaire du poète... Maintenant montrez-moi votre sourire Mais s'il a pour but de cacher vos intentions Nous vous dirons : désolé, non, non et non, M. Ben Elissar Vous n'êtes pas le seul intelligent. »

Surprise et désappointement chez les éléments les plus nationalistes du Likoud

De notre correspondant

Jérusalem. — Ni la presse ni les milieux politiques israéliens n'avaient encore réagi ce lundi 19 décembre en fin de matinée aux « idées convergentes » que le chef du gouvernement M. Begin vient de rendre publiques. Les concepts d'autonomie interne et d'autodétermination pour les Arabes palestiniens sont tellement nouveaux dans la bouche d'une personnalité comme M. Begin que le grand public israélien n'est pas encore revenu de sa stupeur.

On peut s'attendre, dans les jours qui viennent, à de nombreuses réactions de plus en plus méfiantes, pour ne pas dire hostiles, de la part des éléments les plus nationalistes du mouvement Likoud, le parti de M. Begin. Les instances du mouvement devaient se réunir d'urgence pour étudier

les dernières déclarations du premier ministre. Mme Géoula Cohen, députée du Likoud, n'a pas caché son désappointement : « M. Begin a évoqué d'un seul jet les dénominations turques, britanniques, jordanaises et israéliennes sur la Judée-Samarie. Même en rêve, je n'aurais jamais imaginé que de tels propos pussent sortir de sa bouche. »

Au mouvement Goush Emounim (Bloc de la foi) on continue de faire confiance aux promesses du premier ministre concernant le maintien et le développement des implantations juives en Judée-Samarie (Cisjordanie). Le secrétaire général du mouvement, M. Gershon Chafetz, n'a pas caché ses appréhensions quant à la perspective d'un retrait quasi total du Sinaï.

M. Begin sera-t-il le « de Gaulle d'Israël » ? Même au sein du parti Likoud, certains éléments, qui craignent que les propositions du premier ministre ne servent de base à la création d'un État palestinien, envisagent de déposer une motion de censure. Rappelons que plus de 90 % des membres de la Knesset se sont prononcés contre la création d'un État palestinien entre Israël et la Jordanie. On attendra une réaction autorisée des principales formations politiques au cours de la séance de la Knesset de lundi après-midi.

(Interim.)

(1) Les Arabes de Palestine, a dit M. Begin, selon l'agence officielle Press, ont été sous l'autorité turque, britannique, jordanienne et israélienne. Quand bien même cette dernière, la plus bienveillante, les militaires doivent défendre la population et non la gouverner. »

LE PRÉSIDENT SADATE DISSOUT LE CONSEIL ÉGYPTIEN DE LA PAIX

« INSTRUMENT DE MOSCOU »

Le Caire (A.F.P.). — Le président Sadate a ordonné la dissolution du Conseil égyptien de la paix et a accusé le président de ce conseil, M. Khaled Mohieddine (sans toutefois le nommer), qui est également le chef du parti de la gauche en Egypte, de fournir des renseignements aux dirigeants soviétiques.

Le chef de l'État égyptien a annoncé sa décision dans une interview publiée dimanche par l'hebdomadaire catro October. Il a dénoncé le rôle du Conseil égyptien de la paix et a-t-il dit, est devenu un instrument de Moscou. Il a ajouté : « L'Égypte a démasqué les auteurs de la parodie du Conseil mondial de la paix, qui répètent les propos de Moscou, et qui lui fournissent les éléments grâce auxquels l'U.R.S.S. colonise l'Égypte et son peuple. »

À la suite des émisses de janvier dernier en Egypte, le président Sadate avait attaqué sévèrement les communistes et la gauche égyptienne, les accusant d'avoir organisé des manifestations. Depuis le voyage de M. Sadate à Jérusalem, le Conseil égyptien de la paix et le parti de la gauche ont été pratiquement réduits au silence, les journaux ayant reçu des instructions strictes pour ne pas diffuser leurs communications ou prises de position.

● M. Philip Habib, sous-secrétaire d'État américain chargé des négociations au Proche-Orient, qui a été hospitalisé vendredi 16 décembre à l'hôpital militaire Walter Reed à Washington, à la suite d'une crise cardiaque, demeurera dans un état critique dimanche, mais sans aggravation, selon un communiqué de l'hôpital.

● M. Jean Herly a quitté dimanche 18 décembre, Israël où il était ambassadeur de France depuis quatre ans. Il a été salué à son départ par M. Yassov David, chef adjoint du protocole, et Minervy, directeur d'Europe au ministère des affaires étrangères. M. Herly doit être prochainement nommé ambassadeur à Rabat et remplacé en Israël par M. Marc Bonnefous.


PRIX GONCOURT

Didier Decoin

John l'enfer

roman

324 pages 45 F relié 59 F



PROCHE-ORIENT

LES PERSPECTIVES DE RÈGLEMENT

Le président Sadate s'efforce d'obtenir le ralliement, à « certaines conditions », de l'O.L.P.

Le Caire. — Jamais sans doute les échanges n'ont été aussi intenses entre le gouvernement égyptien et l'O.L.P. que depuis le « gel » de leurs relations. Malgré l'expulsion de quel-ques représentants de M. Arafat à la fin du mois dernier, les bureaux de la centrale des fedayin bourdonnent d'activité. Les responsables palestiniens, qui s'abstiennent de faire des déclarations à la presse, conformément aux vœux de la direction à Beyrouth, sont en contact permanent avec les plus hautes autorités égyptiennes. Certains d'entre eux font la navette entre Le Caire et Beyrouth porteurs de messages ultra-confidentiels que l'on prête de part et d'autre ne pas consigner par écrit.

Des insinuations et divers indices permettent de penser que ces échanges ont pris la forme d'une négociation, dont l'ultime objectif est d'intégrer l'O.L.P. dans la « stratégie de la paix » du président Sadate. Ce dernier, on le remarque, s'est bien gardé jusqu'à présent de prendre à partie nommément M. Yasser Arafat, et, tout en dénonçant l'irresponsabilité de l'O.L.P., il ne l'a pas encore éliminée de l'échiquier politique, comme en témoignent ses récentes déclarations. N'a-t-il pas affirmé, samedi 17 décembre, qu'il donnerait à la centrale des fedayin une « nouvelle chance » pour se réhabiliter (*Le Monde* du 18-19 décembre).

Prendre le train en marche

On fait remarquer, de même, que le Congrès national palestinien (Parlement) n'a pas été convoqué pour ratifier l'accord en six points conclu par les diverses organisations de fedayin en marge du récent « sommet » de Tripoli. Cette nouvelle plate-forme établie sous la pression du Front du refus, lequel rejette expressément tout compromis négocier avec Israël, demeure donc à l'état de projet, et pourrait être écartée à tout moment au bénéfice d'une ligne de conduite plus conciliante. On rallie ici à ce propos la déclaration, le 17 décembre, de M. Farouk Kaddoumi, le chef de la diplomatie palestinienne, pour qui l'O.L.P. a adopté une attitude « positive » toutes les fois que « l'opinion publique internationale lui demandait de faire preuve d'une volonté de paix ».

Bref, vues du Caire les relations égypto-palestiniennes n'apparaissent pas irrémédiablement compromises. On parle même d'un éventuel ralliement de l'O.L.P. à la politique du Raïs « à certaines conditions ». Celles-ci, telles qu'elles nous ont été exposées, ne sont pas draconiennes. Si l'accord de Tripoli devait conduire à la création en Cisjordanie et à Gaza d'un Etat souverain, nous a déclaré l'un de nos interlocuteurs, les Palestiniens applaudiraient leur deux mains, et revendiqueraient leur place à la conférence de la paix à Genève. « La chose du mot « souverain », de préférence à celui de « indépendant », signifiait que l'on n'aurait pas de liens fédéraux ou confédéraux avec le nouvel Etat établi. « en toute liberté » avec le royaume de Jordanie.

Certains membres de l'O.L.P., songeant à prendre leur revanche en diffusant une déclaration — dont le projet nous a été communiqué — qui légitimerait sans tarder l'intégration de la centrale des fedayin dans le processus de paix en cours. Le passage le plus éloquent de ce texte est libellé comme suit : « L'O.L.P. s'engage à ouvrir en faveur d'un règlement pacifique sur la base de la déclaration conjointe arabo-soviétique du 1^{er} octobre 1977, laquelle prévoit, pour le peuple palestinien, l'exercice de son droit à l'autodétermination et à l'établissement d'un Etat aux côtés de celui de l'Etat d'Israël. Les deux Etats s'engageraient à vivre en paix ».

Il va de soi que l'adoption d'un tel texte provoquerait l'effacement de l'O.L.P. et même une confrontation, peut-être sanglante, entre les « radicaux » et les « modérés » au sein du front palestinien. Les partisans de la conciliation, soutenant ou soutenus par la majorité du mouvement et sont représentés essentiellement par l'organisation du Fath, qui en dernier ressort « prendrait le train en marche », laissent derrière elle les partisans de la « fermeté » ou ceux du Front du refus.

La Fath, dont le chef est M. Yasser Arafat, bénéficie de la sympathie active de l'Arabie Saoudite. Celle-ci soutient tout à la fois les efforts du président Sadate en faveur d'un règlement rapide, et les aspirations palestiniennes concernant la création d'un Etat souverain. Les dirigeants saoudiens souhaitent également un Etat fondé sur l'équité, ou pour le moins, avec l'assentiment du Fath, qui a su gagner la

confiance des masses grâce à la lutte armée qu'il mène depuis 1965.

Ryad serait d'autant plus favorable à M. Arafat que celui-ci aurait rompu définitivement avec l'« alliance marxiste » de l'O.L.P.

Pour justifier une éventuelle rupture avec leurs partenaires intrinsèques, les « modérés » font état des « occasions perdues » qui, au fil des années, ont plongé la centrale des fedayin dans l'impasse. « Si nous avions suivi les conseils du président Sadate, qui prônait dès 1972, la création d'un gouvernement palestinien en exil, disaient-ils, nous ne serions pas aujourd'hui dans cette situation critique. » Un tel gouvernement, constitué sur la base d'un programme acceptable par Israël et les Etats-Unis, aurait été présent à toutes les négociations, ajoutent-ils. Si l'O.L.P. n'était pas en mesure d'adopter « telle ou telle » résolution 242, en raison de ses imperfections, soutiennent-ils encore, elle aurait pu au moins revendiquer sa place à la conférence de Genève en acceptant auparavant comme base de sa participation, la déclaration conjointe arabo-américaine du 1^{er} octobre, cette déclaration constituant une version améliorée de la résolution 242.

Tout en admettant que l'actuelle conférence de la paix au Caire ait été convoquée dans des conditions préjudiciables à l'O.L.P., les modérés font valoir que les absents ayant toujours tort, il aurait mieux valu se faire représenter à la réunion d'une manière ou d'une autre.

Contrairement à ce que nous rapportait un proche collaborateur de M. Yasser Arafat (*Le Monde* du 1^{er} décembre), le président de l'O.L.P. avait bien reçu une invitation à participer de plein droit à la conférence du Caire. La lettre, datée du 26 novembre, et dont nous avons

pu prendre connaissance est analogue à celle qui avait été adressée à la Syrie, à la Jordanie et à Israël.

En remettant la missive à M. Dajani, membre du conseil exécutif de l'O.L.P., le ministre égyptien des Affaires étrangères par intérim, M. Boutros-Ghali l'avait assuré que l'opposition probable de M. Begin serait contournée.

Bien que fortement tenté par l'invitation, M. Arafat — nous a-t-on assuré ici — s'est réjoui dans un complot, de crainte de s'attirer les foudres des extrémistes de son mouvement, et surtout de la Syrie, dont les troupes de choc au Liban auraient été capables de lancer une offensive foudroyante contre le mouvement palestinien.

Le président Sadate se rend compte que la position de M. Arafat n'est pas « enviable », nous a dit une personnalité proche de la présidence. Mais il estime que le dirigeant palestinien n'est pas irrémédiablement paralysé par ses « tuteurs » syriens. Le chef de l'O.L.P., suggère-t-on dans d'autres milieux, a encore la faculté de quitter le Liban, de s'installer dans des capitales arabes de son choix et de lever l'étendard de la révolte « contre les Syriens et leurs alliés ».

Un bain de sang au Liban ?

La quasi-totalité des dirigeants du Fath, surtout ceux résidant en Arabie Saoudite, au Koweït et dans d'autres pays du Golfe — qui, fait-on remarquer, se sont abstenus de condamner « la stratégie de la paix » de M. Sadate — ne manqueraient pas de se rallier immédiatement à leur chef. C'est à ce prix que M. Arafat pourrait assurer à l'O.L.P. ou plutôt à son aile modérée, un siège à la conférence de Genève.

Quant on objecte qu'un tel scénario

risque fort de déboucher sur un bain de sang au Liban, on répond que le président syrien Assad ne commettrait pas la « folie » de croiser le fer avec les fedayin, alors que son armée est enlisée au Liban et qu'il est menacé tout à la fois par les milices maronites de MM. Gemayel et Chamoun et par l'armée d'Israël.

Que M. Arafat se rallie ou non au président Sadate, ce dernier, assurément, dans les milieux officiels, est décidé à aller de l'avant. S'il parvient à s'entendre avec M. Begin lors de leur prochaine rencontre, la conférence du Caire se poursuivrait au niveau des ministres des Affaires étrangères. Après l'élaboration d'un accord plus précis, la conférence de Genève, élargie aux autres belligérants arabes serait convoquée si ces derniers refusaient de se faire représenter. M. Sadate soumettrait le résultat de son initiative à un « sommet » arabe. Dans le cas où le verdict de ses pairs serait négatif, le chef de l'Etat égyptien n'hésiterait pas alors à conclure une paix séparée avec Israël.

Cependant, nous a déclaré une personnalité proche du président, il est douteux que nous en arrivions-là, car le projet de règlement auquel nous tenons serait acceptable par la plupart des pays arabes, l'Arabie Saoudite en tête. C'est pourquoi le « plan Begin » tel qu'il a été exposé à la télévision américaine par le premier ministre israélien ne soulève pas ici un enthousiasme excessif.

Cependant les officiels égyptiens se gardent bien d'exprimer un jugement définitif. Ils font valoir, peut-être à juste titre, que M. Begin n'a pas révisé l'ensemble de son projet, en de l'absence du président Sadate la satisfaction d'annoncer lui-même des concessions israéliennes plus substantielles.

ERIC ROULEAU.

FRANCOPHONIE

LORS DE SA CONFÉRENCE GÉNÉRALE A ABIDJAN

L'Agence de coopération culturelle et technique s'est engagée dans la voie de la rigueur

Abidjan. — La cinquième conférence générale de l'Agence de coopération culturelle et technique, qui s'est achevée le samedi 17 décembre, constituait l'occasion pour certains pays, au premier rang desquels la France, d'avancer un ensemble de propositions en vue de réformer les structures et de réorienter les activités de cette organisation internationale. Celle-ci est, en effet, l'objet de critiques : on peut citer, parmi les principales, la dilution des responsabilités au sein d'une direction de type collégial ; l'angélisme croissant des traits de fonctionnement au détriment des fonds consacrés aux programmes ; le surpeuplement et le trop grand nombre d'actions de type ponctuel, souvent inscrites dans le vide.

Mais la volonté réformatrice manifestée avec vigueur par la délégation française, que dirigeait M. Léon, secrétaire d'Etat à la fonction publique, s'est heurtée, sans doute en partie pour des raisons de forme et de ton, à une sorte de résistance passive et à la volonté d'un grand nombre de membres de ne pas remettre en cause trop brutalement les solutions mises en place antérieurement à la suite de compromis souvent délicats.

La continuité s'a donc emportée sur le changement, même si certaines idées avancées ont fait leur chemin dans les esprits. C'est ainsi qu'a été repoussée une motion présentée par le Sénégal, le Liban et la Tunisie, visant à placer l'Agence sous la présidence d'un chef d'Etat. Les auteurs de cette proposition, appuyés par Paris, voulaient ainsi donner au secrétaire général une position morale et politique de nature à renforcer son crédit et son autorité. Ce texte, vivement combattu par le Canada et plusieurs pays africains tels le Bénin, le Burundi et le Tchad, a obtenu douze voix, dix pays votant contre et trois s'abstenant. Il a été repoussé, la majorité exigeant des neuf dixièmes n'étant pas atteinte.

La réforme du secrétariat, à laquelle la France était particulièrement attachée, a été quant à elle reportée à des travaux ultérieurs. Paris avait demandé initialement la suppression des quatre postes d'adjoints pour recommander la nomination de deux directeurs. Cette position a été assouplie, la délégation française ne plaçant plus que pour une augmentation sensible des pouvoirs du secrétaire général au détriment de l'esprit collégial qui prédomine actuellement. Ces

De notre envoyé spécial

concessions n'ont pas été suivies d'effets mais la commission des chefs de délégations a décidé de confier à un groupe de travail, sous la responsabilité du secrétaire général, le soin d'étudier une éventuelle réforme des statuts de l'Agence sur ce point et de faire des propositions au conseil d'administration.

De nombreux problèmes restent donc en suspens. Ils seront de nouveau débattus lors de la prochaine conférence qui se tiendra vraisemblablement à Beyrouth, la candidature posée par la délégation libanaise ayant reçu un accueil favorable.

Le bilan des travaux d'Abidjan sera cependant fort riche. Une conférence de haut niveau, à l'initiative de la France, a permis de réunir les représentants de l'Agence et de certains pays africains insoumis : Guinée-Bissau, Cap-Vert, Sao-Tomé et Principe. Le secrétariat général a été chargé d'examiner des pourparlers en ce sens. Cette ouverture pourrait conduire à un autre pas en direction des pays arabes.

La limitation des frais de fonctionnement

D'autre part, il a été décidé de faire un effort pour améliorer la gestion de l'Agence en réduisant son budget. Des dépenses ne doivent donc pas dépasser en 1978 17 millions de francs et 19 millions en 1979. Ces deux ans, leur budget global de 120 millions de francs, l'économie ainsi réalisée par rapport aux prévisions antérieures sera de 9 millions de francs. Cette somme permettra d'effectuer des programmes d'aide à l'édition et à la production dans les pays africains de documents pédagogiques. Elle sera également consacrée en partie à des actions spécifiques jugées exemplaires : assistance aux Comores dans le domaine de l'enseignement, aide au Liban en matière de radio-télévision notamment.

Les économies que devra réaliser la direction de l'Agence impliquent un rigoureux effort de rationalisation, voire d'austérité. Les hauts cadres de l'organisation devront donner l'exemple, leurs salaires étant bloqués pour deux ans.

La délégation française, qui était particulièrement désastreuse de voir l'Agence s'engager dans la voie de la rigueur, a donc obtenu sur tous ces points satisfaction. Il n'en

a pas été de même au niveau des programmes au sujet desquels elle a émis une « réserve générale ». La France estime, en effet, que les actions prévues par l'Agence, trop nombreuses, ne répondent pas dans bien des cas à la mission que l'organisation lui doit être, selon elle, d'ordre essentiellement culturel. « Pour prendre un exemple parmi d'autres, nous avons constaté que l'Agence, pour occuper la construction de parcs à bestiaux. Elle ne doit pas s'engager dans des opérations qui relèvent d'autres institutions. Ce n'est pas le rôle de la francophonie. Notre coopération doit se situer sur ce terrain. L'Agence n'est pas une banque de développement ».

Là se trouve en fait le principal débat. La plupart des pays africains se refusent de séparer les problèmes culturels des questions de développement. La présidence de l'Agence, à l'initiative de la France, a d'ailleurs consacré l'action en faveur du développement, notamment en direction du monde rural comme l'un de ses axes principaux. C'est pourquoi c'est le champion de cette conception, le président de la République et chef du gouvernement d'Abidjan, en l'absence de « pratiquer une politique tribale ».

Ces déclarations interviennent quelques heures après celle de M. Ahmed Dini, premier ministre. Les quatre ministres sont MM. Ahmed Youssouf Houmou, Hamad Abdallah Hamad, au Sahel, Houmou et Ahmed Hassan Ahmed, respectivement ministres de la santé publique et des affaires sociales, de la jeunesse et des sports, des régimes industriels et de la défense.

Comme M. Dini, ces quatre ministres sont membres de l'Union Africaine. Deux autres ministres appartenant à cette entité font encore partie du gouvernement, qui comprenait au total seize membres. Il s'agit de M. Abdallah Mohamed Kamil et de M. Abdallah Mohamed Kamil, ministre des affaires étrangères et ministre de la justice et des affaires pénales, et M. Kamil est absent de Djibouti.

On ignore encore, ce lundi, si M. Hassan Gouled avait accepté ces déclarations. Le porte-parole de la présidence de la République s'est contenté d'indiquer que le président s'accorde un « temps de réflexion ».

Le gouvernement éthiopien a, pour sa part, démenti, samedi, l'accusation selon laquelle l'Ethiopie aurait inspiré l'attentat contre le « Palmier en gèle ». — (A.F.P.)

DANIEL JUNQUA.

AFRIQUE

LE CONFLIT DU SAHARA OCCIDENTAL

Le Polisario accuse l'aviation française d'avoir bombardé au napalm une de ses colonnes

Le « ministère sahraoui de la défense » a annoncé dimanche 18 décembre, dans un communiqué publié à Alger, que deux escadrons de douze avions Jaguar chacune, accompagnés de quatre Breguet-Atlantic, avaient « mitraillé et bombardé au napalm » une colonne sahraouie le 15 décembre, une unité sahraouie qui regagnait ses bases après avoir attaqué le train minéralier Zouerate-Nousdibou. Plusieurs dizaines de combattants auraient été tués, ainsi que quarante-neuf soldats prisonniers qui avaient été faits au cours d'une attaque du train. Représentant cette information, sous le titre « L'impartialité française jette le masque », l'agence officielle algérienne Presse-Services (A.P.S.) relève que cette attaque est intervenue « après l'annonce de la libération imminente des huit prisonniers français » et « au moment où le général d'Estaing accusait, devant les caméras de la télévision française la P.C.F. de faire « de la politique avec des otages ».

Dorénavant, a poursuivi l'agence, tout le monde aura compris que les tentatives de recolonisation de l'Afrique du Nord-Ouest est bel et bien entamée selon les vieilles méthodes de la politique de la canonnière ».

Dans une conférence de presse tenue à Alger, M. Omar Hachani, membre du comité central du Polisario, a souligné que l'armée de libération sahraouie avait subi les plus fortes pertes qu'elle ait connues depuis le début des hostilités au cours d'une seule attaque, plus de cinquante marquisards ayant été tués et cinquante Land-Rover détruites. En conclusion, nous rapporte notre correspondant Paul Balta, M. Hachani a lancé un appel à la communauté internationale et a dénoncé le fait qu'après avoir été chassés de sa terre par les forces marocaines et mauritaniennes, le peuple sahraoui est aujourd'hui victime d'une troisième armée appartenant cette fois à une grande puissance ».

Cette conférence de presse, souligne notre correspondant, a eu lieu le jour même où le Polisario annonçait que les huit prison-

niers français étaient acheminés vers le lieu de leur libération. Ils se trouvent probablement dans la région de Tindouf, où des journalistes doivent se rendre mardi à l'aube, sans doute pour les rencontrer. Les huit Français devaient ensuite gagner Alger pour être remis vendredi à M. Ruy Waldheim.

● A RABAT, notre correspondant Louis Gravier nous signale que la commission des affaires étrangères de la Chambre des représentants est intervenue auprès du gouvernement marocain pour qu'il demande à M. Waldheim de renoncer à se rendre à Alger. Elle estime que, si ce déplacement était confirmé, le secrétaire général de l'O.N.U. se verrait à « une opération de propagande gratuite mise au point par l'Algérie », et incompatible avec la neutralité qu'il doit être celle du premier responsable des Nations unies. La commission considère que la remise des otages doit être faite à des organismes humanitaires tels que le Croix-Rouge international. Des journaux de toutes tendances ont approuvé cette position.

● A NOUAKCHOTT, le président Ould Daddah a téléphoné samedi à M. Giscard d'Estaing pour lui exprimer sa satisfaction de la libération prochaine des Français détenus par le Polisario. Le directeur général de la Société nationale industrielle et minière (S.N.I.M.) a accueilli, pour sa part, « avec soulagement », la décision du Front, tout en regrettant que les combattants mauritaniens de la S.N.I.M. également capturés, ne bénéficient pas d'une mesure similaire. « Je me demande, a-t-il dit, pourquoi M. Marchais se permet de désavouer, dans le cadre de ses démarches pour obtenir la libération des otages, les travailleurs français des travailleurs mauritaniens ? Il a enfin annoncé que la S.N.I.M. avait à nouveau perdu deux conducteurs de train le 12 décembre, lors de l'attaque d'un convoi, à une centaine de kilomètres au sud-ouest de Zouerate. L'un d'entre eux aurait été tué, et l'autre enlevé.

M. Bourges : l'armée doit être prête à assurer la protection des intérêts et des ressortissants français hors du sol national

M. Yvon Bourges estime que l'armée doit être prête à assurer la protection des intérêts et des ressortissants français hors du sol national. Il a déclaré que les forces armées françaises doivent être capables de protéger les intérêts et les ressortissants français partout où ils se trouvent gravement menacés.

Parlant samedi après-midi 17 décembre à l'Ecole supérieure de réserve et du service d'état-major, des missions et du « rayonnement » de la France, le ministre de la Défense a souligné que le rôle de l'armée n'était pas seulement, en temps de paix, « d'assurer à la fois la liberté de décision et d'action des pouvoirs publics, la protection des systèmes d'armement nucléaire, la couverture générale du territoire, la surveillance permanente

de ses approches aériennes et maritimes ».

« Ce qu'un pays comme la France attend de ses forces armées », a ajouté M. Bourges, n'est pas séparables du rôle qu'il entend jouer dans le monde. Il n'est pas déraisonnable de penser qu'une action puisse s'exercer nécessairement à la demande d'Etats amis liés à la France par des conventions particulières ou bien des Nations unies, soit, afin d'assurer, hors du territoire national, la protection, s'ils se trouvent gravement menacés, de nos intérêts ou de nos compatriotes ».

« A cet égard », a indiqué le ministre, il faut réfléchir au fait que, devenue l'une des premières puissances industrielles et commerciales, la France doit être attentive aux conditions dans lesquelles ses approvisionnements sont assurés. C'est en considérant ces éventualités que l'on peut parler de nos capacités militaires comme directement liées à l'action extérieure du pays, comme soutenant notre politique étrangère, confortant notre diplomatie ».

[L'évacuation des missions extérieures confiées, le cas échéant, aux armées françaises n'est pas nouvelle et M. Bourges reprend, à cette occasion, les termes des directives — en date du 16 décembre 1967, 16 mars 77 et 22 novembre 1968 — de son prédécesseur, M. Pierre Messmer, au ministère de la Défense, ainsi que le Livre blanc sur la défense de 1972 et le programme de la loi de programmation militaire approuvée par le Parlement en 1976.]

Ethiopie

● DE NOMBREUX RENFORTS ETHIOPIENS ont été acheminés par mer à Massouah, principal port d'Erythrée assiégé depuis un semaine par les maquisards du Front populaire de libération (F.P.L.) indigène dans les milieux diplomatiques d'Addis-Abeba. L'Ethiopie par l'intermédiaire de son ambassadeur à Londres — a démenti que plusieurs milliers de soldats aient déjà été pris par les Erythréens. Par ailleurs, l'autre front de libération, le F.L.E., manifestement inquiet des derniers succès du F.P.L.E., lance plusieurs offensives dans les secteurs qu'il contrôle, notamment autour de Barenti et au sud d'Asmara. Dans un communiqué diffusé à Paris, il annonce avoir pris le 13 décembre la ville d'Adi-Kayel, près de la frontière du Tigré, ainsi que le village de Mazar.

DIPLOMATIE

Assemblée extraordinaire... 1980 les progrès réalisés sur le... nouveau ordre économique international

Elisabeth Mann Borgese
LA PLANETE MER
...des grands récifs...
...la science le plus...

AERO
DE PARIS
...passagers aériens...
...pendant la période de...
...allez bon train prendre...

ROISSY
ONLY RAIL
...passagers aériens...
...pendant la période de...
...allez bon train prendre...
CARTE ORANGE VALABLE
...pour les 30 jours...
...pour les 30 jours...
AEROPORT DE PARIS VOUS OUVRE

مكتبة من الأصل

DIPLOMATIE

A L'ONU

Une assemblée extraordinaire examinera en 1980 les progrès réalisés sur la voie d'un nouvel ordre économique international

De notre correspondant

Geneva (New-York). — La commission de l'Assemblée Nations unies a approuvé, sans un projet de recommandation, la convocation d'une session extraordinaire de l'Assemblée en 1980. Il s'agit de juger les progrès réalisés par les instances de l'ONU sur la voie de l'instauration d'un nouvel ordre économique et de prendre des mesures appropriées pour promouvoir le développement et la coopération internationale par l'adoption d'une stratégie durant les années 80.

La commission a décidé, d'autre part, d'ordonner un comité d'experts pour étudier les sessions de l'Assemblée jusqu'à la session extraordinaire de 1980. Ce comité surveillera l'application des décisions et des résolutions de l'Assemblée et des sessions de l'Assemblée.

La commission a également décidé, d'autre part, d'ordonner un comité d'experts pour étudier les sessions de l'Assemblée jusqu'à la session extraordinaire de 1980. Ce comité surveillera l'application des décisions et des résolutions de l'Assemblée et des sessions de l'Assemblée.

La commission a également décidé, d'autre part, d'ordonner un comité d'experts pour étudier les sessions de l'Assemblée jusqu'à la session extraordinaire de 1980. Ce comité surveillera l'application des décisions et des résolutions de l'Assemblée et des sessions de l'Assemblée.

La commission a également décidé, d'autre part, d'ordonner un comité d'experts pour étudier les sessions de l'Assemblée jusqu'à la session extraordinaire de 1980. Ce comité surveillera l'application des décisions et des résolutions de l'Assemblée et des sessions de l'Assemblée.

Livres
cadeaux
SEUILElisabeth Mann Borgese
LA PLANÈTE MERUne odyssée de la mer, des grands récits mythiques aux explorations de la science la plus récente.
Un volume, 160 pages, illustrées, broché 70 F, relié 90 F.AÉROPORT
DE PARIS

Imagine, construit, gère, conseille, exporte

passagers aériens
pendant la période des Fêtes
allez bon train prendre l'avionROISSY RAIL
ONLY RAIL35 minutes entre Paris-
Gare du Nord et Roissy/
Charles de Gaulle40 minutes entre Paris-
Gare d'Orsay, St-Michel,
Austerlitz et Orly Aéroports

CARTE ORANGE VALABLE.

Des liaisons train + bus tous les quarts d'heure de 5 h 30 à 23 h 30
(toutes les 30 minutes après 21 h pour Orly Aéroports).

AÉROPORT DE PARIS VOUS OUVRE LES PORTES DU MONDE

Mme Gandhi s'est retirée de l'organe de direction du Congrès

Mme Indira Gandhi a démissionné dimanche 18 décembre du comité directeur du Parti du Congrès, en raison de divergences de vues avec le président de cette formation, M. Brahmananda Reddy. La décision de l'ancien premier ministre,

qui, pour le moment, reste en principe membre du parti, pourrait être suivie d'une sécession au sein du Congrès, la seconde depuis 1969; les partisans de Mme Gandhi envisagent de créer un nouveau parti, le Congrès socialiste

indien. La réputation de la fille de Nehru risque cependant d'être définitivement ternie par les conclusions de l'enquête en cours sur ses activités pendant l'état d'urgence.

Inde

De notre envoyé spécial

Enfin, un magistrat passe en revue les abus de pouvoir ou les opérations douteuses d'un ancien chef du gouvernement de l'état de l'Haryana, puis ministre de la défense du gouvernement central sous l'état d'urgence, M. Bansi Lal, ami intime de M. Sanjay Gandhi. Mais, ce sont de loin les travaux de la commission Shah qui retiennent le plus l'attention. Devant l'importance du nombre de plaintes dont elle est saisie — quarante-huit mille — et des dépositions, elle ne fera connaître ses conclusions qu'en juin 1978.

Nombreux sont ceux qui comprennent mal que les principaux responsables du régime qui ont été en prison exactement 35 000 personnes sous l'état d'urgence, n'aient pas été punis. Aucune des personnes mises en cause début octobre dans deux affaires secondaires par le ministre de l'intérieur, M. Charan Singh, n'a été maintenue en détention. C'est notamment le cas de Mme Gandhi. Ces arrestations précipitées ne paraissent pas s'appuyer sur des dossiers bien convainquants et elles reflètent plutôt, de l'avis général, la vivacité des sentiments du ministre.

D'une tout autre ampleur sont les confirmations, précisions ou révélations apportées par la commission Shah au point que Mme Gandhi, fidèle à son personnage, a choisi de la boycotter.

Depuis neuf mois, l'Inde est passée d'une période d'autoritarisme continu à l'état policier à un régime démocratique qui a rétabli les libertés et l'indépendance de la justice. Devant le grand et salutaire déballage auquel donne lieu chaque jour les auditions de Patila House, Mme Gandhi, se posant en martyr persécuté, fait la sourde oreille et affirme qu'il s'agit d'une opération essentiellement destinée à lui nuire politiquement. Elle a invité les membres du Congrès et de son entourage à refuser également de témoigner devant la commission. Plus que jamais divisé entre partisans et adversaires de Mme Gandhi, l'ancien parti gouvernemental est au bord de la rupture.

ministres de l'intérieur et de la justice, sans requérir auparavant, comme le prévoit la loi fondamentale du pays, l'approbation du conseil des ministres, et qu'elle avait forcé la main au président qui avait fait des réserves constitutionnelles pour lui faire signer en toute hâte l'acte de proclamation.

Les mêmes témoignages, y compris ceux des responsables de la sécurité intérieure, prouvent que la situation intérieure invoquée pour instaurer l'état d'urgence n'avait rien d'exceptionnel, et que le gouvernement ne manquait pas de moyens pour y parer. Rien, sinon les propres angousses de Mme Gandhi qui, depuis le jugement la condamnant pour fraude électorale, voyait sa souveraineté bafouée en brèche et, se croyant victime d'un complot, n'avait plus confiance qu'en une poignée de personnes, ne semblait justifier l'incarcération de tous les responsables de l'opposition (maintenant au pouvoir). Ces arrestations, est-il précisé, furent faites dans les conditions les plus illégales et arbitraires, notamment sans mandats d'arrêt en bonne et due forme.

Des pouvoirs exorbitants et incontrôlés

D'autre part, les dépositions montrent que, sous l'état d'urgence, toutes les procédures traditionnelles de décision et d'exécution laissant place à de larges consultations étaient totalement abandonnées, au profit de « circuits courts » conférant au secrétaire particulier du premier ministre, M. R.K. Dhwani, et à M. Sanjay Gandhi des pouvoirs exorbitants et incontrôlés exposant ceux qui refusaient de s'exécuter à la prison. Ainsi a-t-on eu confirmation du fait que le fils de l'ancien premier ministre fut le « chef suprême » de l'opération d'assassinement « conduite dans la Vieille-Dehli sous l'état d'urgence et au cours de laquelle cent cinquante mille cinq cents habitations légères ou même en « dur » furent rasées et leurs habitants transférés manu militari en vingt-quatre heures à la périphérie de l'agglomération, parfois dans des

WEEK-END
A LONDRES
470F.

Représentation République Touris
8115 Paris 9e - La République
Tél. Paris 70 255 30 30
ou votre agent de voyages.

Les arrestations arbitraires

Des multiples témoignages d'anciens ministres, responsables politiques, fonctionnaires, policiers ou simples citoyens, le moins qu'on puisse dire, est que la fille de Nehru ne sort pas grande. Ainsi a-t-on eu confirmation que l'ancien chef de gouvernement avait décidé seule de la proclamation de l'état d'urgence, sans même en aviser les

zones marécageuses. M. Sanjay Gandhi voulait ainsi, notamment, supprimer les poches de misère proches des quartiers touristiques.

Selon un témoin, Mme Gandhi aurait jugé à l'époque ce programme « excellent et digne d'être appliqué avec plus de vigueur ». Par la suite, la commission aura à connaître des excès non moins graves commis, également sous la direction de M. Sanjay Gandhi, pendant la « campagne de stérilisation » massive, laquelle, reconnait-on maintenant, portait un coup au programme indien de contrôle des naissances.

GERARD VIRATTELLE.

AMÉRIQUES

Argentine

LES MONTONEROS
DÉMENTENT AVOIR ENLEVÉ
LES DEUX RELIGIEUSES
FRANÇAISES

M. Miguel Bonasso, porte-parole des Montoneros (péruviens de gauche) a démenti, dimanche 18 décembre à Mexico, toute participation de cette organisation clandestine à l'enlèvement, les 8 et 10 décembre dernier, à Buenos-Aires, de deux religieuses françaises, sœur Alicia (Mme Alice Douzon) et sœur Léonie (Mme Renée Duquet). M. Bonasso a qualifié de « manœuvre grossière de la doctrine montonériste », un communiqué du gouvernement argentin mettant en cause les Montoneros dans cette affaire. Un autre représentant de cette organisation a fait, dimanche à Paris, une déclaration identique à l'A.F.P.

Le bureau de Buenos-Aires de l'A.F.P. avait reçu samedi un « communiqué » des Montoneros, dans lequel ceux-ci revendiquaient l'enlèvement des deux religieuses, et qui était accompagné d'une photographie de celles-ci posant devant l'insigne de l'organisation ainsi que d'une lettre manuscrite de sœur Alicia adressée au R.P. Guyot.

Mgr Guyot, cardinal-archevêque de Toulouse, a déclaré dimanche : « Je connais sœur Alicia, mais je n'ai pas reçu de lettre d'elle depuis très longtemps. (...) Je suis obligé d'émettre des doutes sur l'authenticité de cette lettre manuscrite. » D'une façon générale, les documents parvenus au bureau de l'A.F.P. de Buenos-Aires sont considérés, à l'exception des photographies, avec beaucoup de scepticisme par les personnalités, diplomatiques et religieuses, qui suivent cette affaire.

Catherine la Grande d'Henri Troyat.
Le talent du biographe. Le style du romancier. La majesté du modèle.

Flammarion.

"Combien de romans, cette saison, donneront à leurs lecteurs autant de plaisir que cette biographie de Catherine de Russie, où les extravagances d'une réalité rigoureusement étayée, passent les fictions les plus baroques?"
Jacqueline Piatier - *Le Monde*.

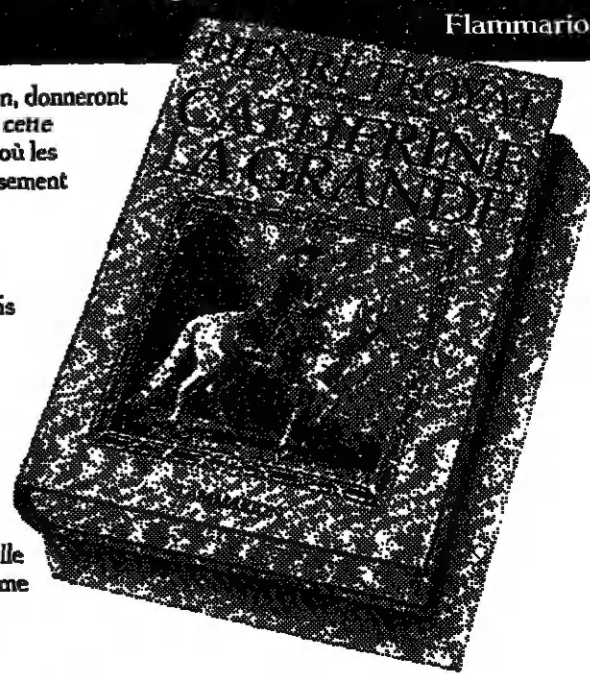
"Troyat possède mieux que jamais le rare talent de rendre les jeux de lumière les plus subtils avec un style sans ombres."
Alain-Gérard Slama - *Le Point*.

"Un fascinant portrait."
Alain Buhler -
Le Journal du Dimanche

"Quel roman que cette vie ! Quelle femme que cette Catherine ! Et comme Troyat nous la raconte bien !"
Thérèse Hamel - *Morix France*.

Catherine la Grande,
Henri Troyat de l'Académie française,
558 pages, broché 68 F, relié 90 F

FLAMMARION



Snygda K.E.

ASIE

LA CORÉE DU NORD AU SUD

III. — Chat échaudé...

De notre envoyé spécial ANDRÉ FONTAINE

Après avoir visité, au début de l'été, la Corée du Nord, André Fontaine s'est rendu récemment dans celle du Sud. Dans ses deux premiers articles (« le Monde » des 17 et 18-19 décembre), il a évoqué les contrastes et points de ressemblance du Sud. Il en vient maintenant à la persistance de la tension entre les deux régimes hostiles.

Panmunjom. — A peine est-on sorti de Séoul en direction du nord, que c'est déjà presque le front : il n'y a pas 50 kilomètres de la capitale au 38^e parallèle. Campements, parcs, convois militaires, se font de plus en plus nombreux. Les fossés antichars succèdent aux barrages de béton et aux chevaux de frise. On ne compte pas les postes de contrôle routier. Le contraste est total avec le Nord où les préparatifs guerriers sont totalement invisibles.

A Panmunjom même, dans la moitié sud de la zone dite de défense commune, mais désormais partagée en deux, tout est aux mains des Américains, signataires principaux, au nom des Nations unies, des accords d'armistice. Un serpent leur sert d'emblème : « Don't tread on me » — Ne me marchez pas dessus — de devise. Les trente-cinq soldats, véritables armées à glace, qu'ils sont autorisés à y maintenir appartiennent tous à la Military Police : campés dans une rigidité de commandement, avec leurs casques ripolinés, leurs mentonnières et leurs lunettes de soleil, ils ont, vis de l'autre côté, une allure franchement patibulaire. Les Coréens du Nord, tout fluets et souriants dans leurs uniformes à la russe, semblent, face à ces Colibris, autant d'innocents Davids. Quant à ceux du Sud, habillés comme leurs protecteurs, ils sont trop empressés pour ne pas paraître à leur service.

A y regarder d'un peu plus près cependant, ces M.P. n'ont pas l'air si méchant. L'un d'eux, aux joues d'un rouge adolescent, nous confiera qu'il s'est engagé dans l'armée par patriotisme et qu'il est bien d'être d'y trouver tant de gens qui ne songent qu'à gagner des dollars. Il n'y a pas trace d'arrogance ni d'agressivité dans la manière dont il justifie, en projetant un film, la présence américaine en ces lieux.

Parmi les curiosités nord-coréennes que l'on montre à la jumelle aux étrangers de passage, se trouve le Propaganda Village, bâti à peu de distance de la ligne de démarcation, pour faire pendant à un village entretenu à grand frais par les sudistes dans la zone démilitarisée. A croire les observateurs du Sud, on n'y voit jamais « ni enfants, ni fumées, ni chiens, ni lazzos ». D'où ils déduisent que le village n'existe que pour la frime et qu'il n'est habité que par des équipes d'entretien. Lorsque nous avons visité Panmunjom du côté nord, on a négligé de nous le montrer, et même de nous en parler.

On nous conduit jusqu'au « pont du non-retour », que des dizaines de milliers de prisonniers des deux camps empruntèrent, au moment de l'armistice, pour rentrer chez eux : avant qu'ils s'y engageant on leur disait bien qu'ils ne pourraient plus revenir sur leur choix. D'où son nom. A deux pas de là, le peuplier dont l'émouillage provoque, l'an dernier, l'incident au cours duquel deux officiers américains furent tués. Leurs successeurs sont formels : le commandement des Nations unies avait informé la commission d'armistice de son intention d'élaguer cet arbre, dont les branches gênaient l'observation, et les Nord-Coréens n'avaient fait aucune objection. Nul doute, donc, pour les Américains, que l'incident a été voulu. Mais de qui l'initiative venait-elle ? « Nous n'avons que des théories », la plus communément retenue veut que l'affaire ait échappé à ceux qui l'avaient montée. Depuis lors, heureusement, le climat s'est considérablement détendu. L'an dernier encore, nous dit un familier des lieux, on sentait sourdre la haine. Plus rien de tel aujourd'hui.

De Panmunjom, un hélicoptère sud-coréen nous conduit jusqu'à l'entrée d'un tunnel découvert en 1975, juste assez large pour qu'une jeep puisse y rouler. Il était destiné, selon toute vraisemblance, à permettre aux Nord-Coréens de faire passer, ni vu ni connu, des soldats et même du matériel léger au Sud. La technique des tunnels est familière aux communistes asiatiques. Elle a été abondamment utilisée par les nordistes pendant la guerre de 1950, comme par les Vietnamiens. Mao,

a exhorté ses compatriotes à « creuser des souterrains ». Dans le cas présent, la pente des eaux et la direction dans laquelle ont été placées les mines destinées au percement empêchent de prendre au sérieux la thèse de Pyongyang selon laquelle ce sont les gens du Sud qui ont creusé le tunnel.

Deux autres galeries ont été découvertes, dont l'une grâce au témoignage d'un transfuge nordiste ayant participé à la construction ; mais on admet généralement qu'il y en a d'autres. Inutile de dire que Séoul fait grand cas de leur existence.

Pour les dirigeants sudistes, les tunnels, dont la construction a eu lieu en un moment où des conversations officielles étaient engagées entre Pyongyang et Séoul, sont la preuve par neuf que Kim Il-sung n'est pas sincère lorsqu'il parle de réconciliation pacifique. En réalité, disent-ils, le « grand leader » n'a aucunement renoncé à l'usage de la force. Les Informations coréennes, publiées en français à Pyongyang, n'arrivaient-

elles pas tout récemment encore : « L'émminente stratégie amorcée par le grand leader, le camarade Kim Il-sung, grand penseur et théoricien (...), consiste à teter, d'une part, la base révolutionnaire puissante dans la moitié nord de la patrie... et à promouvoir la réconciliation dans le Sud grâce aux efforts de ses masses populaires (...). »

La crainte de Séoul, c'est que, avec l'appui de commandos infiltrés, Pyongyang ne parvienne à créer des troubles dans certaines villes, et n'en prenne prétexte pour lancer ses troupes à l'assaut du régime sudiste. En fait, la dernière incursion de commando venu du Nord remonte à neuf ans. Mais le président Park n'est évidemment pas près d'oublier l'attentat dirigé contre lui, le 15 août 1974, et qui coûta la vie à son épouse. A en croire le chef de l'Etat et ses collaborateurs, l'armée nordiste serait sur le pied de guerre depuis quelque dix-huit mois et en mesure d'attaquer à n'importe quel moment.

Deux armées sur le pied de guerre

Au siège — spacieux — de la C.I.A. sud-coréenne, on déplore la sérénité avec laquelle les Américains soutiennent que les préparatifs militaires du Nord sont essentiellement défensifs. Leur argument principal étant le faible rayon d'action des 250 bombardiers dont disposeraient les forces de Kim Il-sung, on réplique que ces appareils ont été transférés en camion de la région de Sinuiju, près de la frontière chinoise, où ils se trouvaient antérieurement, dans une proximité proche du 38^e parallèle, d'où ils pourraient aisément lancer des raids contre Séoul. On assure aussi que les nordistes maintiennent en permanence depuis dix-huit mois 850 000 hommes sous les drapeaux.

Nous serions bien en peine de porter un jugement sur ces affirmations. Notons tout de même qu'une des faiblesses de la visibilité étranger ne peut manquer de relever en Corée du Nord et qu'on y rencontre si peu de mères.

La véritable obsession qu'éprouvent tant de Sud-Coréens envers la possibilité d'une attaque venue du Nord est surprenante à première vue, compte tenu de l'importance respective des populations — 15 millions au Nord, 35 millions au Sud — et de la présence américaine aux côtés des forces du président Park, alors qu'il n'y a pas de troupes étrangères au Nord. Mais il est vrai que le Sud souffre d'un double handicap stratégique. D'une part, Séoul est beaucoup trop près du 38^e parallèle, ce qui est d'ailleurs l'une des raisons pour lesquelles M. Park a laissé prévoir la création, à 100 kilomètres plus au sud, d'une capitale administrative, réplique coréenne de Washington ou de Brasília. D'autre part, personne n'est en mesure de dire ce qui se passerait au cas où, après avoir repoussé une invasion nordiste, les troupes sudistes parviendraient à porter la guerre sur le territoire de l'agresseur. Pour tout dire en deux mots, d'un côté il y a un « sanctuaire », de l'autre on est le dos à la mer.

Chat échaudé craint l'eau

froide. Personne au Sud n'a oublié la soudaine offensive du 25 juin 1950, qui conduisit en quarante-huit heures à l'occupation de la capitale par les troupes communistes. Mais on oublie plus facilement les facteurs qui ont pesé sur le déclenchement de l'invasion : déclaration d'Acheson, secrétaire d'Etat, selon laquelle la Corée du Sud ne faisait pas partie du périmètre défensif des Etats-Unis — lesquels avaient évacué la Corée en 1949 — multiples proclamations du président sud-coréen, Syngman Rhee, annonçant que ses troupes allaient libérer le Nord, décision du même Syngman Rhee de se maintenir au pouvoir bien que, quelques jours avant le début des hostilités, il ait perdu les élections législatives, caractère monolithique d'un bloc communiste dont la Chine faisait alors partie.

Les circonstances présentes ne sont guère comparables. Les Etats-Unis ont des troupes sur place et, s'ils parlent de retirer progressivement leurs forces terrestres, ils répètent à chaque instant qu'ils maintiendront aviateurs et marins et qu'ils sont engagés à protéger la Corée du Sud. Le régime, qui s'appuie sur une économie en pleine expansion, est assez musclé pour ne pas risquer de perdre les élections de l'an prochain. Il se garde bien de parler d'attaquer le Nord, ce qu'il ne pourrait d'ailleurs faire sans la permission des Etats-Unis, sous le commandement opérationnel desquels ses troupes sont placées. A vrai dire il donne plutôt l'impression d'avoir fait son deuil de la réconciliation.

En 1950, on était en pleine guerre froide, et il est exclu que Kim Il-sung ait pu agir sans le feu vert de Staline. On imagine mal M. Brejnev en faire autant. Quant à la Chine, son conflit avec l'U.R.S.S. lui fait voir d'un mauvais œil tout ce qui pourrait entraver une nouvelle tension en Extrême-Orient. Aussi bien, lorsque Kim Il-sung est venu à Pékin après la chute de Saigon, s'est-il vu nettement décourager de courir des risques par ses interlocuteurs chinois. Tous ces arguments, joints au fait que la Corée du Nord serait bien folle d'exposer à la destruction rapide les innombrables usines, palais, immeubles d'habitation qu'un prix d'un effort énorme, et sans aide extérieure,

elle a édifiés, rendent bien improbable quelle songe à une aventure.

Les Sud-Coréens sont les premiers à affirmer que plus temps passera, plus il sera difficile aux nordistes de se mesurer avec eux, quand ce ne sera qu'en raison du décalage croissant des capacités industrielles. Mais c'est, pour cette raison, que la période actuelle est particulièrement critique. Pyongyang ne pouvant pas maintenir bien longtemps sous les drapeaux des centaines de milliers de soldats qui seraient utiles dans la production. Ah ! s'explique que les sudistes fassent eux-mêmes un tel effort militaire et qu'ils ne reculent devant aucun moyen, y compris la corruption, pour persuader les Américains de ne pas retirer les troupes.

L'armée met en ligne, en temps de paix, 600 000 hommes, 25 000 aviateurs et 20 000 marins et tout le monde subit un entraînement préparatoire ou de réentraînement. Elle dispose de quelque 1 000 chars et 300 chasseurs contre le double au Nord, et 100 bombardiers contre 250. La Corée du Sud dépend largement pour son équipement, des fournitures américaines : les Etats-Unis ont contraint le président Park, il y a quelques temps, renoncer à acheter des fusées à la France. Mais de plus en plus d'armes sont produites dans les usines locales, notamment des pièces d'artillerie lourde. Sorti tout-à-fait d'un jour également d'armes nucléaires ? Le président Park a évoqué cette éventualité dans une interview au Washington Post en 1975. Tel un versitaire, par ailleurs, plus réservé à l'égard du régime, en ce mot, effrayable, nous lui faisons remarquer qu'il était plus difficile d'employer de telles armes contre des communistes que contre un autre peuple : « Pour nous, ce ne sont pas des communistes... »

Il est difficile de se laisser porter par la passion aussi loin de la vérité. Trente ans de séparation absolue n'ont pas suffi à enlever au peuple coréen son identité nationale et sa profonde homogénéité.

Prochain article :

UNE MEME PATRIE

Cii Honeywell Bull

Oui aux Minis.

L'efficacité dans les grandes entreprises, on connaît aujourd'hui le moyen de l'accroître : une bonne décentralisation, une délégation réelle des responsabilités permettant une meilleure dynamisation de l'ensemble.

Avec de tels principes, l'heure est venue de l'informatique distribuée ; pour répondre à cette évolution Cii Honeywell Bull lance le Mini 6 et décide de le fabriquer à Angers comme ses autres systèmes, pour « coller » le plus possible à la réalité de l'entreprise européenne.

Le Mini 6, par son architecture modulaire et évolutive, sa technologie de pointe et son ouverture sur des développements spécifiques à

l'entreprise, se situe dans la droite ligne de la réponse au besoin grandissant d'intelligence répartie, en particulier dans l'environnement des ordinateurs centraux.

Le Mini 6 constitue la plus récente expression d'une conception plus ouverte, plus humaine, qui est celle de Cii Honeywell Bull en matière d'informatique.



Cii Honeywell Bull

Changez pour l'informatique créative.

مكتبة من الأصل

VOIN DES CAPITALES

Philippines: les Kalingas ne veulent pas mourir pour un barrage

A l'horizon, les montagnes se rejoignent en une gorge étroite, où l'immense pont semble converger les lignes de la vallée. De part et d'autre, des rizières en terrasses escaladent les pentes, ondoyant au gré des sinuosités du relief. A perte de vue, dans un moutonnement blé, elles reflètent le ciel comme les marches de verre d'un escalier de titan. Du sommet des monts coniques de plus en plus pointus, les sommets des tourterelles, s'élevaient en longues taches brunes les terres arpentées pour les cultures sur brûlis. Au creux de la vallée, serpente une rivière aux eaux turbulentes. C'est ici, au confluent des rivières Paali et Chico, non loin de la petite ville de Labuan, dans un des paysages les plus étonnants sculptés par l'homme, que doit être construit « Chico IV », le plus grand des quatre barrages qui bientôt transformeront la vallée en une succession de lacs artificiels. Le projet est l'un des plus importants d'Asie. Un coût de 1 milliard de dollars, il permettra d'alimenter en électricité la majeure partie de l'île, l'île principale de l'archipel philippin.

A Tomanagan, près d'un des rares ponts qui relient la Chico, sont situées les installations des équipes d'ingénieurs de la National Power Corporation, maître d'œuvre du projet. La présence aux alentours de deux bataillons d'infanterie en armes souligne que l'entreprise soulève quelques problèmes. En fait, la construction des barrages entraîne la dispersion et, à terme, à la disparition, une ethnologie : les Igorots, environ un demi-million de personnes qui habitent cette région depuis près de deux millénaires et y ont développé une culture originale basée sur l'autarcie et des croyances animistes. Les Igorots se divisent en quatre grandes tribus : Banton, Kalinga, Ifugao et Benguet. Les deux premières sont directement touchées par le projet gouvernemental, représentant environ cent mille personnes.

La province des Montagnes, au nord de Luzon, est l'une des plus reculées de l'archipel, très peu touchée par les influences étrangères, espagnole ou américaine. Qu'ont connus les Philippines au cours des siècles. Même les prêtres espagnols n'ont pu pénétrer dans les montagnes, opposant une résistance farouche. Ils sont encore aujourd'hui peu christianisés. Après la colonisation américaine en 1898, les contacts avec l'extérieur ont été plus fréquents, mais les tribus continuent pour la plupart à vivre selon des coutumes ancestrales.

Le troc et l'autarcie

DANS le village où nous arrivons, aux environs de la bourgade de Tinglayan, à une vingtaine de kilomètres de Labuan, c'est l'absence d'écrits. Les habitants des montagnes ont une résistance farouche. Ils sont encore aujourd'hui peu christianisés. Après la colonisation américaine en 1898, les contacts avec l'extérieur ont été plus fréquents, mais les tribus continuent pour la plupart à vivre selon des coutumes ancestrales. Certaines sont, dit-on, dotées d'un pouvoir

sur-naturel de guérisseurs. Dans les maisons où l'air pénètre de toutes parts entre les lamelles de bois de pin ou les nattes, elles sont comme l'homme l'hôte des « palamos » (dées) qui provoquent la venue d'un étranger. On y boit force bière, sorte de vin obtenu à partir de la canne à sucre. Les jeunes filles, qui ont parfois le visage peinturé de rouge, vivent dans des maisons séparées de celles des parents, généralement avec les veuves du village. Les jeunes garçons habitent également en communauté dans des maisons, appelées « obog ». Le plupart des jeunes sont vêtus à l'occidentale. De plus en plus, certains tendent à quitter les villages pour travailler à la ville. Les Kalingas, surtout ceux des villages reculés, connaissent mal l'utilisation de l'argent. S'ils en ont, ils le dépensent immédiatement. Le troc est encore très répandu, pour obtenir du sel notamment. Mais les villages vivent pratiquement en autarcie. Du riz au café, ils produisent tout. L'essentiel de la vie étant concentré sur les terrasses : sans instruments mécaniques, les Kalingas creusent la roche, arassent la terre, irriguent et cultivent dans un effort millénaire. Les rizières sont privées, mais le système d'irrigation et l'eau sont communautaires. Ils font deux récoltes par an.

A la machette contre l'envahisseur

CHACUN village est lié aux voisins par des pactes de paix (« bodang »). Ceux-ci réglementent l'utilisation de l'eau. Ils permettent surtout aux membres des communautés signataires de se déplacer librement. Le petit village d'Abog a, nous dit-on, cinquante-cinq pactes avec des communautés même très éloignées. Cette institution s'est développée à la fin du siècle dernier avec l'accroissement des contacts entre communautés le long de la route stratégique construite par les Espagnols entre Abra et la vallée de la Chico à travers la Cordillère Centrale. Les pactes, dont un ancien du village est le garant, comportent des clauses précises en cas de litige. Mais le plus souvent un incident grave — le meurtre d'un membre d'un village par l'habitant d'un autre — se solde par une expédition punitive dans le village du meurtrier. Car l'honneur de la victime sera « errante » jusqu'au jour où l'on rapportera la tête de celui-ci — ou d'un de ses proches. Six mois avant notre passage, un « règlement » de ce type avait eu lieu dans le village voisin. La désignation du « vengeur » donne lieu à de grandes cérémonies au cours desquelles on égorge des animaux. Coupures de têtes entre tribus, les Kalingas sont, en revanche, très paisibles à l'intérieur de leur communauté.

Animistes, les Kalingas croient que l'esprit des morts continue à vivre. « Le café pousse sur leur tombe, signe que la vie se poursuit », nous dit le chef du village. « Si nous quittons la terre de nos ancêtres pour la terre qui nous du barrage, qui s'écroulera de leurs âmes ? Détrachées, elles mourront ensoleillées par les flots. » Sans être la seule, c'est l'une des raisons pour lesquelles les Kalingas se battent aujourd'hui contre les autorités qui veulent les chasser de leur montagne. Le projet date de 1974. Normalement, la construction aurait dû commencer l'année dernière. Mais la résistance des tribus a différé

les travaux. A plusieurs occasions, les équipes d'ingénieurs ont dû reculer devant des indigènes, armés de lances et de bâches. Près de Banton, ce sont les femmes qui, à la machette, complètement nues — conformément à la tradition — ont repoussé les envahisseurs en l'absence des hommes. Si bien que l'entreprise allemande chargée de l'étude du projet a déclaré forfait et s'est retirée en octobre 1976. Le gouvernement a donc confié l'opération à la National Power Corporation. En même temps, changeant de priorité, il concentrait son effort sur le barrage numéro quatre, près de Labuan, renommant momentanément à Chico-II, dans une région où habitent des Santocs réputés particulièrement belliqueux. Les Kalingas semblaient surtout aux autorités moins nuis. Bien que onze villages doivent être détruits et dix mille personnes déplacées, le gouvernement pensait qu'avec deux bataillons l'affaire serait rapidement réglée. Le harcèlement des camps de la National Power Corporation, la succession d'incidents — meurtres de soldats isolés dans la jungle — témoignent que les Kalingas ne sont pas si faciles que cela.

Rivalités tribales

« Si nous n'avions pas été trompés... » nous dit le chef de village, laissant sa phrase en suspens. Au départ, les Kalingas ont été très réceptifs. Lorsque la Panamint (Presidential Assistance on National Minorities) vint dans la région en octobre 1975, elle fit naître un grand espoir. Comme le Bureau des affaires indiennes aux Etats-Unis, la Panamint a pour mission de sauvegarder les minorités tribales, nombreuses aux Philippines. Sa « politique » a consisté jusqu'à présent à créer des « réserves ». En grande pompe, les chefs de tribus ont été invités à Manille. Dans leurs costumes traditionnels ils ont été logés dans les hôtels de luxe de la capitale, transportés en hélicoptère. On leur a fait beaucoup de promesses. De retour dans leurs montagnes, ils ont élevé des statues de bronze au président Marcos. Ils savent aujourd'hui qu'ils seront emportés par les « ours » comme leurs villages et leurs rizières. Les Kalingas ont vite compris que rien ne serait préservé de leur culture, que rien n'aurait même été prévu pour leur logement — c'est, paraît-il, l'une des raisons pour lesquelles les Allemands ont renoncé au projet. Ils sont en fait destinés à descendre vers la plaine, ce qu'ils craignent par dessus tout, car y sévit la malaria. Quant à l'indemnisation pour leurs rizières en terrasses, elle est minime : évidemment, la propriété de ces terres n'a jamais été enregistrée ; en droit, elles appartiennent à l'Etat.

Les autorités ont surtout essayé de diviser les tribus pour imposer leur volonté. Elles ont notamment armé les membres des communautés qui ont fait allégeance, faisant naître les rivalités tribales. Officiellement, cette opération a pour but de « protéger » les villages contre les opérations de la New People's Army (N.P.A.), maquisards se réclamant du marxisme, dont le campement se trouve dans les montagnes,

plus à l'est. Celles-ci tentent, assurément, de tirer parti du mécontentement des indigènes pour étendre ses opérations de guérilla. En novembre 1976, en effet, une partie des chefs de village opposés au projet s'étaient rendus à nouveau à Manille pour parlementer. A leur retour, le piquet ont été arrêtés. Pour être libérés, ils devaient non seulement s'engager à respecter les directives du gouvernement, mais aussi à ne parler à aucun étranger ou journaliste philippin. Depuis cet incident, une centaine de jeunes Kalingas dont les chefs de village sont en prison ont quitté la région : ils se sont rendus de l'autre côté des montagnes pour s'entraîner dans les camps de la N.P.A.

Un nouveau Mindanao ?

Le gouvernement ne tient visiblement pas à ce que cette situation s'éternise. Ceux qui parlent aux étrangers savent qu'ils seront dénoncés. Les missionnaires qui ont pris parti pour les Kalingas sont en butte à une surveillance étroite, parfois arrêtés comme un anthropologue philippin, Mme Mariflor G. Papan. Les autorités dont les autorités veulent reconstruire cette affaire s'explique : la Banque mondiale qui, au départ, devait financer l'opération, est aujourd'hui hésitante. Du côté américain, on laisse entendre qu'elle serait prête à renoncer à sa seule solution satisfaisante n'ait trouvée. Les Kalingas sont décidés à résister à n'importe quel prix. Même s'il faut se battre aux côtés de la N.P.A., dont, au demeurant, les objectifs révolutionnaires leur sont pour le moins étrangers. Selon les missionnaires qui sont dans la région depuis des années, et dont les autorités, après les avoir emprisonnés, cherchent, vainement, aujourd'hui à faire d'eux leur intermédiaire auprès des Kalingas, il est actuellement impossible de reprendre les négociations. L'emprisonnement des chefs de village a apparemment créé une situation de non-retour dans l'esprit des indigènes.

Du côté gouvernemental, le projet est d'une importance capitale : les Philippines doivent payer un milliard de dollars pour des centrales pétrolières, l'autre part, un quart de Luzon seulement dispose d'électricité. Les Japonais qui au nord de l'île construisent un port et comptent y implanter des aciéries hésitent à investir davantage s'ils ne sont pas assurés d'obtenir de l'énergie.

Les études prospectives sont désormais pratiquement terminées pour Chico-IV. Mais la tension demeure aiguë dans les villages : les pactes de paix sont brisés entre ceux qui ont fait allégeance aux autorités et ceux qui s'y opposent. Au premier coup de pioche, la reprise des luttes tribales, l'action et les tentatives d'unification des Kalingas par la N.P.A. pourraient faire de la province des Montagnes un nouveau lieu de conflit aux Philippines. « Ils veulent le plus grand barrage d'Asie au mépris des droits des habitants : ils n'ont même qu'un nouveau Mindanao » (le 10^e est développé depuis des années la rébellion musulmane), nous dit un jeune Kalinga.

PHILIPPE PONS.

Filmer à une distance de 0,00 millimètre

Filmer un insecte posé sur l'objectif : c'est possible avec les caméras BAUER Super 8 ALPHA. Des caméras électroniques qui offrent aux amateurs des possibilités jusque-là réservées aux professionnels.

Savez-vous que BOSCH fabrique des objectifs de tout premier ordre ? Un exemple : la caméra MACRO A 508 BAUER est équipée de 15 lentilles dont les caractéristiques ont été calculées par ordinateur. On peut en régler l'objectif de 0,00 mm à l'infini. Tout en conservant une prise de vue d'une netteté exceptionnelle. Avec cette caméra on peut grossir de très petits objets jusqu'à ce qu'ils remplissent toute la surface de l'image.

Ceci pour la partie optique. Mais les caméras BAUER ont également une partie électronique incorporée à laquelle les « caméras BAUER à computer » doivent leur appellation.

Grâce au système IC (circuits intégrés) de commande des caméras BAUER, filmer est devenu plus facile et plus agréable. Bosch Photokino a été l'une des premières entreprises à introduire dans des caméras Super 8 des éléments microélectroniques mis au point au cours de recherches pour l'espace.

Cela nous a été plus facile qu'à d'autres : notre expérience est très diverse. Elle a des dizaines d'années dans le domaine des caméras de télévision. Elle couvre la conception et la fabrication d'éléments d'optique de très haut niveau, la fabrication et la transformation des matières plastiques et des métaux, la fabrication de circuits imprimés, de circuits hybrides, de circuits intégrés, et celle de petits moteurs électriques.

Autant d'expériences qui contribuent à la fabrication de caméras Super 8.

A la production, un collaborateur sur 5 travaille au contrôle de la qualité.

Avant de quitter l'usine, une caméra a déjà fonctionné environ 1 heure, lors des contrôles de qualité (cela représente environ une vingtaine de films).

227 fonctions sont définies et contrôlées. Des tests de résistance aux vibrations allant jusqu'à trois fois l'accélération de la pesanteur, le passage en chambre « tropicale » et en chambre froide, prouvent que les caméras BAUER peuvent tout supporter.

BOSCH partage votre vie et vous ne le savez pas toujours.

Savez-vous que votre voiture est probablement équipée avec des produits BOSCH et que lors de la prochaine révision elle sera sans doute mise au point et vérifiée avec des appareils de contrôle BOSCH. Quant à votre autoradio si c'est un Blaupunkt, pensez aussi que Blaupunkt est une Société du Groupe BOSCH.

BOSCH accompagne vos gestes quotidiens en bien d'autres occasions. De nombreux produits alimentaires que vous achetez dans les grandes surfaces sont emballés par nos machines ; vous les préparez peut-être dans votre cuisine BOSCH, et vous les conservez dans votre réfrigérateur BOSCH.

A la télévision c'est vraisemblablement avec nos yeux que vous avez regardé les Jeux Olympiques : beaucoup d'épreuves ont été retransmises par des caméras de télévision BOSCH.

Nous sommes présents dans beaucoup de domaines : on utilise l'outillage électrique BOSCH pour construire les appartements ; le matériel ferroviaire est équipé de composants fabriqués par BOSCH ; et grâce aux réchauffeurs de sang BOSCH, les hôpitaux peuvent porter leurs réserves de sang à la température du corps humains.

5700 scientifiques et techniciens travaillent chez BOSCH à la recherche et au développement de nouveaux produits et de meilleures méthodes, exclusivement.

Le groupe Bosch en France 5 usines.

BOSCH



EUROPE

Portugal

Le jeu de bascule pratiqué par M. Soares a été à l'origine de sa chute

L'amiral José Pinheiro de Azevedo, ancien premier ministre, a été élu, samedi 17 décembre, président du parti démocrate-chrétien au cours d'un congrès extraordinaire de cette formation, qui se situe nettement à droite de l'échiquier

politique. M. Pinheiro de Azevedo avait obtenu environ 14 % des voix à l'élection présidentielle de juin 1976.

Le président Ramalho Eanes poursuit ses consultations en vue de trouver une

solution à la crise gouvernementale. Notre envoyé spécial à Lisbonne analyse ici les causes de la chute du cabinet minoritaire socialiste de M. Mario Soares qui, pour rester au pouvoir, avait dû pratiquer un délicat jeu de bascule.

De notre envoyé spécial

Lisbonne. — La crise était-elle inévitable ? Cette question est fréquemment posée dans la capitale portugaise, tandis que les négociations entre les partis assaillent leur vitesse de croisière. Si l'on imagine pouvoir entendre demain, pourquoi n'avoir pas tenté d'y parvenir hier ? Les deux partis situés à droite du P.S. avaient-ils des raisons fondamentales de censurer M. Soares ? Selon M. Freitas do Amaral, président du Centre démocratique et social (C.D.S.), « l'identité de vues est à peu près complète entre le C.D.S. et le parti social-démocrate et la P.S. sur le destin du Portugal, la vocation européenne, l'entrée dans la C.E.S., la participation à l'O.T.A.N. et la défense du monde atlantique ».

La politique économique et sociale ? « Ailleurs, en Europe, la démocratie chrétienne à laquelle nous appartenons et les partis socialistes se séparent sur un point : les nationalisations. Ici la question ne se pose pas. Le P.S. dit : ce qui a été fait est fait, mais rien de plus. Et nous, nous disons : ce qui a été fait est fait ; nous n'envisageons aucune dénationalisation sauf pour les cas marginaux prévus par la Constitution. Ce que nous voulons, c'est une réelle possibilité de concurrence entre les secteurs public et privé. Nous souhaitons notamment que des sociétés financières d'investissement privées puissent se créer à côté des établissements nationaux ».

Ce que nous n'acceptons pas, c'est que le débat politique se crise sur le problème de la réforme agraire et des nationalisations. Notre seul préalable, c'est la nécessité de fuser indissolublement pour les anciens propriétaires. Pour le reste, nous disons,

cela existe, à nous de démontrer que c'est profitable pour le pays ; et si dans trois ans la preuve n'est pas faite, et bien ! il faudra réformer tout cela. Ce que nous disons est compatible avec le programme du P.S. — et peut-être même avec celui du P.C.P. ».

Les négociations avec le Fonds monétaire international, sur lesquelles M. Soares a choisi de

Deux modérés

L'écart ne paraît pas tellement énorme entre le programme du C.D.S. tel que le présente le très modéré M. Freitas do Amaral et le programme du P.S. appliqué par le non moins modéré M. Soares.

Le P.S.D. représente les secteurs de la société qui ont le moins bien accepté les conséquences économiques et sociales de la « révolution » des officiers : le patronat, pour qui l'initiative privée est désormais remplacée par le secteur public ; les propriétaires fonciers, pour qui, même modifiée par M. Antonio Barreto, la réforme agraire est inacceptable ;

les notables du Nord, pour qui M. Soares et peut-être le président de la République lui-même protègent les communistes. Le dialogue sur le fond entre ce parti et le P.S. était donc nécessairement difficile.

Au parti communiste, on s'est longtemps interrogé sur la marche à suivre. La décision de censurer le gouvernement de M. Soares n'a été prise que dans les quelques heures qui ont précédé le vote.

L'été dernier, après l'adoption de la loi Barreto et de plusieurs textes qu'elle désignait sous l'appellation de « contre-révolution législative », les communistes avaient souhaité faire un coup d'état en appelant à des élections anticipées. La manœuvre était tombée à plat.

Les capacités de manœuvre du chef du gouvernement auront compté pour beaucoup dans ce qu'il faut bien appeler un succès : près de dix-sept mois de gouvernement minoritaire. L'appel du P.S.D. à la réforme agraire a été obtenu moyennant un « gentleman's agreement » par lequel le P.S. acceptait de consulter plus spécialement cette formation. Cet accord a eu, entre autres effets, celui de korper le rapprochement entre le P.S.D. et le C.D.S. Puis, M. Soares a paru oublier ses promesses de consultation.

Dirigé par des hommes pratiques, l'un des dix vice-présidents des bénéficiaires successifs de ce que M. Freitas do Amaral a appelé « amorceuses du P.S. ». La est, sans doute, l'origine de la crise de confiance qui a abouti au vote de la motion de censure le 8 décembre.

JEAN-PIERRE CLERC.

Union soviétique

M. Brejnev appelle à nouveau au renforcement de la « discipline du travail »

De notre correspondant

Moscou. — Devant le comité central, réuni la semaine dernière, M. Brejnev avait prononcé un sévère réquisitoire contre les « insuffisances » relevées dans l'économie. Cette impression, que donnait le bref communiqué publié à l'issue du plénum (le 15 décembre), est confirmée par la lecture de la Pravda. Le quotidien du parti n'a pas publié le texte intégral du « grand discours » de M. Brejnev, mais son éditorial dominical en constitue ouvertement une paraphrase.

Des quelques citations de M. Brejnev, qui fête ce mardi 19 décembre son sixième et onzième anniversaire, il ressort que le secrétaire général du P.C. a, d'une part, exigé un respect plus strict des décisions du XXV^e congrès et des dispositions du dixième plan quinquennal et, d'autre part, lancé un nouveau appel au renforcement de la « discipline du travail ». Sans doute l'éditorial de la Pravda donne-t-il sur une énumération des succès économiques enregistrés, mais, à lire la partie critique de l'article, on se demande comment des résultats aussi brillants ont pu être obtenus avec des méthodes aussi contestables.

« L'art de la planification et de la direction de l'économie »

« Choisir des secteurs concrets où, avec des dépenses minimales, on peut obtenir rapidement un effet maximum, c'est l'art de la planification et de la direction de l'économie en général », a déclaré M. Brejnev devant le comité central. Cette phrase pourrait passer pour un lieu commun si elle ne définissait exactement le problème de l'économie soviétique. Le secrétaire général a constaté « des défauts et des omissions dans l'exécution » : dispersion des moyens, retard dans la mise en service des entreprises nouvelles, augmentation du stock des constructions inachevées, infrac-

ctions à la discipline du plan tolérées par certains dirigeants... ». Il a avancé quelques propositions qui ne sont pas nouvelles. M. Brejnev lui-même les a évoquées depuis le vingt-cinquième congrès (février-mars 1976) aussi souvent qu'il en avait l'occasion. Mais sans doute le fait d'avoir été discutées à un plénum du comité central donne-t-il à ces propositions une plus grande force :

— Utilisation rationnelle des ressources économiques (richesses naturelles, matières premières, énergie, métal) ;

— Augmentation et, surtout, meilleure utilisation de la production agricole ; développement de l'élevage et des industries connexes.

Concentration des moyens destinés à la construction dans quelques chantiers prioritaires ; la dispersion actuelle conduit à une immobilisation croissante de capitaux. Le volume de la construction inachevée représentait en 1965 55 % des investissements de ce secteur et 80 % l'année dernière.

— Utilisation optimale des équipements ; se servir d'abord des capacités de production existantes avant de songer à construire de nouvelles usines.

La réalisation de ce programme suppose « l'ordre et la discipline dans toutes les sphères de l'activité économique. Il est nécessaire de conserver et d'affermir l'élan des travailleurs et le rythme de l'émulation qui ont caractérisé la révolution d'Octobre... Travailler aujourd'hui mieux qu'hier et mieux demain qu'aujourd'hui, tel est le mot d'ordre ; et mieux, cela signifie : qualité, efficacité, productivité ».

Toutes les organisations du parti, les syndicats et le mouvement de la jeunesse communiste, comme la presse et les moyens d'information, sont invités à participer à cette « bataille de l'efficacité », en créant une « ambiance qui engendre une aspiration à travailler mieux et l'intérêt à l'égard de ceux qui violent la discipline ».

DANIEL VERNET.

Pologne

Le remplacement du ministre de l'agriculture sanctionne les difficultés persistantes dans ce secteur

De notre correspondant en Europe centrale

Vienne. — Comme l'an dernier à pareille époque, le premier ministre polonais, M. Jaruzelski, a mis à profit la session de clôture du SEJM (Diète) pour remanier son équipe gouvernementale.

Moins importants qu'en 1976, les changements n'en touchent pas moins des secteurs-clés. Dans un cas au moins, celui du ministère de l'Agriculture, on peut affirmer que le remplacement de son titulaire est la conséquence de difficultés persistantes depuis plusieurs années dans ce secteur.

Les modifications annoncées par M. Jaruzelski sont les suivantes : M. Ksiazinski, l'un des dix vice-premiers ministres, chargé depuis trois années des relations avec le COMECON, est relevé de ses fonctions. Il se verra offrir un « poste important » dans le service diplomatique. M. Tadeusz Bejma, qui a tenu le rôle de porte-parole du gouvernement depuis seulement vingt mois, lui sera nommé vice-président de la Chambre suprême de contrôle, à la tête de laquelle se trouve le général Moczar.

Ancien premier secrétaire de la volodye de Gdansk, de 1971 à 1976, M. Bejma passe pour avoir la confiance de M. Giersek, le chef du parti. Il est remplacé aux transports par M. Mieczyslaw Zajtry, qui retrouve le poste qu'il avait occupé de 1969 à mai 1976. Depuis lors, il était représentant permanent adjoint auprès du COMECON. Ce changement d'affectation, ainsi que celui de M. Ksiazinski, amène à penser que des problèmes ont peut-être surgi ces derniers mois dans les relations économiques avec Moscou.

D'importants achats à l'étranger

Le changement le plus significatif est le limogement de M. Barcikowski. Son successeur à l'Agriculture est M. Leon Klonka, ancien premier secrétaire de la volodye d'Olsztyn, dans le nord du pays et, depuis le mois d'octobre, président de l'union syndicale des cercles agricoles. Enfin, M. Stanislaw Mach devient ministre de l'industrie légère, poste vacant depuis la mort accidentelle de Tadeusz Kucinski, et est remplacé par M. Eugeniusz Grochal, ex-ministre sans portefeuille. Il présidera prochainement le comité des prix qui va être créé.

Le départ de M. Barcikowski a été justifié par sa désignation comme futur premier secrétaire de l'organisation du parti à Cracovie. Il s'agit d'une consolation, non dépourvue d'embûches pour un homme qui a déjà été secrétaire du comité central et qui

Espagne

UNE PARTIE DES SYNDICATS AUTOGESTIONNAIRES REJOINT L'U.G.T.

Madrid (A.F.P., Reuters, A.P.). — Une partie des adhérents de l'Union syndicale ouvrière (U.S.O.), socialiste autogestionnaire, ont décidé dimanche 18 décembre d'adhérer à l'Union générale des travailleurs (U.G.T.), proche du Parti socialiste ouvrier espagnol de M. Felipe Gonzalez. L'U.G.T. rassemblerait désormais, selon ses dirigeants, près de deux millions de syndiqués. M. José María Zafra, leader de la branche de l'U.S.O. qui vient de fusionner avec l'U.G.T., avait été exclu de ce syndicat avec ses partisans au cours d'un congrès tenu le 2 octobre dernier.

M. Zafra a affirmé que son groupe réunissait 215 000 syndiqués sur les 300 000 que comptait l'U.S.O.

M. Manuel Zaguirre, secrétaire général de l'U.S.O. « maintenant », a rappelé de son côté que son syndicat désirait garder ses distances vis-à-vis des partis.

Au Pays basque, un commando composé de jeunes gens a ouvert le feu à la mitrailleuse dimanche et lancé des grenades contre le poste de service police de la centrale nucléaire en construction à Lemonaiz, à 20 kilomètres de Bilbao. Selon la police, un des assaillants a été grièvement blessé et se trouve hospitalisé.

D'autre part, l'organisation séparatiste ETA a revendiqué dimanche l'assassinat vendredi à Irun de M. Julio Martinez Ezquerro, conseiller municipal (le Monde daté 18-19 décembre).

A TRAVERS LE MONDE

Angola

● L'ANGOLA a réceptionné officiellement vendredi deux navires de guerre fournis par l'U.R.S.S. à savoir, samedi 17 décembre, l'Agroce angloise de presse (ANGOP). Il s'agit d'une vedette torpille et d'un navire de débarquement. — (A.F.P.)

Iran

● LE TRIBUNAL MILITAIRE SPECIAL, siégeant dimanche 18 décembre à Téhéran en appel, a confirmé la peine de mort prononcée contre le général Ahmad Moqarebi, condamné il y a quinze jours pour espionnage au profit d'une puissance étrangère, et ce après à Téhéran (le Monde du 16 décembre).

L'ex-général Moqarebi, âgé de cinquante-deux ans, directeur adjoint de la section « plan et logistique » de l'état-major suprême iranien jusqu'à son arrestation en septembre, sera exécuté s'il ne bénéficie pas de la grâce royale. Le procureur a accusé le général d'avoir agi par « engagement idéologique ». Il a rappelé que dans les années 40 l'ancien général Moqarebi avait été emprisonné sept mois pour avoir eu des contacts avec des dirigeants communistes et avec un officier soviétique. — (A.F.P.)

Philippines

● UN REFERENDUM a eu lieu le dimanche 18 décembre aux Philippines. Les électeurs étaient invités à dire « oui » ou « non » à la proposition de fusionner le pays avec le territoire de Mindanao. Le résultat n'a pas été annoncé. — (A.F.P.)

consultation de ce genre depuis que M. Marcos est au pouvoir. Les signatures de boycottage lancées par l'opposition ont été peu suivies. Selon les résultats connus lundi, il y a eu en moyenne 90 % de « oui ». — (A.F.P., Reuters.)

Suisse

● QUELQUE MILLE PERSONNES ont participé, le 17 décembre, à une manifestation organisée dans le centre de Berne, pour protester contre un projet de création d'une police fédérale helvétique de sécurité. Ce projet avait été adopté la veille par le Conseil national (Chambre basse du Parlement suisse) par 130 voix contre 19. — (A.F.P.)

Tanzanie

● POUR LA PREMIERE FOIS depuis la révolution de 1964, on a voté dimanche 18 décembre à Zanzibar et à Pemba. Les habitants de ces îles, qui font partie de la Tanzanie, avaient à choisir parmi vingt candidats, tous désignés par le parti unique au pouvoir, les dix députés qui les représenteront à l'Assemblée nationale de Dar-es-Salaam. — (Reuters.)

Yugoslavie

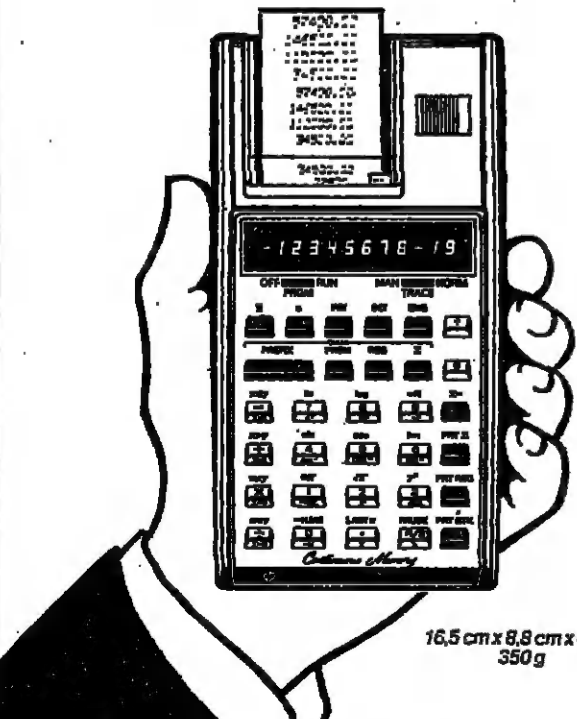
● M. SANTIAGO CARRILLO, secrétaire général du P.C. espagnol, a été reçu longuement par le maréchal Tito, samedi 17 décembre, à Erfo, dans les Alpes slovènes, pour un « entretien cordial et amical prolongé », suivi d'un déjeuner. M. Carrillo fait en Yugoslavie « un court séjour de détente ». — (A.F.P.)

Le HP-19C programmable. Il ignore les trous de mémoire.

- Le HP-19C est le dernier-né des calculateurs de poche programmables Hewlett-Packard. Il possède trois qualités essentielles :
- mémoire permanente C-MOS* qui conserve vos données et programmes, même le calculateur « éteint » ;
 - imprimante thermique silencieuse ;
 - autonome : sa batterie lui suffit pour imprimer et calculer.

Venez le découvrir chez trois de nos spécialistes Hewlett-Packard. HP-19C : 2310,84 F.t.t.c. sur stock.

*Semi-conducteurs complémentaires à oxyde métallique.



Distributeurs agréés :

IRS

La Papeterie du Siècle, 49, bd Latour-Maubourg 75007 Paris. Tél. 705 19 85. L.P.S. Bureau, 46, rue La Fayette, 75009 Paris. Tél. 878 26 45.

la Règle à Calcul

La Règle à Calcul 65, bd Saint-Germain, 75005 Paris. Tél. 033 02-93/033 34.61.

CF

Compta-France 3, route de la Reine, 92100 Boulogne. Tél. 603.76.40.

HEWLETT **hp** PACKARD

EUROPE

Roumanie

P.C. établit une nouvelle hiérarchie des amitiés avec les pays socialistes

Le régime communiste roumain a annoncé, samedi 17 décembre, la nomination de M. Nicolae Ceausescu à la présidence du conseil des ministres. Cette nomination, qui intervient à la veille du vingtième anniversaire de la révolution d'Octobre, est considérée comme une réaffirmation de la ligne politique du régime. M. Ceausescu, qui a été premier ministre de 1974 à 1976, est le plus jeune des dirigeants du régime. Sa nomination est vue comme une tentative de renforcement de la discipline du travail et de la planification économique. Le régime roumain a également annoncé la nomination de M. Ceausescu à la présidence du conseil des ministres. Cette nomination, qui intervient à la veille du vingtième anniversaire de la révolution d'Octobre, est considérée comme une réaffirmation de la ligne politique du régime. M. Ceausescu, qui a été premier ministre de 1974 à 1976, est le plus jeune des dirigeants du régime. Sa nomination est vue comme une tentative de renforcement de la discipline du travail et de la planification économique.

Chypre

Le président Kyprianou a été élu

Le président de la République de Chypre, M. Nicos Kyprianou, a été élu dimanche 18 décembre. M. Kyprianou, qui a été premier ministre de 1974 à 1976, est le plus jeune des dirigeants du régime. Sa nomination est vue comme une tentative de renforcement de la discipline du travail et de la planification économique. Le régime roumain a également annoncé la nomination de M. Ceausescu à la présidence du conseil des ministres. Cette nomination, qui intervient à la veille du vingtième anniversaire de la révolution d'Octobre, est considérée comme une réaffirmation de la ligne politique du régime. M. Ceausescu, qui a été premier ministre de 1974 à 1976, est le plus jeune des dirigeants du régime. Sa nomination est vue comme une tentative de renforcement de la discipline du travail et de la planification économique.

مكتبة من الأصل

EUROPE

Roumanie

Le P.C. établit une nouvelle hiérarchie ans ses amitiés avec les pays socialistes

De notre correspondant en Europe centrale

Bucarest. — Le parti communiste roumain a établi à l'occasion de sa récente conférence nationale (9 décembre) de nouvelles hiérarchies dans ses amitiés avec les pays socialistes. Le rapport de M. Ceausescu a mis en relief un certain nombre de changements intervenus dans cet ordre de préférences depuis le onzième congrès du P.C.R. en novembre 1974. Ces modifications rennent tout leur sens dans la mesure où le discours du secrétaire général a été déclaré « document programmatique » du parti.

Les accents nouveaux introduits par M. Ceausescu sont les suivants : importance croissante des relations « parti et d'Etat » avec la Yougoslavie, balise de faveur très nette de l'Albanie, extension de la coopération avec la Pologne au détriment de celle avec la Hongrie et la Tchécoslovaquie, circonspection à l'égard des nouveaux régimes marxistes-ministes au Cambodge et en Angola.

L'Union soviétique se situe, comme se doit, en tête de tous les pays socialistes dans la liste établie par M. Ceausescu. Cette première place toutefois n'a pas été particulièrement vulgée par le chef du parti roumain.

Tout ce passe comme si le secrétaire général du P.C.R. tenait à insister avec Moscou une certaine stance. Leurs rapports actuels paraissent fondés davantage sur « tradition » et la nécessité de l'amitié et du bon voisinage », et sur une véritable sympathie. En comparaison, « le bon voisinage », la « solidarité » et la « collaboration » qui caractérisaient, selon M. Ceausescu, les relations avec la Chine n'en sont que plus chaleureuses.

Refroidissement avec l'Albanie

Autre détail significatif dans le même ordre d'idées : M. Ceausescu « à aucun moment paré du pacte » Varsovie, sinon indirectement en demandant « la liquidation des ces milieux opposés ».

L'apparition de la Yougoslavie au même rang des préférences roumaines est plus une confirmation d'une surprise. Dans les relations avec ce pays, la Yougoslavie n'avait été citée au Congrès de 1974 après les Etats membres du pacte de Varsovie. Mais pour ce qui

est des relations entre partis, la Ligue des communistes de Yougoslavie figurait déjà à la deuxième place dans la longue liste des cent trente-six délégations présentes.

Avec l'Albanie, en revanche, les relations paraissent s'être sérieusement dégradées : alors qu'en 1974 ce pays avait été nommé immédiatement après les Etats membres du pacte de Varsovie, et la Yougoslavie, il rétrograde aujourd'hui à la dernière place.

Ce recul spectaculaire s'explique facilement par le fait que Bucarest, en tant que capitale cherchant à s'intégrer au mouvement des non-alignés, n'appuie guère les attaques de Tirana contre la théorie des trois mondes.

Les relations avec la Pologne ont connu ces dernières années un « essor considérable », alors que celles avec la Hongrie, tout en ayant un « cours ascendant », sont toujours troublées en arrière-plan par la querelle latente sur la Transylvanie.

Ces nuances se traduisent, à l'intérieur du groupe des pays du pacte de Varsovie, par une nouvelle « cote d'amour » : Bulgarie, Pologne, Hongrie, R.D.A., Tchécoslovaquie. En 1974, l'ordre était sensiblement différent : Bulgarie, Hongrie, Tchécoslovaquie, Pologne, R.D.A.

Deux silences de M. Ceausescu ont été particulièrement notés : ils concernent le Cambodge et l'Angola. Jugés sans doute moins en fonction de leurs proclamations marxistes-léninistes que de leur orientation en matière internationale et de l'intensité des relations bilatérales.

L'outil de l'Angola paraît plus caractéristique, au moment surtout où le M.P.L.A. se transformait officiellement en parti marxiste-léniniste.

Les relations avec Luanda souffrent d'un vieux contentieux, les dirigeants roumains ayant entretenu pendant la guerre de libération des relations non seulement avec le M.P.L.A., mais aussi avec ses rivaux du F.N.L.A. (représenté au congrès de 1974 et cité protocolairement avant le M.P.L.A.) et de l'Unité. D'autre part, l'intervention soviéto-cubaine dans ce pays témoigne certainement aux yeux de M. Ceausescu de la lutte, vivement critiquée dans son rapport pour un nouveau partage du monde. Les dirigeants de Luanda sont sans doute jugés, sinon responsables, du moins en partie complices de cette politique.

MANUEL LUCBERT.

Chypre

Le fils du président Kyprianou a été libéré

De notre correspondant

Nicosie. — La libération du lieutenant Achille Kyprianou, du président de la République, du cube du dimanche 18 décembre (le Monde du 17 décembre), évité de graves événements. Les ravisateurs ont reçu la promesse de n'être pas inquiétés et pouvoir quitter l'île à leur gré. Ils avaient mis leur menace à exécution, le gouvernement avait usé « une intervention de partie nationale en vue de la liquidation définitive des activités illégales », c'est-à-dire, en

d'autres termes, celles de l'organisation clandestine EOKA-B. Le général Komninos, commandant la garde nationale, a déclaré que « si l'enlèvement n'avait pas abouti à cette conclusion heureuse, la garde nationale aurait exécuté les instructions du gouvernement d'une manière telle qu'une acte semblable ne puisse plus jamais être renouvelé dans l'avenir ».

Cet aboutissement heureux de l'affaire, dû principalement à la détermination du président Kyprianou et de son gouvernement de ne pas céder aux exigences des ravisateurs (une amnistie générale), mais aussi à la condamnation unanime de l'enlèvement, tant à Chypre qu'en Grèce, a écarté, du moins pour le moment, la menace de troubles graves que, selon des indications concordantes, les ravisateurs avaient l'intention de provoquer dans l'île.

Le fermeté et la détermination du président Kyprianou, qui était prêt « à sacrifier son fils, si nécessaire, mais pas la patrie », ont trouvé un large écho parmi les Chypriotes grecs. Le prestige et la popularité de M. Kyprianou se trouvent sans aucun doute renforcés. Il a gagné des appuis même dans les milieux qui jusqu'à présent le combattaient avec fanatisme.

DIMITRI ANDREOU.

R.D.A.

DEUX DISSIDENTS. Hans Kressler et Diethard Grau, qui valent signé, en 1976, une pétition réclamant l'application intégrale des droits de l'homme à R.D.A., viennent d'être arrêtés par la police, a-t-on appris, samedi 17 décembre, à Berlin-Ouest. Une ouvrière de vingt-quatre ans, Helga Krümm, également été appréhendée. Elle est reprochée d'avoir demandé à trois reprises aux autorités l'autorisation d'émigrer et d'avoir adressé à un journal ouest-allemand une lettre critiquant le régime et les conditions de vie en Allemagne de l'Est. — (A.F.P.)

Livres
cadeaux
SEUIL

Jean-Dominique
Lajoux

LE TAMBOUR DU DELUGE

Villages des montagnes d'Indochine

Ce témoignage photographique est aussi un document archéologique sur les populations qui y vivaient au moment de la guerre.
Coll. Les jours de l'homme : 128 pages illustrées 65 F. reliée 85 F.
Dans la même collection : Tarap, une vallée dans l'Himalaya.

JEAN FERNIOT

C'est ça la France

vu par

PIERRE VIANSSON-PONTE

“Qu'on ne cherche pas, pour chacune des vingt régions que l'auteur a arbitrairement découpées en faisant fi de la carte administrative — et comme il a eu raison ! — une histoire documentaire et exhaustive.

Ce qu'on trouvera, en revanche, vigoureuses et fortement étayées, ce sont des prises de position sur des sujets brûlants et controversés.

Ferniot-le-Jacobin se tient ferme sur ses positions, mais il sait sourire sans méchanceté aucune tandis qu'il regarde avec une grande tendresse et une curiosité amusée cette France qui est « comme ça », cette France des braves gens.”

“LE MONDE”

GEORGES SUFFERT

“La France a changé — il le savait — et en même temps elle est restée la même — et cela il ne le savait pas. Alors, il décrit son voyage, il donne la parole à ceux qu'il rencontre et qui ont quelque chose à dire. Cela fait une longue promenade ironique, tendre et gaie dans ce très vieux jardin encombré à la fois d'histoires et de rêves.”

“LE POINT”

PIERRE SAINDERICHIN

“L'érudition historique et même littéraire, la connaissance des données économiques, démographiques et politiques ne pèsent pas sur ces témoignages concrets, elles s'y insèrent sans les alourdir. Elles les éclairent.

Le lecteur rendra sa politesse à Jean Ferniot en savourant ce livre écrit avec grand appétit.”

“FRANCE-SOIR”

Julliard



Le Monde

politique

LES TRAVAUX PARLEMENTAIRES

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Adoption de douze projets concernant la coopération entre la C.E.E. et les pays méditerranéens

Samedi 17 décembre, sous la présidence de M. FRANCK-SCHWAB (P.S.), l'Assemblée nationale a adopté douze projets de loi autorisant la ratification d'accords de coopération entre la Communauté économique européenne et les pays méditerranéens.

Pour M. BILLOTTE (R.F.R.), rapporteur de la commission des affaires étrangères, « c'était un devoir pour l'Europe de mener une politique méditerranéenne ambitieuse et cohérente ». Comme les accords conclus avec le Maroc et la Tunisie, l'accord entre la C.E.E. et l'Algérie, a-t-il précisé, comporte trois aspects : un aspect financier, un aspect commercial et un aspect technique. Évoquant le vote négatif du Sénat sur le projet concernant l'Algérie (« Les sénateurs ont voulu protester contre la prise d'otage par le Polisario et ont voté solennellement l'Algérie »), il a relevé l'évolution favorable de cette affaire.

M. JEAN-FRANÇOIS DENIAU, secrétaire d'État aux affaires étrangères, a insisté sur le fait que ces accords concernaient non pas les rapports particuliers de la France avec chacun de ces pays, mais les relations de ceux-ci avec la Communauté européenne. M. MONTDARGENT (P.C.) a affirmé que le gouvernement, en laissant se développer une campagne anti-algérienne, « déstabilise systématiquement les possibilités de coopération avec ce pays ».

Pour M. SÉNÈS (P.S.), le vote du Sénat exprimait surtout « la défiance profonde de la majorité envers l'Algérie ». C'est pourquoi, explique-t-il, les sénateurs socialistes ont voté contre la proposition de loi. Bien que du point de vue de la coopération, son groupe considère que l'accord peut être profitable aux deux parties contractantes, il exprime son inquiétude quant à ses répercussions sur les intérêts des agriculteurs et des vitiificateurs français. Aussi s'est-il abstenu dans tous les votes qui ont porté sur les conventions liant la C.E.E. aux pays à production méditerranéenne. M. CLAUDIUS-REY (R.F.R.) a indiqué, pour sa part, que son groupe voterait la ratification d'accords « indispensables à la paix dans le bassin méditerranéen ».

Ont ensuite été successivement adoptés :
— Les accords entre la C.E.E. et l'Égypte, la Jordanie, le Liban et la Syrie ;
— Les protocoles financiers

conclus entre la C.E.E., la Turquie, la Grèce et Malte. M. DENIAU a fait observer qu'il s'agissait « d'une bonne préparation à l'éventuelle adhésion de la Grèce à la Communauté ».

— Les accords entre la C.E.E., Israël et le Portugal. En ce qui concerne ce dernier pays, M. Deniau a précisé que la Communauté avait contribué efficacement à la résolution des difficultés problèmes du développement que rencontrait le Portugal. Quant à l'accord avec Israël, « le seul fait de signer un tel protocole financier, a-t-il observé, est un fait politique. La Communauté témoigne par là son souci d'établir de bons rapports avec l'ensemble des pays de cette région du monde ».

Textes divers

L'Assemblée a ensuite adopté définitivement un projet autorisant l'approbation de la convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction. La commission des affaires étrangères avait conclu à l'ajournement du texte. M. Deniau reconnaissant que son application se traduirait par des difficultés pour certaines branches professionnelles, a indiqué que le gouvernement avait pris des dispositions précises afin de sauvegarder les activités des industriels et des commerçants qui traitent les écailles des tortues « carapaces » et des tortues vertes, ainsi que les os de certains reptiles. Il s'agit, a-t-il précisé, de prévoir un temps d'adaptation suffisant et de négocier des exceptions géogra-

phiques. A la suite de ses explications, la demande d'ajournement a été repoussée.

L'Assemblée a également adopté définitivement le projet autorisant l'approbation de la convention pour la protection de la mer Méditerranée contre la pollution, soulignant la portée limitée de cette convention. M. BOSCHER (R.F.R.) a relevé que ce texte ne semblait pas de nature à empêcher le retour des accidents reventables enregistrés ces derniers temps. Pour M. DENIAU, l'adoption de cette convention est d'importance car elle donne une législation de même qualité que la nôtre.

Pour terminer, l'Assemblée a adopté :
— Un projet autorisant l'adhésion de la France au Fonds africain de développement ;
— Le projet autorisant l'approbation de la convention entre la France et la Roumanie sur l'encouragement à la protection et à la garantie réciproque des investissements. M. MONTDARGENT (P.C.) a relevé que cet accord prévoyait la réalisation en Roumanie d'une ligne de production d'une automobile conçue par Citroën et qui serait vendue en France. Il a dénoncé « ce véritable transfert de production ». En conséquence, son groupe s'est abstenu dans le vote final ;
— Le projet autorisant l'approbation de l'accord entre la France et le Portugal concernant l'utilisation par la France de certaines facilités dans les îles Açores. Estimant insuffisamment informé, le groupe communiste s'est abstenu dans le vote final. — P. Fr.

VIENDE DE PARAÎTRE :

LA VIE POLITIQUE EN FRANCE SOUS LA V^e RÉPUBLIQUE

par Serge SUR
Professeur à l'Université de Droit de Rennes
Un volume 14x19 cm, 512 pages, 370 gr. 55 F

ÉDITIONS ET LIBRAIRIE MONTGROSTEN
152-160, rue Saint-Jacques, 75005 PARIS

AU SÉNAT

Inconvénient (ou avantage) des débats accélérés

Le Sénat a poursuivi, samedi 17 et dimanche 18 décembre, l'examen d'une douzaine de textes en seconde ou troisième lecture. La plupart ont été modifiés et renvoyés devant une commission mixte paritaire (C.M.P.). Ils seront adoptés, si le Parlement en a le temps, avant jeudi ; mercredi étant le dernier jour de la session.

Dans la précipitation des ultimes débats, certains sénateurs s'aperçoivent (trop tard) que des dispositions auxquelles ils tenaient n'ont pas été soumises à leur vote et ont disparu des projets ; ainsi, a échappé à la vigilance de ces sénateurs, l'article 24 bis de la loi de finances, qui tendait à alléger l'imposition des successions modestes et à aggraver celle des successions plus importantes.

Pour celles-ci, le taux d'imposition, en ligne directe, passait de 20 % à 25 %. En première

lecture, cet article avait été repoussé avec les explications suivantes du rapporteur général : « Nous l'approuvons quant au fond, mais la rédaction du troisième paragraphe nous paraît confuse et contradictoire. Notre amendement de suppression n'a pas d'autre objet que de susciter une rédaction plus claire ».

Lors du vote définitif du budget, le Sénat n'eut même pas à discuter l'article 24 bis. Quant au rapporteur de l'Assemblée nationale, il déclarait seulement le jeudi 15 décembre, dans la discussion des conclusions de la commission mixte paritaire : « L'article 24 bis, qui résultait d'un amendement de M. Partrai voté par notre Assemblée, a été supprimé par le Sénat. Il aménageait les droits de succession et de donation en ligne directe et entre époux en portant l'abattement de 175 000 à 220 000 F et en fixant un taux d'imposition de 25 % au delà de 300 000 F. La C.M.P. a suivi le Sénat ».

ont voulu aussi préciser que si l'absent repartait et trouve son conjoint remarié, la dissolution du premier mariage reste un fait acquis. Une C.M.P. a été convoquée.

Vote du dernier « collectif » 1977

Le Sénat avait approuvé, samedi, par 185 voix contre 104, le dernier collectif budgétaire pour 1977. Ce projet, le troisième de l'année, s'élève à un total de 7 milliards de dépenses supplémentaires compensées pour partie par un remboursement de 1 milliard 810 millions et par 3 milliards 400 millions de recettes supplémentaires dont 1 milliard 900 millions au titre d'opérations à caractère temporaire.

Le rapporteur général M. BLIN (Un. centr. Ardennes), a attiré l'attention des sénateurs sur l'importance de l'ouverture de crédits demandés pour la région Renault (350 millions).

Le Sénat a voté plusieurs amendements. Il s'est notamment prononcé pour la suppression pure et simple de la taxe sur la publicité lorsque le support est constitué par du mobilier urbain à fin utilitaire, par exemple les abribus. Une commission mixte paritaire a été convoquée après le vote de ce texte.

Les sénateurs ont ensuite adopté sans le modifier le projet autorisant l'adhésion de la France au Fonds international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures. Ils ont aussi voté, avec plusieurs amendements, le projet de loi visant à développer la concertation avec le personnel d'encadrement des entreprises. Le rapporteur, M. BERANGER (Gauche dém.), a souligné le ca-

ractère désirable de ce texte, qui n'impose rien, a-t-il dit, aux chefs d'entreprises. Il a fait adopter toutefois une disposition en faveur des représentants élus et des délégués syndicaux.

Le Sénat a ensuite modifié le projet de loi en faveur des salariés candidats à une élection législative ou sénatoriale. Ce texte prévoit un congé sans traitement pendant la campagne électorale et une suspension du contrat de travail pendant la durée du mandat. Le rapporteur M. BOHL (Un. centr. Moselle), a obtenu une extension des garanties offertes aux salariés. M. LEGRAND (Gauche dém. Loire-Atlantique), auteur d'une proposition visant à donner aux salariés une égalité de situation avec les fonctionnaires, a toutefois regretté que le congé prévu par le texte en discussion ne comporte aucune rémunération. Une commission mixte paritaire a été convoquée.

ALAIN GUICHARD.

● M. Jacques Chirac s'est rendu dimanche soir 18 décembre à Brive pour y soutenir devant quatre mille personnes réunies à la patinoire municipale, M. Stanislas Fillet, candidat de la majorité, qui sera opposé à M. Jean Charbonnel, maire de la ville (Fédération des républicains de progrès) dans la 2^e circonscription de la Corrèze.

LE PREMIER MINISTRE : lucidité, courage et espérance.

Le premier ministre et Mme Raymond Barre ont présidé, samedi après-midi, la traditionnelle fête de Noël de l'hôtel Matignon, qui avait lieu cette année au parc floral de Vincennes. Le chef du gouvernement, à cette occasion, a souhaité aux Français « lucidité, courage et espérance ».

« Lucidité, a-t-il déclaré, car il ne faut pas se racornir des histoires et surtout ne pas en rajouter aux autres ; courage, car il faut poursuivre l'effort qui a été entrepris ; espérance, car rien ne se fait sans espoir ».

M. Raymond Barre a ajouté : « La France a assez de savoir, de qualités, de ressources, pour que les Français et les Françaises puissent avoir espoir en la France ».

● M. Raymond Barre devait recevoir lundi après-midi 19 décembre à l'hôtel Matignon successivement M. Jean-Pierre Soisson, secrétaire général du parti républicain, qui devait ensuite être reçu à l'Élysée par M. Giscard d'Estaing, et M. Servan-Schreiber, président du parti radical.

le journal mensuel de documentation politique
après-demain
(non vendu dans les kiosques)

Offre un dossier complet sur :
LES PRIX ET L'INFLATION

Envoyer 10 francs (timbres ou chèques) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé au 40 F pour l'abonnement annuel (60 % d'économie) qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

OTAGES : LE COUP D'ALGER

UN NUMÉRO A NE PAS MANQUER

COMME MASCARD SE PRÉPARE À LA DÉFAITE

PRÉPARATION DES ÉLECTIONS

Libres opinions
hypothèses et certitudes

Pour la première fois

La VILLE de PARIS

12 élèves administratifs

مكتبة من الأصل

belfond

GAIL SHEEHY "PASSAGES"

Les crises prévisibles de l'âge adulte.



Comment traverser avec succès
les passages difficiles de l'existence et atteindre
un équilibre harmonieux.

- **20 ANS** acquérir son indépendance
- **30 ANS** s'installer dans la vie
- **40 ANS** tout remettre en question
- **50 ANS** le bilan de l'âge mûr

"Passages: les crises prévisibles de l'âge adulte.
Plus de 3,5 millions d'exemplaires vendus aux Etats-Unis, sur la liste des best-sellers
en Allemagne depuis plus de 6 mois. Passionnant pour tous les adultes, hommes
et femmes qui ne se sentent pas parfaitement bien dans leur peau (vous en
connaissez d'autres?)."

(ELLE)

CE LIVRE A CHANGÉ
LA VIE DE TOUS CEUX QUI L'ONT LU.

belfond

POLITIQUE

Une certaine nervosité se manifeste à l'École nationale d'administration

La promotion Pierre-Mendes-France de l'École nationale d'administration, dont les élèves termineront leur cursus en mai prochain, est actuellement quelque peu troublée.

La « légation » des élèves chargée statutairement de représenter la promotion auprès de la direction de l'administration au cabinet de l'été n'a pas été remplacée. Une générale réunie le 15 décembre a décidé, par deux tiers, qu'un simple comité représentatif « recevrait » pour mission exclusive de gérer la procédure de sortie de la promotion. C'est-à-dire d'établir des fiches concernant les postes vacants par l'administration et de préparer l'« amphi-garnison » au duquel les élèves choisissent leur affectation. Cette décision a été prise sur proposition de la section C.F.D.T., alors que celle de la Force ouvrière demandait qu'une véritable délégation soit désignée.

Un tel projet n'était pas venu à l'esprit de la direction. Les premiers demandaient la suppression d'une épreuve comptant pour le classement, la dénommée « épreuve de participation individuelle à un travail de groupe ». La direction ayant indiqué qu'elle n'avait pas le pouvoir de supprimer une épreuve, car une décision pourrait être attaquée devant le Conseil d'Etat pour excès de pouvoir, les élèves ont avoué qu'ils subissaient.

L'Assemblée générale du 15 décembre a donc proposé à chaque élève de prendre l'engagement individuel de ne pas participer à l'épreuve en question si, au total, 1/3 au moins des élèves de chaque voie adoptent la décision. S'il n'y a pas de solution, il se pourrait que la voie économique, moins nombreuse et plus soudée, le boycottage puisse être décidé, ce qui changerait beaucoup pour les candidats, ou presque, ayant le zéro.

Un projet de suppression

Les élèves appartenant à la section C.F.D.T. (sur 150) ont proposé un projet contenant une proposition pour une réforme démocratique de la haute fonction publique qui aboutit à la suppression de l'ENA. Ce texte, qui est destiné à provoquer un large débat sur le rôle et l'organisation de l'administration, préjuge une victoire de la gauche aux législatives. Le projet suggère que les fonctionnaires de catégorie (quinze) se viron chaque année s'effectueraient selon le projet de la façon suivante: les titulaires de DEUG (deux années de licence) présenteraient des concours correspondant aux filières universitaires actuelles. D'autres concours réservés aux étudiants titulaires de la maîtrise ou d'un diplôme d'études supérieures. Une fois reçus, les étudiants bénéficieraient du statut d'élèves fonctionnaires et seraient rémunérés. Ils poursuivraient leurs études tout en suivant des stages dans les administrations avant d'être titularisés.

Pour devenir administrateurs civils, les fonctionnaires pourraient, après cinq années de service, présenter des concours, l'un réservé aux titulaires d'une licence, l'autre aux fonctionnaires n'appartenant pas à la catégorie A.

En conséquence, les grands corps n'auraient plus de recrutement privilégié. Leurs membres seraient recrutés parmi les administrateurs civils ayant cinq ans d'ancienneté dans leur corps. Tout départ d'un grand corps entraînerait l'interdiction d'y retourner avant cinq ans. L'appartenance à un cabinet ministériel, ou entraînerait la mise en disponibilité du fonctionnaire.

La section C.F.D.T. de l'ENA, qui a conçu ce projet, a surtout voulu supprimer la hiérarchie de l'École nationale d'administration. On peut toutefois se demander si le projet de formation permanente qu'elle imagine ne sera pas une procédure de sélection. Les auteurs sont plus conséquents: ils ont l'intention de supprimer la hiérarchisation ministérielle et des grands corps. Le projet entraînerait un vieillissement relatif des fonctionnaires: l'accès aux fonctions d'administrateur civil se situerait à l'âge de vingt-neuf ans, alors qu'il se fait actuellement pour les étudiants à celui de vingt-cinq ou vingt-six.

Les auteurs de ce projet ne connaissent leur sentiment. Les formations de gauche leur font connaître leur sentiment.

ANDRÉ LAFONT

DÉFENSE

La commission de l'Assemblée nationale rejette une proposition de loi socialiste instituant un médiateur militaire

La commission de la défense de l'Assemblée nationale a rejeté les conclusions du rapporteur M. R. ou l'Houmet, député républicain de l'Aube, a rejeté la proposition de loi de M. Louis Longuequeue, alors député socialiste de la Haute-Vienne, instituant un médiateur militaire. Cette suggestion avait été avancée, aussi, par M. André Paquet, médiateur.

M. Bourges, ministre de la défense, a critiqué un texte qui, a-t-il observé, pose un problème constitutionnel: il tend, en effet, à instituer un médiateur chargé de questions relatives aux forces armées, alors que, constitutionnellement, cette compétence appartient au président de la République. Le ministre a souligné, d'autre part, que l'actuel règlement de discipline appliqué aux militaires assure les garanties de respect de la hiérarchie, et s'adresse, par la voie hiérarchique, à l'insubordination. Quatre-vingt-dix-neuf requêtes, dont 10 émanant d'appelés, ont été enregistrées à ce niveau. Quant au Conseil supérieur de la fonction militaire, il a été créé en 1964, notamment, 286 fois pour des questions de discipline ou de problèmes de recrutement ou de pensions. Quant au ministre, il a été accusé lui-même de 70 réclamations.

En conclusion, M. Bourges a déclaré: « Combien d'éventuelles mécontentements d'un médiateur militaire jetteraient une suspicion sur le cadre militaire et un mécontentement ou des armées accomplissent un important effort d'adaptation à la réponse à une question. Raymond Dronne, député républicain de la Sarthe, qui

évoquait la possibilité de permettre aux seuls appelés du contingent de saisir l'actuel médiateur des différends existant dans leurs rapports avec l'autorité militaire, le ministre a indiqué que les appelés étaient militaires à part entière et qu'il serait, à son avis, dangereux de traiter différemment les militaires en carrière et sous contrat ou les fonctionnaires civils.

M. BOURGES: la France ne placera pas son système de dissuasion nucléaire sous le contrôle de ses voisins.

Il s'agit d'une question que la France place son système de dissuasion nucléaire sous le contrôle de ses voisins, affirme le ministre de la défense en réponse à une question écrite de M. Michel Debré.

Le député (R.P.R.) de la Réunion M. Yvon Bourges, à la suite de certaines conclusions de la récente conférence de l'Union des « Europe occidentale », s'est dit « très intéressé » à donner une suite autre que le rejet pur et simple à des conclusions en termes desquelles la France devrait placer son système nucléaire sous le contrôle de ses voisins.

En réponse, le ministre de la défense estime que M. Debré a exposé les motifs de la recommandation 309 de l'Assemblée de l'O.E.C. et précise: « Il est bien évident que l'appréciation d'un rapporteur s'engage par lui-même et que le texte de la recommandation ne comporte pas des craintes exprimées dans la question. En l'état de cause, l'éventualité évoquée ne pourrait, en effet, qu'être rejetée. »

مكتبة من الأصل

Une certaine nervosité se manifeste à l'Ecole nationale d'administration...

Le livre à offrir

MAX GALLO

Que sont les siècles pour la mer

(125 000 exemplaires)

Le meilleur livre de Max Gallo.
René Cenni
(NICE-MATIN)

Roman et réflexion, hors des modes mais non pas du temps. Max Gallo, poète érudit, a mis un roman la genèse de notre histoire.
J.M. Théolleyre
(LE MONDE)

Max vient de nous peindre un vitrail, et il est très beau dans le soleil. Le vitrail, bien sûr.
Jean Clémentin
(LE CANARD ENCHAÎNÉ)

Cet livre laisse entendre la ruine d'un monde, des hommes éternellement présents, toujours recommencés pour témoigner du pays d'où ils viennent.
Joseph T...
(L'ECOLE LIBÉRATRICE)

Une épopée romanesque, ardente, fraternelle. Et une méditation sur l'Histoire, sur notre destin.
Max-Pol Fouchet
(VSD)

Le pays chante, parle, se plaint, prie, aime et combat, non plus devant nous mais en nous. O comme ce livre de souffrance est optimiste!
Claude Manceron

Il y a du poème dans cette évocation, le souffle du lyrisme, l'érudition précise de l'historien.
Annie Copperman
(LES ECHOS)

Trois cents pages d'un grand souffle épique.
(PARIS-MATCH)

Max Gallo au premier rang des romanciers de notre histoire.
Christiane Guichard
(LIRE)

Un roman exemplaire, hors du commun. Un maître d'œuvre au souffle puissant, à l'imagination chaleureuse et à l'esprit informé que généreux.
Maurice Charvat...
(TÉMOIGNAGE CHRÉTIEN)

Dans cette geste héroïque et grande veillent les témoins immémoriaux de l'histoire des hommes.
Anne Pons
(LE POINT)

Tout un peuple qui de génération en génération vient jusqu'à nous mains ouvertes, mains tendues. Un beau roman en forme de fresque.
Henry Bonnier
(LA DÉPÊCHE DU MIDI)

Une fresque d'une richesse intense. Il faut lire ce livre qui raconte l'Histoire à travers des hommes de tous les jours.
Noëlle Lorient
(L'EXPRESS)

Roman, épopée, poème : le moins à la mode des livres de la rentrée. Et du même coup l'un des plus forts.
J.M. Borzeix
(LES NOUVELLES LITTÉRAIRES)

Un livre aussi beau que son titre. Un récit dense, foisonnant, le ton des conteurs de toujours. Une aventure passionnante, celle de l'homme en marche vers la liberté.
Jacqueline Bruhier
(MAGAZINE LITTÉRAIRE)

Un livre où l'histoire s'écrit avec la vie et la peine des simples et des pauvres.
Marie-Louise Couderc
(L'HUMANITÉ-DIMANCHE)



Le roman fabuleux de notre histoire
par l'auteur de

La baie des Anges

(600 000 exemplaires)

ROBERT LAFFONT

OFFICIERS MINISTÉRIELS et ventes par adjudications

VENTE aux enchères immobilières, Pal. Justice
Versailles, 2, place Louis-Barthou,
mercredi 11 janvier 1978, à 10 heures
PROPR. MÉRICOURT (Yvelines)
Lieu dit : « Les Méricourts », 30 ares
3 petites bât. sar. jard. 100 m²
MISE A PRIX : 30.000 F
Sensibiliser s'adresser à : VERSAILLES
M^{re} Mourichoux, voir 7

Paris, lundi 18 janvier 1978, à 14 h.
EN UN SEUL LOT

TERRAIN à US. INDUSTRIEL
DE 315 m² ENVIRON
à VILLEJUIF (94)

27, rue Saint-Roch
Inscrit sur le plan de la présente loi à l'excep-
tion d'un ancien pavillon transformé
LOUE ET OCCUPÉ

MISE A PRIX : 65.000 F
Besanblanz, avoc.
r. de la République, Paris (10^e)
M^{re} Mourichoux, voir 7
M^{re} Mourichoux, voir 7
M^{re} Mourichoux, voir 7

RELIGION

LE CARDINAL MARTY A CÉLÉ- BRÉ LA MESSE PRÈS DE SAINT- NICOLAS-DU-CHARDONNET.

Le cardinal François Marty, archevêque de Paris, a célébré dimanche 18 décembre, la messe dans la prière de l'école paroissiale de Saint-Nicolas-du-Chardonnet.

« J'ai voulu donner un message de paix en venant dans cette petite église de Noël », a dit le cardinal, qui a protesté contre la prolongation de l'occupation de l'église depuis le 27 février 1977.

« On porte attention à ce qui se passe et on porte attention à l'avenir. J'ai jusqu'au bout de l'appel à la justice de notre pays ».

Le colloque de théologie africaine à Lomé (Ghana) jusqu'au 10 décembre. Il est présidé par l'archevêque de Lomé, Mgr. N'Goran. Les participants sont des théologiens du tiers-monde, créés en 1976.

« L'engagement actuel de chrétiens en Afrique. Les préoccupations des théologues africains naissantes ». Tel est le thème de cette rencontre qui verra une analyse des réalités économiques, politiques, sociales, culturelles et religieuses ; une étude des théologies naissantes dites de la libération, etc.

Dans l'Allier Mgr MARCEL LEFEBVRE ORDONNE UN DIACRE ET UN SOUS-DIACRE

Mgr Marcel Lefebvre a procédé le samedi 17 décembre à une cérémonie de création de diacre et sous-diacre à l'église de Notre-Dame-du-Pointet, à Vernet (Allier), près de Vichy.

« J'ai voulu donner un message de paix en venant dans cette petite église de Noël », a dit le cardinal, qui a protesté contre la prolongation de l'occupation de l'église depuis le 27 février 1977.

« On porte attention à ce qui se passe et on porte attention à l'avenir. J'ai jusqu'au bout de l'appel à la justice de notre pays ».

Le colloque de théologie africaine à Lomé (Ghana) jusqu'au 10 décembre. Il est présidé par l'archevêque de Lomé, Mgr. N'Goran. Les participants sont des théologiens du tiers-monde, créés en 1976.

« L'engagement actuel de chrétiens en Afrique. Les préoccupations des théologues africains naissantes ». Tel est le thème de cette rencontre qui verra une analyse des réalités économiques, politiques, sociales, culturelles et religieuses ; une étude des théologies naissantes dites de la libération, etc.

Le chanoine de Locht pourrait être évincé de l'université de Louvain

De notre correspondant

Louvain. — Parce qu'il refuse de donner sa démission spontanée de la présidence du Centre d'éducation à la vie (CEV), le chanoine Pierre de Locht pourrait être évincé de l'université de Louvain où il est maître de conférence. Les autorités de l'université de Louvain ont entamé une procédure de licenciement. Il est reproché au chanoine d'avoir développé des thèses, notamment en matière de morale et de théologie, incompatibles avec la doctrine catholique.

Mgr Messaux, recteur de l'université catholique de Louvain, a adressé une lettre au chanoine de Locht dans laquelle il lui a demandé de se retirer de l'université. « Votre attitude n'oblige à proposer au conseil d'administration de prendre une décision », a-t-il écrit.

Le chanoine de Locht a répondu qu'il ne se retire pas de l'université. « Je suis resté en contact avec les autorités ecclésiastiques et laïcises », a-t-il écrit.

SCIENCES

DES VOLONTAIRES SOVIÉTIQUES ONT PASSÉ SIX MOIS « DANS LES CONDITIONS D'UN VOL SPATIAL »

Alors que les volontaires soviétiques pour l'opération Cosmos 1907 ont passé six mois dans des conditions « d'un vol spatial », ils étaient allongés sur le dos, les pieds plus haut que la tête, dans une immobilité quasi-totale, et n'étaient pas autorisés à se lever, mais seulement à se tourner d'un côté ou de l'autre.

Tass, les volontaires, une fois l'expérience terminée, ont rapidement retrouvé leur forme physique. Pour le professeur Leonid Kakhourine, responsable du programme, les problèmes médicaux, biologiques, etc., ne se posent pas. « Les volontaires ont subi des conditions de vol spatial qui sont des conditions normales pour l'homme. L'organisme humain est capable de résister à de telles conditions », a-t-il déclaré.

PUBLICITÉ

Notre client est une des sociétés les plus importantes dans le domaine de la publicité. Une vocation internationale, il est très réputé pour son marketing innovateur et créatif. Ses principaux produits ont acquis une position leader sur les marchés internationaux et européens. Importants grâce à des techniques de marketing avancées et à sa politique de distribution et de promotion. Cette société lance des campagnes internationales nécessitant la définition de stratégies de communication et des adaptations tenant compte des caractéristiques propres aux différents marchés. Pour renforcer son équipe, elle recherche :

Chef de Publicité d'Agence (langue française)

Le candidat sera basé au siège dans une ville de l'Europe du Sud. Il devra assurer la direction de l'agence, la gestion des campagnes internationales. La rémunération devra avoir au moins 120.000 F, trois ans d'expérience dans les plus grandes agences de publicité internationale et devra s'être occupé de produits de grande consommation. Une maîtrise de l'anglais est requise. Les candidats doivent être âgés de 30 à 40 ans. Les candidats doivent être mariés et avoir une famille. Les candidats doivent être de nationalité française ou italienne. Les candidats doivent être de nationalité française ou italienne. Les candidats doivent être de nationalité française ou italienne.

Concepteur-Rédacteur

Cette agence recherche un concepteur-rédacteur pour la conception et la rédaction de campagnes publicitaires. Le candidat doit être âgé de 30 à 40 ans, avoir une maîtrise de l'anglais et de l'italien, et avoir une expérience dans les plus grandes agences de publicité internationale. La rémunération sera de 120.000 F par an.

DIRECTION GÉNÉRALE

Une PME en progression constante, spécialisée dans la fabrication de produits en plastique, recherche un directeur général. Le candidat doit être âgé de 40 à 50 ans, avoir une maîtrise de l'anglais et de l'italien, et avoir une expérience dans la gestion d'une PME. La rémunération sera de 140.000 F par an.

DÉLÉGUÉ COMMERCIAL D'AMBASSADE

L'Agence recherche un délégué commercial pour la vente de produits en plastique. Le candidat doit être âgé de 30 à 40 ans, avoir une maîtrise de l'anglais et de l'italien, et avoir une expérience dans la vente de produits en plastique. La rémunération sera de 120.000 F par an.

INGÉNIEUR TECHNIQUE COMMERCIAL EXPORT

Une société spécialisée dans la conception, la réalisation, la vente et l'installation d'équipements destinés aux industries du caoutchouc et des plastiques recherche un ingénieur technique commercial export. Le candidat doit être âgé de 30 à 40 ans, avoir une maîtrise de l'anglais et de l'italien, et avoir une expérience dans la vente d'équipements. La rémunération sera de 100.000 F par an.

AFFAIRES SOCIALES ET ADMINISTRATIVES

140.000 F

Filiale d'un groupe industriel de dimension internationale, nous recherchons un cadre pour assister son Directeur des Affaires Sociales. Le candidat doit être âgé de 30 à 40 ans, avoir une maîtrise de l'anglais et de l'italien, et avoir une expérience dans les affaires sociales. La rémunération sera de 140.000 F par an.

ACHETEUR INTERNATIONAL

Une entreprise de grande consommation recherche un acheteur international. Le candidat doit être âgé de 30 à 40 ans, avoir une maîtrise de l'anglais et de l'italien, et avoir une expérience dans la vente de produits de grande consommation. La rémunération sera de 130.000 F par an.

RESPONSABLES FINANCIERS ET COMPTABLES

120.000 F

Deux sociétés minières implantées en Afrique francophone, filiales d'un groupe industriel de dimension internationale, recherchent respectivement leur futur Responsable Financier et Comptable. Les candidats doivent être âgés de 30 à 40 ans, avoir une maîtrise de l'anglais et de l'italien, et avoir une expérience dans les affaires financières et comptables. La rémunération sera de 120.000 F par an.

ADJOINT CONTRÔLEUR DE GESTION

100.000 F

Une holding basée à Paris recherche pour son siège social, un Adjoint au Contrôleur de Gestion. Le candidat doit être âgé de 30 à 40 ans, avoir une maîtrise de l'anglais et de l'italien, et avoir une expérience dans la gestion d'une holding. La rémunération sera de 100.000 F par an.

Adresser CV, accompagné d'une lettre de motivation, à : PA, 8, rue Bellini, 75782 PARIS - Cedex 16 - Tél. 727-35-79. Les réponses seront envoyées à l'adresse indiquée. Les candidats ne doivent pas être considérés comme candidats s'ils ne sont pas sélectionnés.

PA, 8, rue Bellini, 75782 PARIS - Cedex 16 - Tél. 727-35-79
1, allée Jean-Bart - Cours des 50 Otages, 44006 NANTES Cedex - Tél. (40) 47-52-12
9, rue Jacques-Moyton, 69006 LYON - Tél. (78) 52-90-43
19, Résidence Flandre - 59170 CROIX - Tél. (20) 72-52-25
Amsterdam - Barcelone - Bruxelles - Copenhague - Düsseldorf - Francfort - Hambourg - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - New York - Oslo - Rome - Stockholm - Stuttgart - Turin - Zurich

مكتبة من الأصل

COLLECTION UNIVERSITÉ NOUVELLE

par **BRIMO,**
professeur à l'Université de **d'Economie**
et de

Ouvrages nouveaux ■

- **France GUYOT** - Histoire du Droit ■ ■ ■ ■ ■
T. I - Le Pouvoir des Temps ■ ■ ■ la révolution.
- **François GORE** - Droit ■ ■ ■ ■ ■
T. II - Structures juridiques de l'Entreprise. ■ ■ ■ Groupe-
■ ■ ■ d'Entreprises.
- **Jean SUR** - La Vie politique en France ■ ■ ■ la V^e République

Nouvelles éditions :

- **Philippe GAUDEMET** - Finances publiques.
T. 1. - 1^{er} éd. Politique Financière - Budget et Trésor.
- **P.-F. GUYOT** - Relations internationales - 1^{re} éd.
- **François GORE** - Droit des Minors.
T. 1 - 2^{de} éd. La Particularisme du Droit des Minors.
Le Droit général des Commerçants.

Rappel des autres films :

- **FRANÇOIS BALLIE** - **Le Travail et l'Action des Femmes** - **Revue d'Information.**
1962 - **100 pages** - **Traité.**
- **Albert BRIMO** - **Les Migrations des masses sociales.**
- **FRANÇOIS CATHERINE et Guy THUILLIER** - **Revue internationale**
de Pouvoir.
- **FRANÇOIS FLAMANT** - **Revue économique et sociale** - **contemporaine.**
- **Jean GAUDEMET** - **Revue des Institutions de l'Antiquité.**
- **Paul-Marie GAUDEMET** - **Finances publiques.**
T. II. - 2^e éd. - Emprunt - Impôt.
- **André HAURIOU et Louis LANGE** - **Revue des sciences politiques et Droit**
constitutionnel.
- **Jean de MALHERBE** - **Revue des sciences politiques et des Régimes**
politiques et la Démocratie et la République.
- **Pierre MAYER** - **Droit international privé.**
- **Jean de SÈTE** - **Revue des sciences publiques et Entreprises publiques.**
- **FRANÇOIS THIERRY, Jean COMBAU, et Jean SUR, et Jean VALLÉE** -
Droit international public.

ÉDITIONS ET LIBRAIRIE MONTCHRESTIEN

15-00 Rue Saint-Jacques - 75006 PARIS

LES ÉTATS GÉNÉRAUX DE L'HISTOIRE ET DE LA GÉOGRAPHIE

Un enseignement menacé de «dépérissement sournois»

L'Association des professeurs d'histoire et de géographie (1) a organisé à la Sorbonne, les 17 et 18 décembre, les « Jours généraux de l'histoire et de la géographie » pour faire connaître au public la situation de leur discipline. Les historiens et géographes avaient convié à leurs journées des enseignants de différentes spécialités, de l'histoire ainsi que de la géographie, pour leur exposer les problèmes d'enseignement (fonctionnaires, syndicalistes et parlementaires). Plus de deux cents personnes ont suivi ces

On vient les deux généraux
ve pas tout pour nous.
jeu, le président
association, Peyrot,
né le ton des journées
d' d'
hygie = = dépeissement
males = l'enseignement
toire et de géographie.
toujours
redéploiement ensei-
Peyrot.

Fossier, professeur d'histoire à la Sorbonne, a dénoncé la conception qui de l'histoire géographique se dit, [...] ou un [...] l'impressionnisme, [...] la mémoire, [...] coïncide [...] un appétit du grand public pour l'histoire qu'on ne [...] qu'avec [...] anecdotes [...] nel [...] jias.

ne commission a justement étu-
dié des problèmes de l'infor-
mation historique et géographique.
Les enseignants reconnaissent qu'ils
peuvent échapper à la masse
produite et à leurs
seuls. Ils concluent que c'est
aux professeurs de prendre en

compte un produit - peut servir
leur enseignement. - Les ma-
trous travaillent à une classe a-
géographie qui ne sera pas
même qu'en classe, à l'heure
particulière, et même à une com-
mission nationale. Mais ce ne
pas s'en tirer et travailler
même en l'air d'étude, un inté-
rieur et dans le programme
les travailler.

Flashes thématiques

Beaucoup d'enseignants, à ce jour, ont déploré la « pulvérisation » de la continuité chronologique laquelle on trouve dans les manuels d'histoire. Un fait comparable à la télévision, c'est-à-dire une succession de plans sans lien entre eux. C'est ce qu'on appelle l'histoire « géographie » thématique.

Tout devient le lieu
hasard. Or, c'est la nazisme
termine, un professeur
la histoire, géographie
pouvoir, mais, pour abréger, on s
prime l'étude de la République
qui prépare le monde.
nouvelle géographie, aussi.
condamnée : on procédait
thématiques, on explo
un géographe, on tombe
merveilleux : la France, l'ars
bricolage génial, - l'invention d

Les syndicats d'enseignants rep...
 enseignants... Syndicat... degré...
 FEN) a dénoncé la...
 professeur d'histoire... géograph...
 en - prestataire services -, char...
 l'initiation au...
 (instruction civique) q...
 apprentissages techniq...
 exemple, remplir...
 chèque... Syndicat...
 lycées... collèges (SNALC-C.G...
 - en -, rappo...
 de préserver la...

scientifique. Le Festival de géographie. Quant au Syndicat de l'éducation nationale (SGEN-C.F.D.), son porte-parole a déclaré pour l'occasion : « On change les choses par la fête et on se la spécifie dans la discipline ».

Cette unanimité, dans la commission, sur autre chose que la question des lamentations ? Il faut noter que, en dehors de la commission — qui fixe le programme — une pétition transmise à l'Etat — avec l'appui de vingt-quatre signatures, — les historiens et géographes — proposent rien d'autre que le retour au statu quo.

« Non, ce n'est pas un
d'arrière-garde, comme M. F.
Nous ne battons pas
obtenir ici ou là une heure
Nous relâchons nos disciples
matière à option ». C
un outil pédagogique irrempla
au même titre que les

ROGER CANS

En 1918, pendant le groupe quelque 10 000 les historiens et géographes compte la France.

**SCIENCES DE L'EAU ET GESTION IMMOBILIÈRE :
DEUX SPÉCIALITÉS DE L'UNIVERSITÉ DE LIMOGES**

« Nous nous attachons, au cours des études de marché systématiques, à créer à Limoges des pôles spécifiques qui ont pour but de développer la production et la consommation de produits nouveaux », déclare vendredi 16 décembre M. Pierre Fauchald, président de l'université de Limoges, qui présente les filières à finalité pédagogique, les centres de recherches et les pôles de production de quelques entreprises de la capitale limousine. Parmi les industries agricoles et agro-alimentaires, la céramique et les matériaux, la chimie, l'électronique et les communications, la mécanique, la billetterie, l'administration économique et sociale, de la santé, l'application de la recherche aux langues étrangères, les sciences appliquées, les arts et les sciences de l'eau, et de l'environnement.

**M. HABY ENVISAGE DE CRÉER
UNE CATÉGORIE DE PERSONNELS
ENTRE LES INSTITUTEURS
ET LES INSPECTEURS**

[illegible]

En revanche, M. JARRY pense que les collèges d'un pays particulier ont des caractéristiques qui leur sont propres : chefs d'établissements expérimentés, degré de maturité des problèmes. D'abord, les écoles ne sont pas des établissements publics, à la différence des lycées et collèges, et les dimensions non plus ne sont pas comparables : dix-sept écoles ont moins de cinq classes, deux en ont entre six et vingt.

**GESTION IMMOBILIÈRE :
UNIVERSITÉ DE LIMOGES**

Dans le secteur de l'immobilier, par exemple, les études de marché démontrent que les professions intéressées ont en 1988 chaque année de 300 à 400 cadres moyens et de 70 à 100 cadres supérieurs. L'université de Limoges en forme 30 à 35 par an.

Dans le **domaine** de l'eau, 54 étudiants ont été diplômés depuis 1973 et ils ont tous trouvé un emploi adapté à leur formation. Imitant l'exemple de Delft aux Pays-Bas, les responsables de l'université de Limoges souhaitent désormais former les étudiants (français et étrangers) avec des matériels (stations d'épuration) et des équipements modernes, à l'usage et en vraie grandeur.



MÉDECINE

Le salariat, cette trahison

Étrange effet que celui du doctorat. Certains qui a été licencié, à l'âge de quarante-cinq ans, de l'hôpital de Tournefort (Seine-et-Marne), à la fin de la période d'essai d'un exercice de huit ans d'exercice comme chirurgien, ont été réembauchés au même poste, mais à un salaire inférieur. Le docteur qui entravait le fonctionnement de l'hôpital, un hôpital public, pourtant, la fin d'occupation de 10 % du chirurgien, mais la fin de la période d'essai, le docteur, un employeur, un liquidateur judiciaire, gestionnaire de l'hôpital, depuis janvier 1977, n'a pas pu le réembaucher. Le docteur, un employeur, un liquidateur judiciaire, gestionnaire de l'hôpital, depuis janvier 1977, n'a pas pu le réembaucher.

« Les choses sont assez simples en fait, affirme le docteur Alamovitch, c'est simple, mais il y a un détail, c'est que l'exercice de la médecine est une activité à caractère dégradé. » L'établissement, qui était jusqu'en 1975 une clinique à but non lucratif gérée par la famille Rothschild, devient, à la suite d'un rachat, d'un établissement à but lucratif, ce qui a entraîné la dégradation de la médecine.

Le docteur Alamovitch, sociologue de la médecine, fut réembauché par beaucoup comme un

CARNET

Noissances

— M. et Mme Christiane de la Roche, 14 rue d'Annonciation, 75008 Paris, ont eu le 14 décembre 1977, un fils, Baptiste, 44, rue de la Quintinie, 75008 Paris.

— M. et Mme Roger Pillaud, 1, rue de la Marne, 21000 Dijon, ont eu le 14 décembre 1977, un fils, Baptiste, 44, rue de la Quintinie, 75008 Paris.

Fiançailles

— M. et Mme Roger Pillaud, 1, rue de la Marne, 21000 Dijon, ont eu le 14 décembre 1977, un fils, Baptiste, 44, rue de la Quintinie, 75008 Paris.

Mariages

— M. et Mme Roger Pillaud, 1, rue de la Marne, 21000 Dijon, ont eu le 14 décembre 1977, un fils, Baptiste, 44, rue de la Quintinie, 75008 Paris.

Décès

— M. et Mme Christiane de la Roche, 14 rue d'Annonciation, 75008 Paris, ont eu le 14 décembre 1977, un fils, Baptiste, 44, rue de la Quintinie, 75008 Paris.

— M. et Mme Roger Pillaud, 1, rue de la Marne, 21000 Dijon, ont eu le 14 décembre 1977, un fils, Baptiste, 44, rue de la Quintinie, 75008 Paris.

Fiançailles

— M. et Mme Roger Pillaud, 1, rue de la Marne, 21000 Dijon, ont eu le 14 décembre 1977, un fils, Baptiste, 44, rue de la Quintinie, 75008 Paris.

Mariages

— M. et Mme Roger Pillaud, 1, rue de la Marne, 21000 Dijon, ont eu le 14 décembre 1977, un fils, Baptiste, 44, rue de la Quintinie, 75008 Paris.

Décès

— M. et Mme Christiane de la Roche, 14 rue d'Annonciation, 75008 Paris, ont eu le 14 décembre 1977, un fils, Baptiste, 44, rue de la Quintinie, 75008 Paris.

Fiançailles

— M. et Mme Roger Pillaud, 1, rue de la Marne, 21000 Dijon, ont eu le 14 décembre 1977, un fils, Baptiste, 44, rue de la Quintinie, 75008 Paris.

Mariages

— M. et Mme Roger Pillaud, 1, rue de la Marne, 21000 Dijon, ont eu le 14 décembre 1977, un fils, Baptiste, 44, rue de la Quintinie, 75008 Paris.

Décès

— M. et Mme Christiane de la Roche, 14 rue d'Annonciation, 75008 Paris, ont eu le 14 décembre 1977, un fils, Baptiste, 44, rue de la Quintinie, 75008 Paris.

Fiançailles

— M. et Mme Roger Pillaud, 1, rue de la Marne, 21000 Dijon, ont eu le 14 décembre 1977, un fils, Baptiste, 44, rue de la Quintinie, 75008 Paris.

Mariages

— M. et Mme Roger Pillaud, 1, rue de la Marne, 21000 Dijon, ont eu le 14 décembre 1977, un fils, Baptiste, 44, rue de la Quintinie, 75008 Paris.

Décès

— M. et Mme Christiane de la Roche, 14 rue d'Annonciation, 75008 Paris, ont eu le 14 décembre 1977, un fils, Baptiste, 44, rue de la Quintinie, 75008 Paris.

Visites et conférences

MARDI 20 DÉCEMBRE
VISITES GUIDÉES ET PROMENADES. — 15 h, 34, boulevard de la Chapelle, M. et Mme Christiane de la Roche, 14 rue d'Annonciation, 75008 Paris, ont eu le 14 décembre 1977, un fils, Baptiste, 44, rue de la Quintinie, 75008 Paris.

Remerciements

— M. et Mme Roger Pillaud, 1, rue de la Marne, 21000 Dijon, ont eu le 14 décembre 1977, un fils, Baptiste, 44, rue de la Quintinie, 75008 Paris.

Messes

— M. et Mme Christiane de la Roche, 14 rue d'Annonciation, 75008 Paris, ont eu le 14 décembre 1977, un fils, Baptiste, 44, rue de la Quintinie, 75008 Paris.

Communications diverses

— M. et Mme Roger Pillaud, 1, rue de la Marne, 21000 Dijon, ont eu le 14 décembre 1977, un fils, Baptiste, 44, rue de la Quintinie, 75008 Paris.

LA SEMAINE DE LA BONTÉ

— M. et Mme Christiane de la Roche, 14 rue d'Annonciation, 75008 Paris, ont eu le 14 décembre 1977, un fils, Baptiste, 44, rue de la Quintinie, 75008 Paris.

Remerciements

— M. et Mme Roger Pillaud, 1, rue de la Marne, 21000 Dijon, ont eu le 14 décembre 1977, un fils, Baptiste, 44, rue de la Quintinie, 75008 Paris.

Messes

— M. et Mme Christiane de la Roche, 14 rue d'Annonciation, 75008 Paris, ont eu le 14 décembre 1977, un fils, Baptiste, 44, rue de la Quintinie, 75008 Paris.

Communications diverses

— M. et Mme Roger Pillaud, 1, rue de la Marne, 21000 Dijon, ont eu le 14 décembre 1977, un fils, Baptiste, 44, rue de la Quintinie, 75008 Paris.

AÉRONAUTIQUE

Après les discussions franco-britanniques sur un nouvel avion civil

La contre-attaque des industries américaines

Quelques jours, à peine, après la visite, à Londres, de M. Robert McNamara, directeur général de la défense américaine, le premier ministre britannique, Harold Wilson, a annoncé la mise en œuvre d'une coopération aéronautique entre le Royaume-Uni et les États-Unis. Cette contre-attaque des industries américaines, qui vise à empêcher la mise en œuvre d'un projet de coopération franco-britannique, a été lancée par le gouvernement américain.

Le projet de coopération franco-britannique, qui vise à développer un avion de ligne à deux moteurs, a été annoncé par le gouvernement britannique en septembre 1977. Ce projet, qui est soutenu par le gouvernement français, vise à créer une nouvelle compagnie aérienne européenne, capable de concurrencer les compagnies américaines et japonaises.

Le gouvernement américain, qui a toujours été hostile à la coopération franco-britannique, a réagi en lançant une contre-attaque. Il a annoncé la mise en œuvre d'un programme de coopération aéronautique avec le Royaume-Uni, qui vise à développer un avion de ligne à deux moteurs, capable de concurrencer les avions français et japonais.

Le projet de coopération franco-britannique, qui vise à développer un avion de ligne à deux moteurs, a été annoncé par le gouvernement britannique en septembre 1977. Ce projet, qui est soutenu par le gouvernement français, vise à créer une nouvelle compagnie aérienne européenne, capable de concurrencer les compagnies américaines et japonaises.

Le gouvernement américain, qui a toujours été hostile à la coopération franco-britannique, a réagi en lançant une contre-attaque. Il a annoncé la mise en œuvre d'un programme de coopération aéronautique avec le Royaume-Uni, qui vise à développer un avion de ligne à deux moteurs, capable de concurrencer les avions français et japonais.

« CONCORDE »

INTERDIT À NEW-YORK À PARTIR DE 1985

NEW-YORK (A.F.P., Reuters). — Les autorités portuaires de New-York ont décidé, le 18 décembre 1977, d'interdire à partir de 1985, l'atterrissage des Concorde sur l'aéroport de New-York.

Cette décision, qui est motivée par des considérations de sécurité, a été prise par les autorités portuaires de New-York. Elle s'applique à tous les avions de ligne, mais elle est particulièrement restrictive pour les Concorde.

Le gouvernement britannique, qui a toujours été hostile à la coopération franco-britannique, a réagi en lançant une contre-attaque. Il a annoncé la mise en œuvre d'un programme de coopération aéronautique avec le Royaume-Uni, qui vise à développer un avion de ligne à deux moteurs, capable de concurrencer les avions français et japonais.

Le « train du ciel » entre Londres et Los Angeles

— M. et Mme Christiane de la Roche, 14 rue d'Annonciation, 75008 Paris, ont eu le 14 décembre 1977, un fils, Baptiste, 44, rue de la Quintinie, 75008 Paris.

Fiançailles

— M. et Mme Roger Pillaud, 1, rue de la Marne, 21000 Dijon, ont eu le 14 décembre 1977, un fils, Baptiste, 44, rue de la Quintinie, 75008 Paris.

Mariages

— M. et Mme Roger Pillaud, 1, rue de la Marne, 21000 Dijon, ont eu le 14 décembre 1977, un fils, Baptiste, 44, rue de la Quintinie, 75008 Paris.

Décès

— M. et Mme Christiane de la Roche, 14 rue d'Annonciation, 75008 Paris, ont eu le 14 décembre 1977, un fils, Baptiste, 44, rue de la Quintinie, 75008 Paris.

Venez apprendre la mer avec nous.

Aux Éditions Maritimes et d'Outre-Mer, 17, rue Jacob, à Paris, vous apprendrez la mer avec nous.

Une galerie

consacrée au monde de la mer.

Des cours audio-visuels

de formation à la navigation.

Une galerie

consacrée au monde de la mer.

Des cours audio-visuels

de formation à la navigation.

Une galerie

consacrée au monde de la mer.

Des cours audio-visuels

de formation à la navigation.

A DATER D'AUJOURD'HUI

SOLDES

a la boutique

fouks

7, AV-VICTOR HUGO - Paris 16

CLOTURE DES JEUX MARDI APRÈS-MIDI

Notices à votre disposition chez les dépositaires

LOTO

La femme est plus précieuse que l'homme

Le boîtier de la Lady-Datejust est sculpté dans un unique bloc d'acier ou d'or 18 carats. Tout comme celui des Rolex pour homme, étanche jusqu'à 50 m de profondeur, elle résiste aux très grands chocs.

En un mot la Rolex pour femme, c'est la Rolex pour homme. En plus petit.

Lady-Datejust. Une Rolex mente le prestige dont elle jouit.

ROLEX

Le titre de champion de France

Le titre de champion de France, qui est le plus prestigieux des titres sportifs, a été attribué à M. et Mme Christiane de la Roche, 14 rue d'Annonciation, 75008 Paris, pour leur fils, Baptiste, 44, rue de la Quintinie, 75008 Paris.

Remerciements

— M. et Mme Roger Pillaud, 1, rue de la Marne, 21000 Dijon, ont eu le 14 décembre 1977, un fils, Baptiste, 44, rue de la Quintinie, 75008 Paris.

Messes

— M. et Mme Christiane de la Roche, 14 rue d'Annonciation, 75008 Paris, ont eu le 14 décembre 1977, un fils, Baptiste, 44, rue de la Quintinie, 75008 Paris.

Communications diverses

— M. et Mme Roger Pillaud, 1, rue de la Marne, 21000 Dijon, ont eu le 14 décembre 1977, un fils, Baptiste, 44, rue de la Quintinie, 75008 Paris.

LA SEMAINE DE LA BONTÉ

— M. et Mme Christiane de la Roche, 14 rue d'Annonciation, 75008 Paris, ont eu le 14 décembre 1977, un fils, Baptiste, 44, rue de la Quintinie, 75008 Paris.

Remerciements

— M. et Mme Roger Pillaud, 1, rue de la Marne, 21000 Dijon, ont eu le 14 décembre 1977, un fils, Baptiste, 44, rue de la Quintinie, 75008 Paris.

Messes

— M. et Mme Christiane de la Roche, 14 rue d'Annonciation, 75008 Paris, ont eu le 14 décembre 1977, un fils, Baptiste, 44, rue de la Quintinie, 75008 Paris.

Communications diverses

— M. et Mme Roger Pillaud, 1, rue de la Marne, 21000 Dijon, ont eu le 14 décembre 1977, un fils, Baptiste, 44, rue de la Quintinie, 75008 Paris.

LA SEMAINE DE LA BONTÉ

— M. et Mme Christiane de la Roche, 14 rue d'Annonciation, 75008 Paris, ont eu le 14 décembre 1977, un fils, Baptiste, 44, rue de la Quintinie, 75008 Paris.

Remerciements

— M. et Mme Roger Pillaud, 1, rue de la Marne, 21000 Dijon, ont eu le 14 décembre 1977, un fils, Baptiste, 44, rue de la Quintinie, 75008 Paris.

La 1^{re} fortune DES FRANÇAIS

UN TRAVAIL GIGANTESQUE

"Mathématicien et membre du Club de Rome, Robert Lattès publie son livre après une longue enquête de huit ans. Pour dissiper quelques illusions, détruire certains mythes."

(L'EXPRESS)

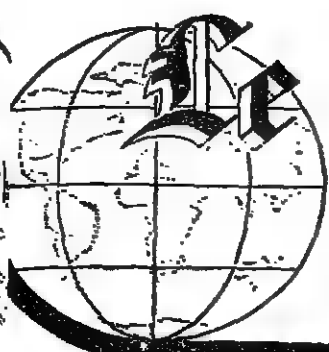
“Robert Lattès a voulu connaître les faits et les réalités qui se cachent derrière les mythes, et offrir à l’opinion une base chiffrée et rigoureuse de nature à éclairer honnêtement ce grand débat de société”.

(LE FIGARO)

"Rien de plus tabou en France que la fortune. Plus maintenant. Robert Lattès a lancé une opération-vérité. Et a fait de bien étonnantes découvertes".
(LE POINT)

- Qui possède quoi ?
- A combien peut-on évaluer la fraude fiscale ?
- Qui fraude ?
- A quel niveau peut-on situer la fuite des capitaux français à l'étranger ?
- En cas de réformes fiscales, combien payerez-vous ?...





Le Monde

DE L'ECONOMIE

Le bilan de l'année 1977

Ce bilan a été établi par le service économique et social du « Monde ».

La quatrième année de crise du monde occidental s'achève. Les signes annonciateurs d'une aube meilleure. Les pays de l'O.C.D.E., qui ont, par un frêle en 1977, rectifié au mieux leurs perspectives, ont maintenant une certaine prudence. Nul ne voit, il paraît, pourquoi ils devraient les économies capitalistes de l'engourdissement qui les a frappés l'année dernière.

Les Etats-Unis et le Japon font encore exception. C'est vrai, avec des croissances de 5 à 6 %. Mais ces rythmes, qui constituent guère le moyen terme, sont aujourd'hui sous le choc de la récession mondiale. Les deux géants, si longtemps portés par leur expansion, risquent de chuter en 1978. Partout ailleurs, une allée vers le bas, succédant à une reprise de 1977, est à attendre. Elle-même consécutive à des années de recul, elle provoque un chômage important, puisqu'elle reste inférieure au gain net de productivité, pourtant en baisse. Le nombre des chômeurs dans l'O.C.D.E. est ainsi passé de 10 à 12 millions.

L'engourdissement progressif des économies occidentales s'étend à nos yeux, mélangeant à l'effet de l'investissement, une baisse de la consommation, en

réduisant l'activité — donc les salaires — des industries d'équipement. La demande interne, limitée par la langueur générale (qui pèse sur les exportations) aussi bien que par les mesures d'austérité des plans gouvernementaux, manque d'impulsion. Le monde agit de la sorte, les protections aux frontières se multiplient, rendant plus difficile la pénétration sur des marchés déjà saturés.

L'engourdissement n'affecte pas que les productions ou leur consommation. Les réformes

économiques, en fait, moins nombreuses, les salaires, moins élevés, les investissements, moins fréquents en période de crise, sont eux-mêmes limités et suivent le fait des Etats-Unis, Grande-Bretagne, France) plus qu'il n'est des hommes d'affaires. Dans cette crise, pas même les salaires — plus longue, mais moins aiguë, — 1977 apporte

l'effet qu'une croissance du type ancien, ralentie par les deux tiers, mais assortie de réajustements monétaires permanents, de sous-emploi dramatique et d'inflation persistante, sans changement de structures véritables.

La situation s'analyse plus raisonnablement comme une prolongation de la crise — qui commence à toucher les pays de l'Est européen, par le biais des échanges, des prix, voire de la production. Prolongation due pour une bonne part à l'irruption d'industries du tiers-monde sur les marchés (souvent sous une bannière supranationale), à leur essor, au fait que les mécanismes régulateurs d'autant plus faibles, en contrôlant mieux leurs économies, en les soumettant à des pressions plus graves, les ont rendus plus vulnérables.

Une nouvelle logique de la mondialisation tend à se révéler. Qui pourrait probablement une nouvelle finalité du développement. Or, au tout début de nombreuses inflexions aux objectifs traditionnels des économies développées et au comportement des peuples riches, trop habitués au gaspillage.

La question de ce « nouvel ordre économique », révisé par les humanistes du tiers-monde, peut prendre encore bien des années. Les échéances politiques prochaines permettront-elles de raccourcir les délais ?

L'ENGOURDISSEMENT

pendant longtemps développé trois fois plus vite que les productions nationales, le salariat s'essouffait à son tour, + 6 % maximum en 1977, contre 14 % l'an dernier. Les salaires de base, en fait, ont subi une baisse relative, car le coût de la vie a augmenté. Les salaires de base, en fait, ont subi une baisse relative, car le coût de la vie a augmenté. Les salaires de base, en fait, ont subi une baisse relative, car le coût de la vie a augmenté.

d'autres singularités : la baisse des prix se ralentit, mais peu ; les profits reprennent, mais lentement ; les salaires (hors bonus) en 1977, ont augmenté un peu partout ; les pays à croissance forte (DM, yen) continuent d'accumuler les déficits, tandis que les autres (notamment les Etats-Unis) voient leur déficit se réduire ; la balance des paiements, de 13 à 20 % en un an, se redresse.

LES FRUITS DE LA LANGUEUR

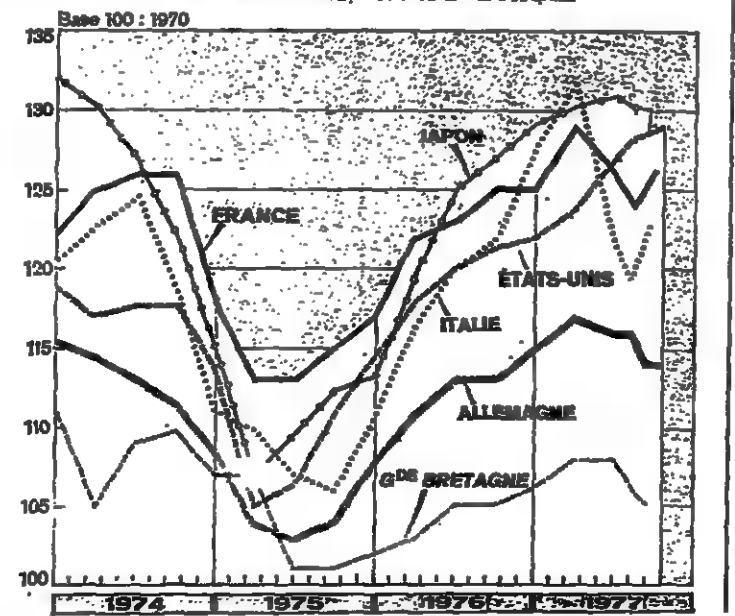
a reprise stoppée

A reprise de la production industrielle, qui s'était amorcée à la mi-1975 et suivie en 1976, a fait long feu en 1977, à peine les plus hautes valeurs atteintes. Les chiffres de la production industrielle de 1977-1978 ne sont pas à attendre. Dans les Etats-Unis, la production industrielle a reculé en 1977, dans la plupart des pays industrialisés, la reprise a été stoppée. En France, la production industrielle a reculé en 1977, dans la plupart des pays industrialisés, la reprise a été stoppée.

La production industrielle a reculé en 1977, dans la plupart des pays industrialisés, la reprise a été stoppée. En France, la production industrielle a reculé en 1977, dans la plupart des pays industrialisés, la reprise a été stoppée. En France, la production industrielle a reculé en 1977, dans la plupart des pays industrialisés, la reprise a été stoppée.

EN U.R.S.S., la production industrielle a reculé en 1977, dans la plupart des pays industrialisés, la reprise a été stoppée.

PRODUCTION INDUSTRIELLE SEULS LES ETATS-UNIS



Le chômage aggravé

SEIZ millions de chômeurs, dont 10 millions de jeunes de moins de vingt-cinq ans, dans les pays membres de l'O.C.D.E. ; six millions de chômeurs, dont 3 millions de jeunes, dans les pays de l'Europe du Nord ; le chômage a baissé, en 1977, dans les pays industrialisés, mais les divers plans de lutte contre le chômage, en cours, ne peuvent que limiter son accroissement.

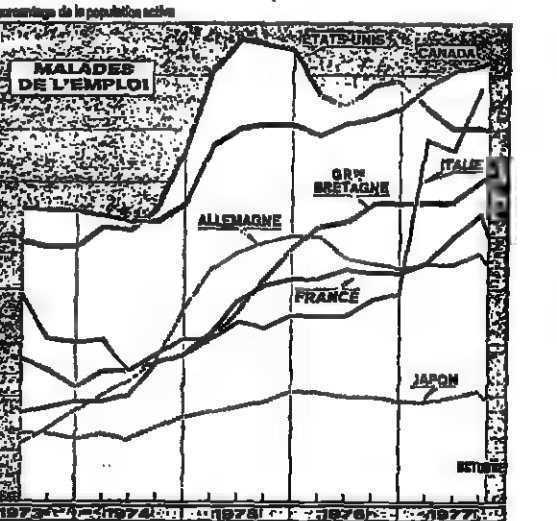
En 1977, le chômage a baissé, en 1977, dans les pays industrialisés, mais les divers plans de lutte contre le chômage, en cours, ne peuvent que limiter son accroissement. En 1977, le chômage a baissé, en 1977, dans les pays industrialisés, mais les divers plans de lutte contre le chômage, en cours, ne peuvent que limiter son accroissement.

Cette situation a été aggravée par la baisse des prix, qui a entraîné une réduction des salaires, et par la baisse des investissements, qui a entraîné une réduction de la production. Cette situation a été aggravée par la baisse des prix, qui a entraîné une réduction des salaires, et par la baisse des investissements, qui a entraîné une réduction de la production.

La situation s'analyse plus raisonnablement comme une prolongation de la crise — qui commence à toucher les pays de l'Est européen, par le biais des échanges, des prix, voire de la production. Prolongation due pour une bonne part à l'irruption d'industries du tiers-monde sur les marchés (souvent sous une bannière supranationale), à leur essor, au fait que les mécanismes régulateurs d'autant plus faibles, en contrôlant mieux leurs économies, en les soumettant à des pressions plus graves, les ont rendus plus vulnérables.

Une nouvelle logique de la mondialisation tend à se révéler. Qui pourrait probablement une nouvelle finalité du développement. Or, au tout début de nombreuses inflexions aux objectifs traditionnels des économies développées et au comportement des peuples riches, trop habitués au gaspillage.

La question de ce « nouvel ordre économique », révisé par les humanistes du tiers-monde, peut prendre encore bien des années. Les échéances politiques prochaines permettront-elles de raccourcir les délais ?



Le protectionnisme relancé

Nous sommes entrés dans une période de protectionnisme relancé. Les Etats-Unis ont révisé leur système de douanes, et les autres pays ont suivi. Les Etats-Unis ont révisé leur système de douanes, et les autres pays ont suivi. Les Etats-Unis ont révisé leur système de douanes, et les autres pays ont suivi.

Les Etats-Unis ont révisé leur système de douanes, et les autres pays ont suivi. Les Etats-Unis ont révisé leur système de douanes, et les autres pays ont suivi. Les Etats-Unis ont révisé leur système de douanes, et les autres pays ont suivi.

Les Etats-Unis ont révisé leur système de douanes, et les autres pays ont suivi. Les Etats-Unis ont révisé leur système de douanes, et les autres pays ont suivi. Les Etats-Unis ont révisé leur système de douanes, et les autres pays ont suivi.

Super Cagno des Etrangers

3 000 000

FACE A UN DOUBLE DÉFI

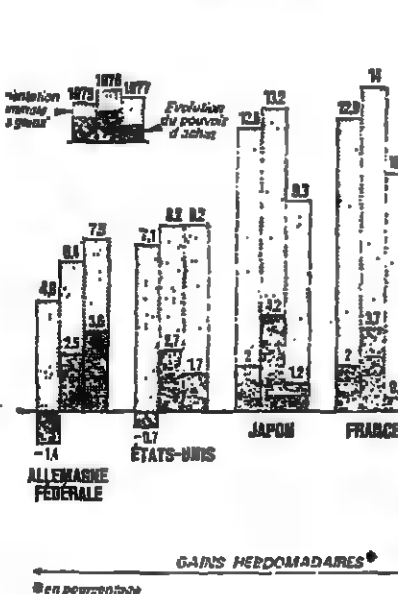
SALAIRES : coup de frein

A reprise l'activité en 1976, qui avait permis aux salariés de retrouver une certaine liberté de mouvement, le coup de la salarisation est ralenti. D'autant que les gouvernements, pour re-

LEU DE CONFIANTS SOCIAUX

L'augmentation du chômage dans la plupart des pays développés explique le doute pour une large part que 1977 ait été une année calme que les précédentes. En France, la tradition est de voir comme en France et au Japon, les États-Unis, les grands pays, les premiers à se relever. En France, le chômage a augmenté de 1,5 point, le Japon de 1,2 point, les États-Unis de 1,1 point. En France, le chômage a augmenté de 1,5 point, le Japon de 1,2 point, les États-Unis de 1,1 point. En France, le chômage a augmenté de 1,5 point, le Japon de 1,2 point, les États-Unis de 1,1 point.

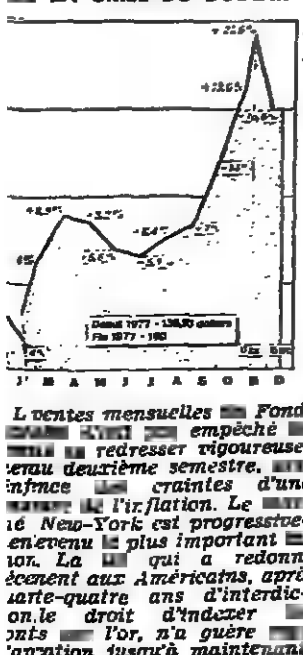
LE POUVOIR D'ACHAT ÉRODÉ



ROFITS : amélioration ralentie

L'INDUSTRIE a-t-elle continué en 1977 d'améliorer ses profits, après une année d'augmentation favorable ? La question est à poser, car la condition nécessaire

L'OR STIMULÉ LA CRISE DU DOLLAR



l'auto-financement des entreprises et améliorer la compétitivité des produits à l'exportation, les gouvernements ont cherché à freiner l'évolution des coûts salariaux. Ainsi, en France, le plan 1977 a réduit de près de quatre points la progression des salaires entre septembre 1976 et septembre 1977. En Allemagne, la réduction du gain nominal des ouvriers a été de 1,5 %, ce qui correspond à la plus faible augmentation des salaires enregistrée depuis 1970. En Grande-Bretagne, les salaires ont augmenté de 1,5 %, ce qui correspond à la plus faible augmentation des salaires enregistrée depuis 1970. En Italie, les salaires ont augmenté de 1,5 %, ce qui correspond à la plus faible augmentation des salaires enregistrée depuis 1970.

Si l'on excepte les Italiens, pour lesquels on ne dispose que de taux de salaires horaires de valeur incertaine, les Allemands qui ont le plus traversé l'important, ils ont vu leur pouvoir d'achat augmenter de 4,4 %, contre 3,5 % pour les Français et 3,2 % pour les Britanniques.

Un réajustement de la dette extérieure est également possible, ce qui concerne les pays de l'Est. Leur dette, qui aura atteint quelque 50 milliards de dollars en 1977, pourrait s'élever à 80 milliards à la fin de la décennie. Jusqu'ici, compte tenu du potentiel économique des pays du G7, la dette n'est pas un problème. Mais, si l'économie passe par un développement de leur ventes à l'ouest, ce qui se heurte à de nombreuses difficultés.

À côté de ces grands débiteurs, le Portugal, le Norvège, la France, ont également des emprunts sur le marché international des capitaux. Dans le futur, les emprunts de ces pays pourraient être réduits, ce qui leur permettrait d'accumuler des devises, ce qui ne serait pas forcément recelée, l'essentiel des fonds étant placé à court terme. Le monde est sur un volcan financier.

Le dialogue Nord-Sud qui s'est engagé à Paris à la fin de 1976, à l'initiative de la France, entre les sept pays (sept industrialisés et dix-neuf en développement) participant à la « Conférence sur la coopération économique internationale », a pris fin en 1977. Malgré les espoirs mis dans le nouveau président des États-Unis, dont les premières paroles laissent présager une attitude plus ouverte à l'égard du tiers-monde, et malgré les négociations acharnées de la dernière minute lors de la session de clôture de la C.C.E.I. début juin à Paris, le dialogue n'a pas abouti. Les pays pauvres ont refusé un accord quelconque capable de préfigurer un « nouvel ordre économique international ».

2. — Maintenir les échanges en réduisant les déficits

COMMERCE : la loi des plus forts

Le ralentissement de la croissance, lié par ailleurs à l'adoption de politiques restrictives, a entraîné, de façon générale, une amélioration des balances commerciales des grands pays. Ce redressement s'explique surtout par une décelération des achats à l'étranger, qui, pour les nations industrialisées, avarié augmenté en volume de 6 % seulement entre 1976 et 1977, et dans une moindre mesure, par une bonne tenue des exportations.

Une exception de taille, toutefois : les États-Unis, qui ont vu leurs importations, gonflées notamment par le pétrole, augmenter de 13 % en volume, alors que les exportations ont stagné. Résultat : le déficit commercial a triplé d'une année sur l'autre.

À l'inverse, l'excédent des échanges commerciaux du Japon a pratiquement doublé entre 1976 et 1977. Deuxième pays fort, l'Allemagne fédérale a, malgré la réévaluation du deutschemark, conservé, à la même hauteur, un solide positif, équivalent au surplus japonais. Logiquement, les deux nations les plus armées pour la guerre commerciale ont conservé ou accru leurs avantages.

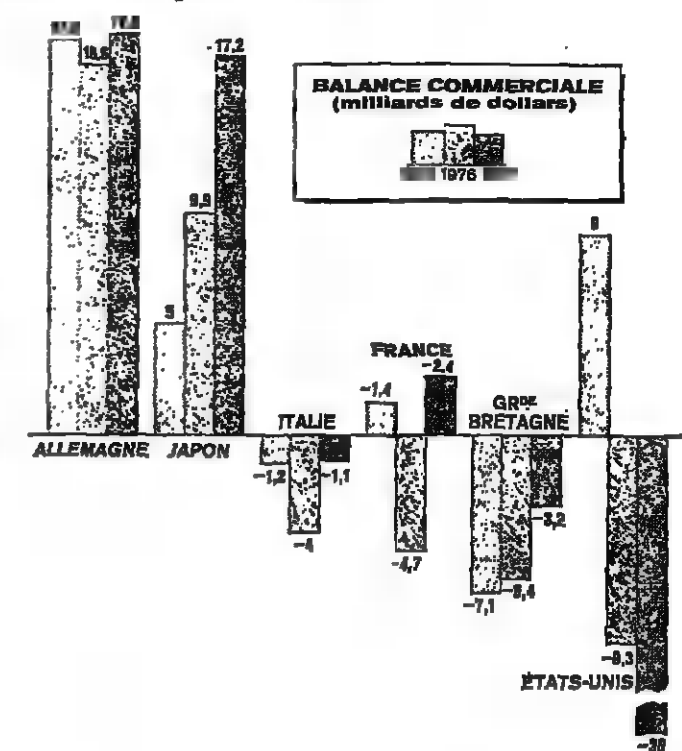
Sur deux points, cependant, l'accord multilatéral (qui sert de cadre aux accords bilatéraux) s'éloigne des règles traditionnelles. Le GATT, qui prévoit une limitation quantitative de la progression des importations (+ 6 % par an en principe, mais la C.E.E. a obtenu des dérogations dans le sens de la baisse) : 1) Les mesures de sauvegarde sont à caractère discriminatoire ; 2) Les mesures de sauvegarde sont à caractère discriminatoire ; 3) Les mesures de sauvegarde sont à caractère discriminatoire.

Comme l'affaire « textile » en est l'illustration, c'est évidemment dans les secteurs dont la récession a entraîné la chute structurelle que s'exercent, avec les plus divers, les règlements des importations. Les Américains

L'échec du dialogue Nord-Sud

mun pour la stabilisation des matières premières. Pour les pays en développement, seuls au sein du G77, un accord bilatéral est, au contraire, indispensable. C'est pourquoi, lors de la session de clôture de la C.C.E.I. au début de septembre, les pays du tiers-monde ont refusé un accord quelconque capable de préfigurer un « nouvel ordre économique international ».

livre et de la lire à un taux pour payer des parts de travail. Les échanges commerciaux ont dépassé 1 000 milliards de dollars en 1977, les exportations ont augmenté de 11 %, les importations de 13 %, ce qui correspond à une augmentation de 2 % du volume des échanges. Cette évolution moyenne masque, cependant, des écarts importants. Les échanges commerciaux de l'O.C.D.E., dans leur ensemble, ont enregistré un déficit supérieur à celui de 1976, soit quelque 24 milliards de dollars. Le déséquilibre des pays en développement a diminué de façon symétrique, revenant de 24 à 10 milliards de dollars.



La lutte contre le protectionnisme : aménager les règles pour ne pas trop continger

À l'heure où la loi des plus forts s'applique, les règles pour ne pas trop continger les échanges (orderly marketing agreements) sont de plus en plus importantes. Les Européens concluent des accords volontaires, mais les Japonais, qui ont le plus de parts de marché, refusent de signer des accords qui leur feraient perdre des parts de marché.

Il y avait un « préalable » à l'ouverture de la dernière phase des négociations à Genève : le renouvellement pour une période de quatre ans (1978-1982), de l'accord multilatéral de 1973, destiné à freiner le développement des exportations de textile des pays du tiers-monde. Cet obstacle sera vraisemblablement levé le 20 décembre à Bruxelles quand la C.E.E. aura donné son accord final après avoir réglé les questions d'importation avec vingt-sept pays fournisseurs (dont Hongkong et la Corée du Sud).

Sur deux points, cependant, l'accord multilatéral (qui sert de cadre aux accords bilatéraux) s'éloigne des règles traditionnelles. Le GATT, qui prévoit une limitation quantitative de la progression des importations (+ 6 % par an en principe, mais la C.E.E. a obtenu des dérogations dans le sens de la baisse) : 1) Les mesures de sauvegarde sont à caractère discriminatoire ; 2) Les mesures de sauvegarde sont à caractère discriminatoire ; 3) Les mesures de sauvegarde sont à caractère discriminatoire.

Comme l'affaire « textile » en est l'illustration, c'est évidemment dans les secteurs dont la récession a entraîné la chute structurelle que s'exercent, avec les plus divers, les règlements des importations. Les Américains

environ 50 milliards de dollars. Les points les plus sensibles sont encore les textiles : les accords multilatéraux de 1973, destinés à freiner le développement des exportations de textile des pays du tiers-monde, ont été renouvelés pour une période de quatre ans (1978-1982).

● **ACIER** : la C.E.E. a renouvelé, pour 1978, l'accord de limitation volontaire conclu avec les Japonais, mais il n'existe jusqu'à maintenant aucun système de limitation pour les importations d'autres provenances (les licences sont attribuées à des sociétés statistiques). Cette liberté a eu pour effet de réduire à néant les effets du plan d'aide à la sauvegarde de la production. Les États-Unis imposent, à partir de février 1978, des prix de référence, toute importation facturée au-dessous du prix de référence sera considérée comme une vente à dumping (à moins qu'elle ne soit soumise à des mesures de sauvegarde).

● **CHANTIERS NAVALS** : les Japonais ont obtenu, en février 1977, l'accord de limitation volontaire de leur production de navires de guerre.

ÉNERGIE : accords et contretemps

SIX ans après la signature de l'accord de 1971, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (O.P.E.P.) a réuni à Paris, le 15 décembre, une conférence pour discuter de la hausse des prix du pétrole. L'Arabie saoudite a été l'initiateur de la hausse, mais elle a été suivie par tous les autres pays membres de l'O.P.E.P. La hausse a été de 10 % pour le pétrole brut, de 15 % pour le pétrole raffiné, et de 20 % pour le pétrole lourd.

Des tensions se sont créées entre les pays producteurs et les pays consommateurs. Les pays producteurs ont demandé une augmentation de 10 % des prix, mais les pays consommateurs ont refusé. Les pays producteurs ont alors décidé de réduire leur production de 5 %.

Cette réduction de production a entraîné une augmentation des prix du pétrole. Les pays consommateurs ont alors décidé de réduire leur consommation de 5 %.

C'est ce qui a amené le président Carter à déclarer, en janvier 1978, que les États-Unis étaient entrés dans une « crise énergétique ».

● **ROULEMENTS À BILLES** : la C.E.E. a imposé une taxe de 20 %, de février à août, sur les importations japonaises.

● **TELEVISION EN COULEUR** : le tribunal des douanes a rejeté la demande de la télévision japonaise de réduire ses droits de douane. La Commission européenne a refusé de réduire de 60 % la capacité de production de la C.E.E.

● **CHANTIERS NAVALS** : les Japonais ont obtenu, en février 1977, l'accord de limitation volontaire de leur production de navires de guerre.

● **ACIER** : la C.E.E. a renouvelé, pour 1978, l'accord de limitation volontaire conclu avec les Japonais, mais il n'existe jusqu'à maintenant aucun système de limitation pour les importations d'autres provenances (les licences sont attribuées à des sociétés statistiques). Cette liberté a eu pour effet de réduire à néant les effets du plan d'aide à la sauvegarde de la production. Les États-Unis imposent, à partir de février 1978, des prix de référence, toute importation facturée au-dessous du prix de référence sera considérée comme une vente à dumping (à moins qu'elle ne soit soumise à des mesures de sauvegarde).

● **CHANTIERS NAVALS** : les Japonais ont obtenu, en février 1977, l'accord de limitation volontaire de leur production de navires de guerre.

● **ACIER** : la C.E.E. a renouvelé, pour 1978, l'accord de limitation volontaire conclu avec les Japonais, mais il n'existe jusqu'à maintenant aucun système de limitation pour les importations d'autres provenances (les licences sont attribuées à des sociétés statistiques). Cette liberté a eu pour effet de réduire à néant les effets du plan d'aide à la sauvegarde de la production. Les États-Unis imposent, à partir de février 1978, des prix de référence, toute importation facturée au-dessous du prix de référence sera considérée comme une vente à dumping (à moins qu'elle ne soit soumise à des mesures de sauvegarde).

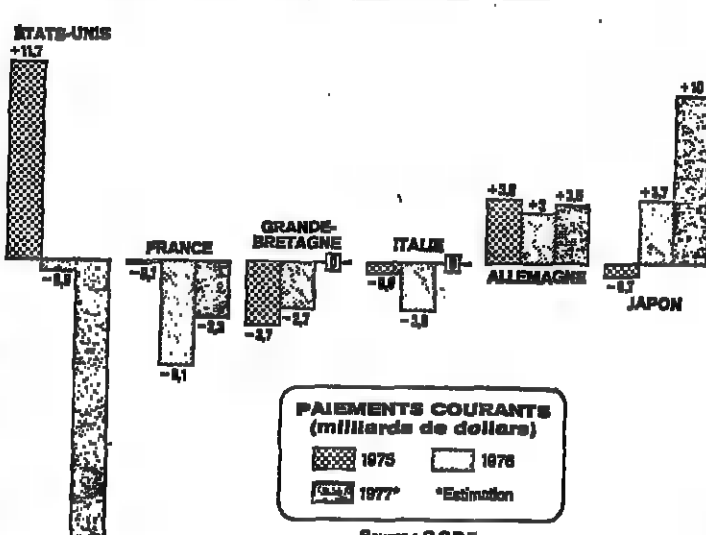
● **CHANTIERS NAVALS** : les Japonais ont obtenu, en février 1977, l'accord de limitation volontaire de leur production de navires de guerre.

La nouvelle crise du dollar

se réduire à recommencé à se gonfler, passant en rythme annuel de 11 milliards de dollars au troisième trimestre à 60 milliards au troisième). La hausse des taux d'intérêt a été

La baisse du dollar n'a rien de mystérieux. L'investissement spectaculaire de l'Etat dans les paiements courants des Etats-Unis (voir deuxième part) rend le dollar plus vulnérable. En avril, les moyens de paiement mis en circulation ont augmenté de moins de 1 à 10 % au rythme annuel, bien au-delà des objectifs fixés (entre 4 et 6 %). Les mouvements de capitaux au troisième trimestre ont renforcé l'influence d'un brusque renversement de la tendance dans les finances publiques. Le déficit qui ne cessait

Jamais encore le régime des changes n'avait été marqué par des interventions bancares. Dans la période allant du 1^{er} août au 31 octobre, ce : les banques ont porté (sur-) les milliards de dollars, les opérations par les pays n'ont représenté que des millions, soit 0,2 % de ce chiffre. Les Etats-Unis ont donc bien joué leur rôle à leur politique

[illegible]

des États-Unis est passé d'un milliard de dollars en 1971 (1,4 milliard de dollars) à quelque 18 milliards de dollars cette année. Ce n'est sans doute pas un record, mais une augmentation importante est surtout au moment où l'afflux de capitaux (européens et arabes) vers les États-Unis a commencé à diminuer. Comme les Américains ont le privilège de faire leurs importations de pétrole à leur propre monnaie, ils ne sont pas confrontés au problème de financement que l'augmentation des dépenses en dollars entraîne à l'étranger, quand cela peut être négligé, car il suffit qu'une petite fraction soit convertie en dollars pour que le présent et l'avenir soient assurés (voir d'autres pages).

C'est à une impressionnante accélération (pour reprendre le terme) que l'on assiste dans le plus commercial des secteurs.

[illegible]

Les résultats moroses du « plan Barre »

Lignifère étranger en France. Le groupe américain Case-Tenasco a acquis une participation de 45 % dans Elftech ; la société britannique Burton Hepburn a pris le contrôle des raffineries françaises Elf-Elf ; les américains Dymalo ont racheté par l'intermédiaire Atomic, l'I.T.T., une entreprise de matériel téléphonique, le Sogyt ; l'Algérie a racheté une participation de 40 % à 60 % dans le Banque de Neuflize-Schlumberger-Maliat. Deux autres opérations du même type se sont vu attribuer un statut français : la pétrolière B.P., la compagnie britannique British Petroleum, qui a racheté la Rousselot, numéro un français de la gélatine, s'est vu préférer Elf-Chimie, filiale commune d'Elf-Aquitaine et Elf Total. De même, le groupe Germain, qui détenait autrefois une entreprise de la région U.C.F., a racheté la

Des **remplacements** importants ont eu lieu en 1977. Par exemple, dans le secteur public des engrais, l'Entreprise **nitrate** chimique a pris une participation au capital de C.D.F.-Chimie. L'élément essentiel a pris le caractère de Général Biscuit (belge). Notons aussi le rapprochement intervenu entre S.E.V.-Marchal et **Chimie** dans l'équipement automobile, ainsi que la fusion de Perrier et Prévail à l'Union chimie comarce.

Le C.C.F. a été créé par la fusion de la C.C.F. et de la C.C.F. et a pour objet de développer l'industrie et le commerce en France. Le C.C.F. a été créé par la fusion de la C.C.F. et de la C.C.F. et a pour objet de développer l'industrie et le commerce en France.

A trois mois des élections, le bilan que l'on peut faire de la situation économique reste morose.

■ LA PRODUCTION INDUSTRIELLE mondiale a connu son record de l'été 1974, mais elle n'avait jamais atteint ce niveau depuis la guerre. Cette situation est due aux pays de la plupart des grands pays d'Occident (+ 3 à 4 % en 1977). On a même constaté en 1977 une baisse de 5 % au-dessous du niveau de production mondiale. Le produit intérieur brut n'aura progressé que de 1 % (ou même moins) en 1977, alors que les autres grands pays du monde capitaliste ont fait mieux. Les États-Unis et la Grande-Bretagne ont même enregistré une

[illegible]

tions du second semestre a permis de se rapprocher de l'équilibre en fin d'année et de revenir en 1977 à quelque 15 milliards le chiffre commercial que la dépression avait porté à 20 milliards.

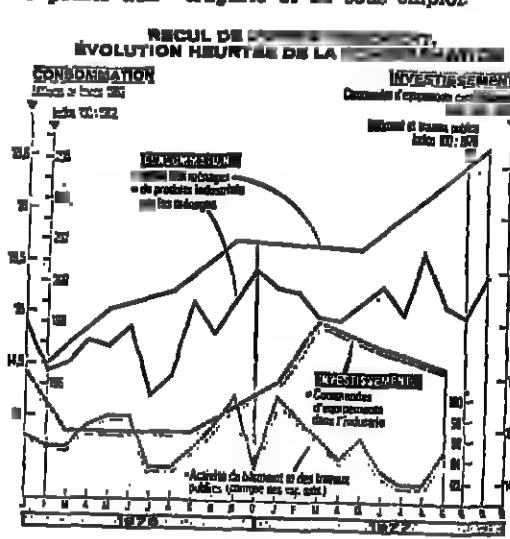
Cette prolongation de l'économie — aux effets particulièrement dramatiques dans le secteur des chantiers navals — a-t-elle eu au moins les résultats espérés par M. Mitterrand sur l'inflation et les chomages ?

■ **LES PRIX**, dont la hausse s'était ralentie au cours d'année, ont subi un choc à la réduction de la T.V.A., qui a recommencé à monter rapidement à l'automne ; l'année se termine avec une augmentation de 12,3 % de l'indice de la T.V.A., qui a fait chuter l'indice à 12 points, celle-ci aurait pu paradoxalement dépasser celle de 1976 !).

■ LE FRANC, stable par rapport au dollar — et même légèrement réévalué — a suivi celui-ci dans sa chute récente devant les monnaies fortes ; il a perdu cette semaine 8,3 % sur le dollar américain et 12,1 % sur le franc suisse. Cette déviation, favorable aux exportateurs, est majorée évidemment par la baisse des importations. Mais le maintien de taux d'intérêt élevés (supérieurs de 2 à 3 points aux

Après le boom » de l'automne 1976, l'investissement brutal s'est flechi : en 1977 mais pas tellement repris - un peu au premier trimestre 1978 ; il s'affaïssait à nouveau au fil des mois, les investissements d'équipement

taux ~~monétaires~~ la continuation d'un recours important à des emprunts étrangers (de la part des entreprises ~~françaises~~ notamment), le franc aurait certainement subi une forte dégradation ~~de sa valeur~~ élections. Cette situation, s'ajoutant à l'engourdissement qu'entraîne le plan Barret à l'attentisme ~~de la part~~ de l'incertitude politique, maintient l'économie française dans un état de fragilité et ~~de~~ sous-emploi.

[illegible]

L'ANNEE aura été marquée par un redressement des échanges extérieurs : la balance commerciale aura enregistré un **surplus** de **21,5 milliards** en 1977, après un **déficit** de **2,5 milliards** en septembre 1976 et un **déficit** de **1,5 milliard** en novembre, un **déficit** qui atteignait pour la première fois en 1977 **13,1 milliards** (contre **10,4 milliards** saisonniers).

Le **compte** **trésorier** aura stagné à l'étranger aux **mois** de **27 milliards** par **mois**, liée au **taux** **travaux** **de** **la** **monnaie** **française** **de** **l'ordre** **de** **l'exemple** **de** **ce** **qui** **a** **passé** **en** **Grande-Bretagne** **en** **Italie**, **les** **exportations** **ont** **mal-**

l'Etat s'est accompagné d'une mutation, en le transformant en un lieu d'échanges, où l'on trouve des biens et de l'équipement, mais au détriment des plans de consommation.

L'amélioration de la balance des paiements grâce à l'exportation d'importants crédits multilatéraux a été marquée par un certain renouveau géographique vers les pays membres de l'O.C.D.E., a entraîné une réduction du déficit de la balance des paiements courants. Le déficit des investissements directs a été en 1977 inférieur à 1 milliard (26 en 1976).

LE DEFICIT BUDGETAIRE
l'Etat, qui devrait être nul, aura
vraisemblablement 16 mil-
lards de francs en 1970, soit
peine moins qu'en 1969 (17,2).
En ce qui concerne les affaires, la
déclaration des importations, on
en effet, l'absence des droits d'importa-
tion et la T.V.A. et les droits de

économique, aggravation du chômage, dégradation des conditions de vie des populations. — On peut voir les traces de « plan Barre » de septembre 1976, mis à jour à plusieurs reprises, et qui a permis de constater que la France n'a pas augmenté le pouvoir d'achat de ses habitants en 1977, mais a atteint, puisque le gain réel par tête a été de 0,6 %, un gain net pas varié : + 0,6 %), en émettant le patronat à « dégrader les effectifs des firmes nationales et à licencier la main d'œuvre ». Le ministre a pesé sur les revenus, mais sur la « classe moyenne intérieure » ; la stabilisation de l'emploi a été obtenue par des mesures sup- plémentaires pour ce qui est de la production nationale. Prête de clients, les entreprises privées ont obtenu, à la fin de l'année, les firmes nationales ont augmenté (de 10 %) leurs investissements. De même, les entreprises ont obtenu deux fois moins que prévu, de 1976, de 1974.

Il ne faut pas que l'exportation se tire à la machine économique ; mais, du fait de la dépression de l'ensemble de l'Occident, les entreprises françaises de l'étranger n'ont progressé que de 10 %, au lieu de 20 % prévus. La stagnation de l'importa-

REVENUS

Taux d'autofinancement

Catégorie	1974	1977*
Société privée	43	64,7
Grandes entreprises	50	80
Ensembles de petites et moyennes entreprises	44	37,5

* Prévisions

A TRAVERS LES MONTAGNES de
vaches maigres, les agri-
culteurs français ont pris
en 1991 une petite revanche. Leur

Le pouvoir d'achat ~~est~~ accru en moyenne de 3 % à 5 % par exploitation, en raison de fortes ~~taux~~ ~~de~~ céréales, de betteraves,

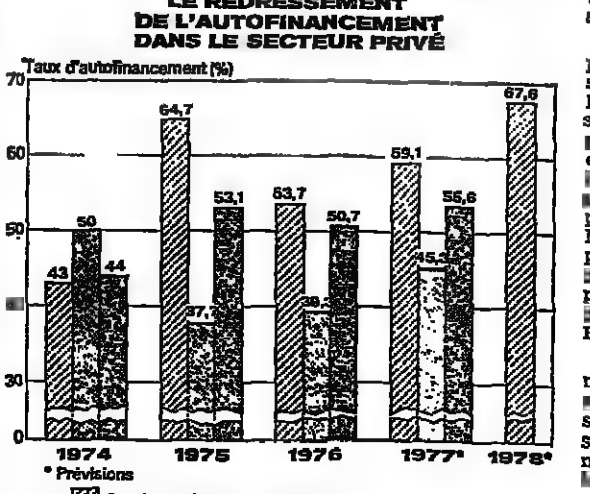
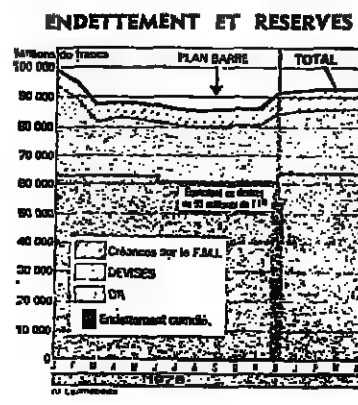
Année	Taux moyen de rendement du capital (%)
1976	53,7
1977	59,1
1978	67,6

■ pommes ■ terre ■ et ■ ■ ■ ■
■ ■ ■ ■ l'aide accordée ■ ■ ■ ■ con-
■ ■ ■ ■ sécheresse de ■ ■ ■ ■ Sa-
■ ■ ■ ■ ont été médiocres ■ ■ ■ ■ prod-
■ ■ ■ ■ de grande ■ ■ ■ ■

■ LES OUVRIERS du secteur privé ont vu, leur pouvoir d'achat pratiquement (+ 0,4 %), la réduction des horaires compensant presque complètement le gain salarial. L'heure réelle des « smicards », en revanche, n'a pas augmenté d'un coup de pouce. ■ Un pouvoir d'achat élémentaire de 2,7 % ■ Les données statistiques récentes nous permettent de penser que le resserrement des salaires sera poursuivi en 1977 : ■ limitation

■ LES FONCTIONNAIRES ont obtenu, pour leur traitement, le pouvoir d'achat supplémentaire. Les salariés du secteur public ont été, en deux tranches (0,3 % à 1 % selon cas).

● **LES PERSONNES AGES.**
 e touchant que le mirim
 eilles, ont vu celui-ci être
 exceptionnellement deux fois
 année, pour atteindre 30 F
 ar jour (+ 18 % en valeur)
 a un an). Les titulaires des
 tations (retraites) obtiennent
 essi, un gain réel de leurs
 tations, variable d'un cas su-
 e raison de la retraite
 restations intervient.



F au second remarques : 1) au bilan pas la totalité des avoirs disponibles peut évaluer à quelque 3 milliards de F) 2) pour soutenir le franc, les gouvernements emprunteront l'endettement à terme (1997). Tout passe comme pas ajoutée aux réserves

La Banque de France ne figure pas en devises : une partie qu'on se doute (environ 14,5 milliards) est en francs d'émission ; le reste, provenant des emprunts étrangers, provoquant les 14,5 milliards de francs en devises comptabilisées.

مَكْذُومٌ مِنَ الْأَصْلِ

Journal of Management Education 32(10)

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
FIN. COMM. CAPITAL	80,00	81,52

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	T.C.
ANNUAIRES ENCHEREES	24,00	27,48
OFFRES D'EMPLOI	5,00	5,72
DEMANDES D'EMPLOI	20,00	22,88
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE



emplois internationaux

emplois internationaux

emplois internationaux

The world's largest petfood manufacturer wants to recruit

European marketing research officer

LOCATED IN BRUSSELS

As a member of a small, multi-national team, he/she will provide marketing research services for a number of operating companies in Europe. The successful candidate is likely to have:

- experience in an ad hoc research company as well as an advertising agency
- F.M.G.C.-company
- thorough knowledge of retail and consumer panels
- familiarity with modern E.D.P.-methods.

The working language is English, but fluency in at least one or preferably more European languages is necessary. The position entails regular travelling in Europe. Conditions will certainly be attractive to the right candidate. Please send Danny A. Nijburg, marketing research manager Consumer Products Europe, Ralston Purina Intercontinental, 391 Avenue Louise, Brussels 1050. Tel. (2) 6479890.

SENIOR ENGINEERS AND DESIGNERS FOR BRAZIL

Brazilian company working as engineering and consultants in chemical and petrochemical projects is seeking senior engineers and designers in the following categories:

- piping designers
- vessels engineers and designers
- mechanical engineers (pumps, compressors, turbines, etc.)
- heat transfer equipment engineers (exchangers, boilers, furnaces, etc.)

Salary: 1.500/2.500 dollars monthly. Maximum age: 45 years. Minimum experience: 5 years. Forward curriculum vitae to:

2001, 18, Avenue Jean-Tremblay, GENÈVE, Switzerland.

offres premier emploi

INSEGE

proposé à

40 JEUNES DEMANDEURS DE PREMIER EMPLOI

(moins de 30 ans, 3 à 5 ans d'études sup.)

UN STAGE REMUNERE

Durée: 1 cycle de 3 mois dont stage en entreprise.

Objectifs:

- Connaissance pratique de l'entreprise;
- Entraînement à la recherche d'emploi;
- Contacts avec entreprises;
- Personnalité.

RECONVOCATION ASSUREE PAR L'ETAT

Env. lettre motivée et C.V. à: M. le Monde Publiaté, 2, rue des Italiens, 75207 PARIS (9).

GROUPE Insep

Dans le cadre de la loi de juillet 1977 STAGES D'INSERTION DES JEUNES DANS LA VIE PROFESSIONNELLE préparant à un premier emploi dans la fonction:

COLLABORATEURS DE LA P.M.E. DE GESTION DANS LES P.M.E. LA FONCTION PERSONNEL

- d'admission:
- Moins de 30 ans;
- 3 à 5 ans d'études supérieures;
- terminées depuis moins d'un an.

Rémunération: 90 % du S.M.C.

Durée: 1200 heures théoriques et stage d'application en entreprise;

Nombre de places disponibles: 20 par stage.

Début des stages: janvier 1978.

Lieu: Paris.

Renseignements I.P.R.O.P., Christine GUICHARD, Tél.: 294-56-28.

POUR JEUNES

EN RECHERCHE D'UN PREMIER EMPLOI

Bacheliers en formation technique, éventuellement diplômés, à l'enseignement supérieur et à une ou plusieurs langues.

de moins de 30 ans.

Proposons: stages de formation de 6 mois pour devenir: ATTACHES COMMERCIAUX spécialisés de dans des

Rémunération 90 % du S.M.C.

Env. avec curriculum vitae à: FORMINTER, 91, rue Saint-Lazare - 75008 PARIS.

TOTAL COMPAGNIE FRANCAISE DES PETROLES

En raison du développement des Unités de TOTAL EXPLORATION PRODUCTION sur les principaux (Mer du Nord - Sahara - Moyen Orient - Indonésie...), renforce ses équipes support logistique et recherche:

INGENIEURS CONFIRMES

Expérimentés en logistique chantiers à l'étranger, immédiatement opérationnels, minimum, Grandes Ecoles. Parlant l'Anglais.

JEUNES INGENIEURS

ENSI minimum. Voulant travailler l'approvisionnement et la gestion de matériel technique la gestion des moyens de transport.

TECHNICIENS

De formation Baccalauréat - BTS - DUT (mécanique ou électromécanique). Capables d'assimiler rapidement les caractéristiques du matériel de forage et de production. Ils seront formés à la gestion des stocks par des stages et des affectations sur chantiers.

Les postes à pourvoir comportent des responsabilités d'importance et de formation. La langue de travail est l'Anglais dans la plupart des cas. Les candidats retenus seront envoyés à travailler à l'étranger, soit en mission, soit en expatriation en Indonésie.

Ces postes vous intéressent, adressez votre C.V. mentionnant et photo au Service Recrutement, rue Michel 75781 Paris Cedex 15, sous référence 77083.

Société d'ingénierie à vocation internationale Siège Paris recherche:

INGENIEUR ETUDES EAU ET ASSAINISSEMENT

Divisée d'une Grande Ecole et pouvant faire état de quelques années d'expérience en études de réseaux urbains, cet ingénieur sera à travailler à l'étranger, sa mobilité personnelle le lui permettant ainsi que sa connaissance de l'anglais. Les candidats intéressés pourront prendre un 1er contact en écrivant (joindre C.V. et photo) à: M. le Monde Publiaté, 2, rue des Italiens, 75207 PARIS (9).

CHANGEMENT MOYEN-ORIENT EN AFRIQUE NOIRE

CHEFS DE CAMPS

Gestion personnelle, police, approvisionnement, intelligence, formalités administratives, relations avec autorités locales, etc. Les candidats devront justifier d'une expérience similaire acquise à l'étranger. ANGLAIS INDISPENSABLE.

Envoyer C.V. détaillé à: A.T. 29, av. de Friedland, PARIS-16.

L'Afrique vous attire...

Vous êtes: juridique et comptable, une gestion 5 ans minimum partie Afrique.

une Société de prospection minière.

Notre de Mission vous offre d'être

adjoint administratif

Responsable d'une autre de la gestion de personnel, de la logistique et des différents

Langue anglaise impérative. Salaire 120 à 140.000 F par an + frais.

C.V. manuscrit photo sous 1104/77 à INTER SERVICES CONSEIL 34 cours Gouffé, 13009 Marseille

LE MONDE s'efforce d'éliminer de ses Annonces Classées tout texte comportant allégation ou indications fausses ou de nature à induire en erreur ses lecteurs.

Si, malgré ce contrôle, une petite annonce abusive s'est glissée dans nos colonnes, nous prions instamment nos lecteurs de nous le signaler en nous écrivant:

LE MONDE, Direction de la Publicité, 5, rue des Italiens, 75008 PARIS.

TEXTILE - CAMEROUN

Deux postes clés sont à pourvoir au sein d'une usine de textile féminine composée d'une section prêt-à-porter et d'une section confection.

un chef d'atelier

réf. G.A.

qui témoigne d'une solide expérience dans l'une ou l'autre des deux sections.

un directeur technique

réf. D.I.

qui, en collaboration étroite avec la direction générale, sera responsable de la coordination de tous les services de production ainsi que des autres services techniques. Il participera à la détermination des objectifs de fabrication et à l'élaboration des programmes à court et à long terme.

REQUIS: pour ces deux fonctions, sont demandées: des hommes âgés de 30 ans minimum, dotés d'une expérience confirmée et de réelles aptitudes techniques, ayant des qualités d'organisation et de bons contacts.

AVANTAGES: que vous partiez seul ou avec votre famille, vous bénéficierez de tous les avantages de l'expatriation (logement meublé, voiture de fonction, congés de 5 semaines par an, tous frais de transport payés).

Sans tarder, faites acte de candidature à Madame Vandendriessche, Centre Sélection auto-met, boulevard de l'Empereur 28, boîte 3 A, 1000 Bruxelles, Belgique. Discretion et réponses assurées.

Importante Société de Services Française RECHERCHE

DIRECTEUR DE FILIALE ÉTRANGÈRE: IRAN

- minimum 35 ans
- 10 ans expérience informatique,
- anglais courant,
- niveau ingénieur grandes écoles,
- diplôme Université Américaine et expérience
- la direction d'une entité appréciée.

Rémunération en fonction du candidat.

Envoyer C.V. sous référence BL/12 à 12, avenue Vion Whitcomb 75016 PARIS

Importante Société d'ingénierie recherche pour ses activités en:

PAYS ANGLOPHONES

INGENIEUR ELECTROMECANICIEN

De formation supérieure, et ayant une expérience préalable, à l'étranger, dans les domaines suivants: Asie, Moyen-Orient, Amérique Latine, Europe: des emplois vous attendent dans le personnel spécialisé d'industries (M&P).

CONTEXTE PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra, Paris (1er).

ETPM LEADER EUROPEEN DE L'OFFSHORE PETROLIER

C.A. 1976: 1,5 milliard F.F. Fort taux de croissance. Oscar à l'exportation. recherche pour ses implantations en AFRIQUE

RESPONSABLE DU PERSONNEL

MISSION: Basé à PORT - GENTIL sous l'autorité du Responsable Administratif de la Région et en liaison avec le Siège à Paris, il prendra en charge l'ensemble de la gestion administrative du personnel expatrié et local avec une équipe de 6 personnes (pointages, paie, déclarations, mutuelles, congés, hébergement des expatriés, voyages, etc.).

L'HOMME: Né d'au moins 30 ans il devra posséder une solide expérience en la matière du personnel acquis si possible à l'étranger et au sein d'une société de Travaux Publics. Le titulaire devra mettre en œuvre des qualités d'homme de terrain et de méthode.

- anglais souhaité - statut d'expatriation de la société.

Envoyer C.V., photo et prétentions

écrit 5666 à: P. LICHOU S.A. B.P. 220 - 75063 Paris Cedex 02 qui trans.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE CONSEIL EN DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

INGENIEUR-CONSEIL

(Grande Ecole: Centrale, Mines, A.M.)

Avant passé deux ou trois ans auprès de la Direction Internationale d'une société spécialisée en France ou à l'étranger, pour rejoindre son équipe de consultants en commerce international et assurer un métier passionnant.

Anglais courant impératif, 2^e langue appréciée. Voyages: 10 % temps.

Envoyer C.V. avec photo sous référence à: LE MONDE Publiaté, 2, rue des Italiens, 75207 PARIS (9).

ENERGY CONSULTANTS

We are a multinational American consulting firm seeking a few exceptionally able people to join our international energy consultancy practice, based initially in North Africa, with good career opportunities.

We can offer the opportunity of taking a significant management role in a demanding case-work involving participation in high level decision-making in the oil and gas industries.

Successful candidates are likely to have:

- proven record of success (at least 5 years) in the oil and gas industries;
- a high level of skill in:
 - marketing and distribution,
 - strategic planning,
 - energy economics,
- or other related fields;
- a working knowledge of English;
- the ability to lead and motivate a case team under demanding circumstances.

The remuneration package (including local living allowance, accommodation, transportation and the opportunity for regular travel) will be attractive to the high calibre people we seek.

in the instance, with letter C.V. to: N° 8214, LE MONDE Publiaté, 2, rue des Italiens, 75207 PARIS (9).

IMPORTANTE SOCIÉTÉ MINIERE AU NIGER

recherche d'urgence

1 ingénieur d'entretien

pour ses installations de traitement de minerais et de fabrication d'acide sulfurique.

Formation A.M. ou similaire, sans de l'organisation indispensable.

Salaire important versé en France - Avantages sociaux - Scolarisation des enfants assurée.

Adressez C.V., photo et prétentions à No 40.808, Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui tr.

emplois régionaux

Ingénieur Qualité "Production" attaché à la Direction de la Qualité

MINIUM PECHINEY

BUREAU OTTOMES

INDUSTRIE ALUMINÉE

INGENIEUR

RECHERCHE

DEVELOPPEMENT

CADERE COMMERCIAL

DEVELOPPEMENT

CADERE COMMERCIAL

DEVELOPPEMENT

TOTAL COMPAGNIE FRANCAISE DES PETROLES

JEUNES DIPLOMES

DEUX POSTES DE CADRES ADMINISTRATIFS

مكتبة الأصل

LASSEES

PRODUCTION INTERDITE

LE MONDE — 10 décembre 1977 — Page 39

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Département d'une filiale en pleine expansion, d'un Groupe international travaillant en liaison avec de grandes administrations françaises et étrangères, sur des projets complexes, nécessitant de techniques électroniques de pointe et pour les impératifs de qualité sont prépondérants, recherche un

Ingénieur Qualité "Production" rattaché à la Direction de la Qualité

Mise au point et application d'une méthodologie d'assurance qualité (plans, procédures) pour l'industrialisation, la fabrication, le contrôle et le traitement statistique des résultats.

La réussite dans ce poste nécessite d'avoir une expérience confirmée de la production, du montage d'ensembles électriques ou électroniques, de la technologie de calculateur, ainsi qu'une réelle aptitude à vivre un système qualité dans un contexte d'une unité de production mettant en œuvre des techniques de pleine évolution.

Lieu de travail : Lyon.

SÉRIE CEGOS

Envoyer lettre man. C.V. détaillé + photo, rému. 73418/M à Mme CLERE - CEGOS 33, quai Gallieni 92152 SURESNES.

SOCIÉTÉ CIRA-GEIGY S.A.
Usines de Saint-Fons (Rhône)
recherche

INGÉNIEUR BUREAU D'ÉTUDES

— Expérience en A.M. :
— Expérience en montage d'ensembles électroniques.
— Expérience en montage d'ensembles électroniques.

FINANCIER CREDIT

ALSACE

Un établissement financier dont la vocation est le financement des PME de la région, recherche un responsable financier de haut niveau, connaissant très bien les techniques de CREDIT.

La poste convient à un cadre de formation supérieure (IEP, HEC, etc.) - âge minimum 30 ans - joindre à une lettre de motivation une bonne capacité de contact et une expérience pratique de la vie de l'entreprise. Allemand : courant souhaité.

26 rue Marbeuf 75008 Paris vous adressera note d'information et dossier de candidature sur demande.

30 ans mini. Création du poste. Département d'une filiale en pleine expansion, d'un Groupe international travaillant en liaison avec de grandes administrations françaises et étrangères, sur des projets complexes, nécessitant de techniques électroniques de pointe et pour les impératifs de qualité sont prépondérants, recherche un

Ingénieur Qualité SUPELEC ou Equivalent

Bilingue anglais

Missions :

- Mise en évidence et promotion de la qualité des produits et des services.
- Mise en évidence et promotion de la qualité des produits et des services.
- Mise en évidence et promotion de la qualité des produits et des services.

La réussite dans ce poste nécessite d'avoir une formation supérieure en électronique, une expérience acquise au préalable dans l'aéronautique, les télécommunications, les calculateurs, l'ingénierie... une bonne connaissance du montage d'ensembles électroniques et des technologies utilisées chez les fournisseurs.

SÉRIE CEGOS

Envoyer lettre man. C.V. détaillé + photo, rému. 73417/M à Mme CLERE - CEGOS 33, quai Gallieni 92152 SURESNES.

ALUMINIUM PECHINEY

recherche

INGÉNIEUR BUREAU D'ÉTUDES

pour son service ENGINEERING ALUMINE

Formation A, M. ou équivalent, ayant 2 à 3 ans d'expérience en bureau d'études.

Rattaché : AIX EN PROVENCE.

Adresser C.V. détaillé à DRP ALUMINIUM PECHINEY - 23, rue de la République - PARIS.

Établissement de recherche spécialisé dans les techniques de pointe

UN INGÉNIEUR

qui sera responsable de la conception et du développement de sous-systèmes électro-mécaniques.

Le candidat retenu pour la formation ou ELECTROMÉCANIQUE (G 2) possèdera :

- plusieurs années d'expérience dans la technologie mécanique appliquée aux installations industrielles ;

- le sens des relations humaines ;

- connaissance de l'anglais souhaitée.

LIEU DE TRAVAIL : TOULOUSE

Les candidats intéressés peuvent leur adresser leur lettre de motivation et leur curriculum vitae à :

P.O. 1733, 22, rue d'Espagne, 31000 TOULOUSE, qui transmettra les candidatures.

SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTIONS

recherche pour prendre en charge son service de construction (travaux de pavillons, prêts, etc.)

CADRE COMMERCIAL

supérieure (E.S.O.A.E.)

Expérience promotion immobilière souhaitée.

Adresser curriculum vitae, photo et prétentions à :

2, rue de la République, 75001 PARIS-9, qui transmettra les candidatures.

emploi international

POUR LA DIRECTION FINANCIÈRE ET POUR SES SERVICES ADMINISTRATIFS

TOTAL COMPAGNIE FRANÇAISE DES PÉTROLES

LETRE A DE

JEUNES DIPLOMÉS

DEUX POSTES DE

CADRES ADMINISTRATIFS

Les candidats auront une formation H.R.C. S.E.C. ou S.P. de niveau supérieur.

Le candidat retenu pour la formation ou S.E.C. ou S.P. de niveau supérieur.

Le candidat retenu pour la formation ou S.E.C. ou S.P. de niveau supérieur.

Le candidat retenu pour la formation ou S.E.C. ou S.P. de niveau supérieur.

Le candidat retenu pour la formation ou S.E.C. ou S.P. de niveau supérieur.

Le candidat retenu pour la formation ou S.E.C. ou S.P. de niveau supérieur.

Data General

CRÉATION D'AGENCE A STRASBOURG

DATA GENERAL FRANCE

pour son service Maintenance un

Ingénieur de maintenance

QUALITÉS EXIGÉES :

- 25 ans minimum.

- Au moins 3 années d'expérience sur unités centrales et périphériques courants (électriques, bandes, terminaux, etc.).

- Résident à STRASBOURG.

- S'exprime couramment en français.

- Possède de réelles capacités d'organisation.

- A la fois des responsabilités et le potentiel à encadrer une future équipe.

QUALITÉ INDISPENSABLE :

- Connaissance en anglais.

NOUS OFFRONS :

- Un poste à responsabilité dans une Société en pleine expansion.

- Une rémunération en rapport des qualités exigées.

- L'occasion unique de créer une agence.

Les candidatures avec C.V. détaillé + photo, rému. 73418/M à Mme CLERE - CEGOS 33, quai Gallieni 92152 SURESNES.

La Boule - Strasbourg - RN 100 - 67000 STRASBOURG

Les interviews auront lieu les 5 et 6 janvier 1978 à : HOTEL SOTTEL - Place Saint Pierre Lajoinie - STRASBOURG - 67000

SOCIÉTÉ DE SERVICES RÉGION NORD

recherche

pour son activité d'études et de réalisations

INGÉNIEUR - CHEF DE PROJET

CONVIENDRA :

- 25 à 30 ans d'expérience

- Avoir déjà travaillé en tant que chef de projet

- Avoir une expérience dans le domaine de la gestion.

Qualités appréciées :

- Capacité de travail en équipe et contacts clients.

- Capacité de gestion des principaux éléments d'un projet.

- Capacité de gestion des principaux éléments d'un projet.

- Capacité de gestion des principaux éléments d'un projet.

- Capacité de gestion des principaux éléments d'un projet.

- Capacité de gestion des principaux éléments d'un projet.

- Capacité de gestion des principaux éléments d'un projet.

- Capacité de gestion des principaux éléments d'un projet.

- Capacité de gestion des principaux éléments d'un projet.

- Capacité de gestion des principaux éléments d'un projet.

- Capacité de gestion des principaux éléments d'un projet.

- Capacité de gestion des principaux éléments d'un projet.

- Capacité de gestion des principaux éléments d'un projet.

- Capacité de gestion des principaux éléments d'un projet.

- Capacité de gestion des principaux éléments d'un projet.

- Capacité de gestion des principaux éléments d'un projet.

- Capacité de gestion des principaux éléments d'un projet.

- Capacité de gestion des principaux éléments d'un projet.

- Capacité de gestion des principaux éléments d'un projet.

- Capacité de gestion des principaux éléments d'un projet.

- Capacité de gestion des principaux éléments d'un projet.

- Capacité de gestion des principaux éléments d'un projet.

- Capacité de gestion des principaux éléments d'un projet.

- Capacité de gestion des principaux éléments d'un projet.

- Capacité de gestion des principaux éléments d'un projet.

- Capacité de gestion des principaux éléments d'un projet.

- Capacité de gestion des principaux éléments d'un projet.

- Capacité de gestion des principaux éléments d'un projet.

- Capacité de gestion des principaux éléments d'un projet.

- Capacité de gestion des principaux éléments d'un projet.

- Capacité de gestion des principaux éléments d'un projet.

- Capacité de gestion des principaux éléments d'un projet.

- Capacité de gestion des principaux éléments d'un projet.

- Capacité de gestion des principaux éléments d'un projet.

- Capacité de gestion des principaux éléments d'un projet.

- Capacité de gestion des principaux éléments d'un projet.

- Capacité de gestion des principaux éléments d'un projet.

- Capacité de gestion des principaux éléments d'un projet.

- Capacité de gestion des principaux éléments d'un projet.

- Capacité de gestion des principaux éléments d'un projet.

- Capacité de gestion des principaux éléments d'un projet.

- Capacité de gestion des principaux éléments d'un projet.

- Capacité de gestion des principaux éléments d'un projet.

- Capacité de gestion des principaux éléments d'un projet.

- Capacité de gestion des principaux éléments d'un projet.

- Capacité de gestion des principaux éléments d'un projet.

- Capacité de gestion des principaux éléments d'un projet.

- Capacité de gestion des principaux éléments d'un projet.

- Capacité de gestion des principaux éléments d'un projet.

- Capacité de gestion des principaux éléments d'un projet.

- Capacité de gestion des principaux éléments d'un projet.

- Capacité de gestion des principaux éléments d'un projet.

- Capacité de gestion des principaux éléments d'un projet.

- Capacité de gestion des principaux éléments d'un projet.

- Capacité de gestion des principaux éléments d'un projet.

- Capacité de gestion des principaux éléments d'un projet.

- Capacité de gestion des principaux éléments d'un projet.

- Capacité de gestion des principaux éléments d'un projet.

secrétaire général

LA COOPÉRATIVE DES AGRICULTEURS DE LA MAYENNE (450 personnes) LAVAL, recherche

Dépendant du Service Technique, il aura pour mission de coordonner et de superviser les travaux de la Direction des Services Techniques.

Il sera d'autre part immédiatement chargé de l'administration des questions techniques, matérielles et financières ainsi que de la Direction des Services Techniques.

Le poste conviendrait à un candidat d'environ 35 ans ayant de bonnes connaissances en droit social et droit des Sociétés et possédant une expérience réelle de la gestion.

Adresser votre dossier de candidature en indiquant vos prétentions sous référence 25.00-M à :

La Tente au Jau - B.P. 2291 - 48022 Angers Cedex

Les dossiers ne seront transmis qu'après l'accord du candidat.

ouest recrutement

La Tente au Jau - B.P. 2291 - 48022 Angers Cedex

Les dossiers ne seront transmis qu'après l'accord du candidat.

ouest recrutement

La Tente au Jau - B.P. 2291 - 48022 Angers Cedex

Les dossiers ne seront transmis qu'après l'accord du candidat.

ouest recrutement

La Tente au Jau - B.P. 2291 - 48022 Angers Cedex

Les dossiers ne seront transmis qu'après l'accord du candidat.

ouest recrutement

La Tente au Jau - B.P. 2291 - 48022 Angers Cedex

Les dossiers ne seront transmis qu'après l'accord du candidat.

ouest recrutement

La Tente au Jau - B.P. 2291 - 48022 Angers Cedex

Les dossiers ne seront transmis qu'après l'accord du candidat.

ouest recrutement

La Tente au Jau - B.P. 2291 - 48022 Angers Cedex

Les dossiers ne seront transmis qu'après l'accord du candidat.

ouest recrutement

La Tente au Jau - B.P. 2291 - 48022 Angers Cedex

Les dossiers ne seront transmis qu'après l'accord du candidat.

ouest recrutement

La Tente au Jau - B.P. 2291 - 48022 Angers Cedex

Les dossiers ne seront transmis qu'après l'accord du candidat.

ouest recrutement

La Tente au Jau - B.P. 2291 - 48022 Angers Cedex

Les dossiers ne seront transmis qu'après l'accord du candidat.

ouest recrutement

La Tente au Jau - B.P. 2291 - 48022 Angers Cedex

Les dossiers ne seront transmis qu'après l'accord du candidat.

ouest recrutement

La Tente au Jau - B.P. 2291 - 48022 Angers Cedex

Les dossiers ne seront transmis qu'après l'accord du candidat.

ouest recrutement

La Tente au Jau - B.P. 2291 - 48022 Angers Cedex

Les dossiers ne seront transmis qu'après l'accord du candidat.

ouest recrutement

La Tente au Jau - B.P. 2291 - 48022 Angers Cedex

Les dossiers ne seront transmis qu'après l'accord du candidat.

ouest recrutement

La Tente au Jau - B.P. 2291 - 48022 Angers Cedex

Les dossiers ne seront transmis qu'après l'accord du candidat.

ouest recrutement

La Tente au Jau - B.P. 2291 - 48022 Angers Cedex

Les dossiers ne seront transmis qu'après l'accord du candidat.

ouest recrutement

La Tente au Jau - B.P. 2291 - 48022 Angers Cedex

Les dossiers ne seront transmis qu'après l'accord du candidat.

ouest recrutement

La Tente au Jau - B.P. 2291 - 48022 Angers Cedex

Les dossiers ne seront transmis qu'après l'accord du candidat.

ouest recrutement

La Tente au Jau - B.P. 2291 - 48022 Angers Cedex

Les dossiers ne seront transmis qu'après l'accord du candidat.

ouest recrutement

La Tente au Jau - B.P. 2291 - 48022 Angers Cedex

Les dossiers ne seront transmis qu'après l'accord du candidat.

ouest recrutement

La Tente au Jau - B.P. 2291 - 48022 Angers Cedex

Les dossiers ne seront transmis qu'après l'accord du candidat.

ouest recrutement

La Tente au Jau - B.P. 2291 - 48022 Angers Cedex

Les dossiers ne seront transmis qu'après l'accord du candidat.

ouest recrutement

La Tente au Jau - B.P. 2291 - 48022 Angers Cedex

Les dossiers ne seront transmis qu'après l'accord du candidat.

ouest recrutement

La Tente au Jau - B.P. 2291 - 48022 Angers Cedex

Les dossiers ne seront transmis qu'après l'accord du candidat.

ouest recrutement

La Tente au Jau - B.P. 2291 - 48022 Angers Cedex

Les dossiers ne seront transmis qu'après l'accord du candidat.

ouest recrutement

La Tente au Jau - B.P. 2291 - 48022 Angers Cedex

Les dossiers ne seront transmis qu'après l'accord du candidat.

ouest recrutement

La Tente au Jau - B.P. 2291 - 48022 Angers Cedex

Les dossiers ne seront transmis qu'après l'accord du candidat.

ouest recrutement

La Tente au Jau - B.P. 2291 - 48022 Angers Cedex

Les dossiers ne seront transmis qu'après l'accord du candidat.

ouest recrutement

La Tente au Jau - B.P. 2291 - 48022 Angers Cedex

offres d'emploi

SI VOUS ÊTES DEMANDEUR D'EMPLOI

INSTITUT DE FORMATION ET D'INFORMATION PERMANENTES

Centre conventionné organisé pour tous à Paris deux stages gratuits sur le plan national.

« LA FONCTION COMMERCIALE »
qui vous permettra de réussir une carrière dans la vente ou dans l'administration de la vente en apprenant les techniques qui font de vous un professionnel de haut niveau particulièrement recherché et vous donneront les plus fortes possibilités de réinsertion et de réussite dans un domaine en pleine EXPANSION.

Ce stage débutera le 15 janvier 1978 et durera 17 semaines.

« L'INFORMATIQUE POUR COMPTABLES »
Ce que toutes personnes de fonction ou formation comptable.

Ce stage débutera le 15 janvier 1978 et durera 12 semaines.

Renseignements, inscriptions et inscriptions au :
17, rue de Valenciennes, 75019 PARIS
Tél. : 53.41.11 (tous groupes).

Entreprise fabricant matériel d'équipement électrique de haute technicité

— pour assister P.-D.G. en électricité et électronique de puissance, ayant connaissances approfondies (théoriques et pratiques) dans ces domaines.

— Le candidat devra, en outre, posséder une bonne expérience commerciale, avoir l'habitude de travailler à niveau élevé, être rigoureux, organisé et méthodique.

— Le poste pourrait déboucher rapidement sur une position de Directeur Général Adjoint.

Envoyer curriculum vitae, photo et prétentions à :
2080 et Le Monde - Publicité,
1 rue des Italiens - 75001 PARIS-9.

SPERRY UNIVAC

division du groupe SPERRY RAND
Deuxième constructeur mondial d'ordinateurs, 600 personnes en France.

Nous avons conçu un petit ordinateur de gestion, complet, puissant, polyvalent, simple d'utilisation, alliant un équipement - ayant fait ses preuves avec succès dans d'autres pays - à un logiciel et à des ensembles de programmes d'applications perfectionnés.

Nous avons décidé de le commercialiser en France pour répondre aux besoins des petites et moyennes entreprises.

Nous en train de former une équipe autonome de vente et de conseil technique dans les régions de PARIS, LILLE, LYON et MARSEILLE, et offrons des postes de :

COMMERCIAUX

Dans votre région, vous serez chargé des opérations de commercialisation :
• analyser les besoins des clients,
• proposer des solutions techniques et financières,
• négocier les contrats,
• suivre la clientèle.

Nous recrutons des hommes et des femmes ayant environ 3 années d'expérience dans la mini-informatique (systèmes à disques), les problèmes de gestion (facturation, rentabilité du stock, analyse des ventes, mouvements de trésorerie, etc.).

Nous garantissons une rémunération élevée, indemnité de voiture, avantages sociaux importants et assurons une formation complète : le marché, le produit, les applications.

Possibilités de promotion interne.

Envoyez votre candidature en précisant le poste souhaité, à Richard Bénatouil, GROUPE BPC CONSEIL 137, boulevard du Sébastopol - 75001 Paris.

Il sera répondu à toutes les candidatures.

Celles-ci seront traitées avec la plus grande discrétion.

ANALYSTES

En relation fonctionnelle avec les Commerciaux, vous serez chargé en tant que conseil auprès de clients de :
• développer les utilisations en fonction des besoins spécifiques de l'entreprise cliente,
• mettre en œuvre la programmation et l'installation complète du système,
• former le personnel utilisateur.

Nous recrutons des Analystes ou Programmeurs hommes ou femmes (diplômés du R.P.G. si nécessaire) ayant l'expérience des applications de gestion.

NOUVEAU GROUPEMENT FRANÇAIS DE FABRICANTS DE MATÉRIAUX POUR LA DÉCORATION ET LA CONSTRUCTION

recherche

RESPONSABLE D'EXPORT

LES CANDIDATS DEVONT :

- être âgés de 35 ans et plus ;
- justifier d'un diplôme d'enseignement Supérieur Technique ou Commercial ;
- avoir une connaissance approfondie des marchés européens ;
- parler couramment l'anglais et si possible l'allemand ;
- bénéficier d'une large expérience dans la mise en œuvre de stratégies commerciales, dans la négociation et l'animation des réseaux de vente et de distribution.

Importantes possibilités de promotion.

Adresser C.V. à : 6228 et Le Monde - Publicité, 1 rue des Italiens - 75001 PARIS-9.

SEMSA, 109, rue de Verdun 93100 Les-Moules

INGÉNIEUR COMPÉTENT pour tous dans les domaines :

ANALYSEURS D'ACIDES AMINÉS

et autres analyses chimiques et biochimiques.

Adresser C.V. manuscrit détaillé, indiquer l'adresse souhaitée. Date de candidature.

GROUPE CEGOS recherche, pour sa division COOPERATION ET ECHANGES INTERNATIONAUX

Responsable de la Gestion Administrative et Budgétaire

des contrats et opérations réalisées dans les pays en voie de développement.

Missions : Assistance aux responsables de la division :
— Préparation et rédaction des contrats.
— Contrôle des dépenses : contrôle budgétaire, suivi administratif, recouvrement, contentieux.
— Préparation et suivi de l'exécution des budgets des secteurs de la division.
— Traitement des problèmes administratifs divers de la division (notamment pour les problèmes matériels du personnel expatrié...).

Directement rattaché au Directeur de la division, il travaillera en liaison avec la Direction Administrative et le Groupe.

Pour réussir dans ce poste, il est indispensable d'avoir une bonne expérience de la gestion administrative et budgétaire de contrats à l'étranger (exportation, ingénierie...) et d'être intéressé par les problèmes des pays en voie de développement.

Lieu de travail : Surveys - des déplacements de courte durée à l'étranger sont à prévoir.

SÉLÈ CEGOS

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé + photo et rémunération souhaitée, à :
Séle CEGOS 33, rue de Valenciennes - 75019 PARIS-9.

TOTAL

COMPAGNIE FRANÇAISE DES PETROLES

Dans le cadre du développement de différents champs pétroliers à terre ou en mer

TOTAL EXPLORATION PRODUCTION

recherche :

UN INGENIEUR CONFIRME machines tournantes

Il sera le spécialiste des pompes, compresseurs, turbines dans les projets pris en charge par l'exploration production.

Il sera responsable de la conception, de l'installation et du choix du matériel.

Il supervisera l'installation, la réception des équipements après essais en usine, la supervision de la mise en œuvre et la livraison de l'installation aux exploitants.

De formation Ecole, le candidat sera âgé de 30 ans au moins. Il aura développé sa spécialisation en tant que constructeur ou ingénieur pétrochimique ou similaire, et aura une parfaite maîtrise des codes français et anglais. Il devra couramment parler la langue anglaise.

Basé à Paris, il sera disponible pour de fréquentes missions, voire à plus long terme pour une expatriation en Iran.

En cas de perspectives vous intéressent, envoyer votre C.V. manuscrit et photo au Service du Recrutement, 5, rue Michel Ange - 75781 Paris (tél. 16 référence 77048).

CABINET INTERNATIONAL DE CONSEIL

Dans le cadre de notre Division « Organisation et Systèmes », notre nouveau :

CENTRE EUROPEEN DE DEVELOPPEMENT LOGICIELS

recherche :

Jeunes Ingenieurs Grandes Ecoles

1 à 3 ans d'expérience, excellentes connaissances en I.B.M./S/70 ; expérience V.S. et I.M.S. ou C.I.C.S. très appréciée.

Ils participeront, en équipe, à la conception et à la réalisation de nouveaux produits, ainsi qu'à leur installation en clientèle.

— Pratique courante de l'anglais parlé indispensable (formation permanente assurée aux États-Unis).

— Promotion rapide pour les candidats ayant démontré leur aptitude à prendre des responsabilités.

Adresser C.V. manuscrit détaillé avec photo sous référence 1890 à :
INTER P.A. 19, rue St Marc, 75002 Paris

Il sera répondu à toutes les candidatures.

TELECOMMUNICATIONS PARIS ET PROVINCE

Les P.T.T. recrutent sur titres

diplômés d'écoles d'ingénieurs

ou titulaires d'une maîtrise d'informatique ou de télécommunications.

Pour études et réalisations techniques, organisation, informatique, formation.

Dans les services d'exploitation, de Direction, d'enseignement ou de recherche.

diplômés d'études commerciales

ESCP - HEC JF - DEA ou DESS (marketing) de Grenoble II, ou LICENCE de SCIENCES ECONOMIQUES - ESCAB - ESSC Angers - EDHEC du Nord - IC Nancy - IEECS Strasbourg - ISC - IEP de Paris (section économique et financière).

Pour études et actions dans les services d'exploitation et de Direction.

ADRESSEZ VOTRE CANDIDATURE AVANT LE 31 JANVIER 1978

Renseignements et inscriptions : Directions régionales Télécommunications au - lieu de résidence.

BANQUE Privée

recherche :

a) **DIRECTEURS D'AGENCE**

- Connaissances approfondies et expérience bancaire confirmée.
- Formation supérieure.
- Sans contact clientèle privée et entreprise (P.M.E.).

b) **RESPONSABLE CLIENTÈLE ENTREPRISES**

- Dynamique, spécialisée dans la prospection et gestion des P.M.E.
- Études supérieures souhaitées.
- Expérience indispensable.

c) **RESPONSABLE CLIENTÈLE PARTICULIERS**

- Capable d'animer une équipe de prospection.
- Expérience des opérations bancaires.
- L'approche de la clientèle indispensable.

Env. C.V. lettre man. et photo en réf. (A, B ou C) à :
O.C.B.P. 68, r. de la Chaussée d'Antin, 75008 Paris

Hunter Douglas

Groupe Industriel International de Produits de Bâtiment

cherche, pour sa nouvelle filiale française de Produits de Gypse et Plâtres Métalliques « FAVORIT » :

jeune directeur commercial

qui, sous les directives de la Société Mère, assurera essentiellement la gestion administrative et commerciale de la filiale située à Chémouli (Liban).

Son sens commercial développé devra lui permettre, en outre, de participer aux opérations de marketing de la filiale.

Expérience souhaitée dans les structures, ou d'autres produits du bâtiment.

Parlant si possible l'allemand ou au moins l'anglais :

- Situation d'avenir.
- Salaire et autres avantages correspondants.

Envoyez C.V. à : HUNTER DOUGLAS
48, rue de Laguy - 93100 MONTEUIL.

Organisateur Applications Informatiques

Notre Société en développement régulier (CA : 200 M) recherche un Organisateur capable de dialoguer avec des informaticiens.

Il devra, sous l'autorité du Directeur de l'Administration financière, définir avec les directions de la Société leurs besoins de traitement et d'organisation informatique et préparer le cahier des charges fonctionnelles des programmes applicatifs en cours et à venir.

La Société utilise un ordinateur conversationnel de 128 K (10 écrans couleur), elle sous-traite une partie importante de ses travaux à une Société disposant d'un ordinateur IBM 370/128 K.

L'homme nous recherchons : de FORMATION SUPÉRIEURE ; il a de la méthode, de bons contacts, de l'autorité, il a dix ans d'expérience d'organisation informatique acquise par préférence dans un domaine où il sera par un collaborateur au courant des applications en cours avec lequel il fera équipe.

Les personnes intéressées sont invitées à nous adresser directement leurs dossiers à :
WEBER & BROUTIN - B.P. 2 La Closerie
SERVON - 77170 BRIE COMTE ROBERT

weber & broutin

Importante Société Électromécanique

Quartier PONT DE NEUILLY

ACHETEUR TECHNICIEN NIVEAU 7

Cet agent devra avoir une formation technique d'expertise, niveau P.T.T., lui permettant d'analyser et d'apprécier les services de « conception » et de « bureau d'études ». Une expérience des achats est souhaitée.

Envoyez sous n° 48284 à CONTEXTE Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75008 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

RECRUTEMENT DE CADRES

SERIFO est spécialisée dans la recherche de cadres par voie d'annonces et la gestion des ressources humaines. Nous nous développons de manière autonome tout en bénéficiant du soutien du groupe de consultants internationaux Langley & Associés - Eurosearch. Les meilleurs succès de notre entreprise, l'impact de nos actions dans toute nouvelle, et nos nous amènent à envisager pour 1978 l'intégration de nouveaux

CONSULTANTS

Vous assumerez vite des responsabilités complètes : non seulement l'exploitation, mais aussi les relations clients et les relations commerciales. Vous serez directement concernés par notre propre développement et ainsi vous acquerrerez rapidement une autonomie totale (indépendance, participation, ...).

Vous êtes un professionnel du recrutement - cabinet ou entreprise - et vous souhaitez trouver une structure d'avenir où vous pourrez vous exprimer selon votre ambition : un bien, cadre d'entreprise, vous êtes intéressés par notre métier (nous vous aiderons à l'apprendre), et vos expériences passées, vos relations professionnelles et personnelles vous font penser que très vite vous engendrez un courant d'affaires.

Si ces perspectives vous intéressent, écrivez sous Réf. 5185 ou prenez contact (Tél. 523-83-10) avec Roland GARDEUX, gérant et animateur de SERIFO. La période des fêtes de fin d'année nous permettra de nous rencontrer et d'examiner ensemble les possibilités d'une collaboration future.

SERIFO CONSEILS DE DIRECTION

RUE DE LISBONNE - 75008 PARIS

مكتبة الأصل

SG2 Société Générale de Service et de Gestion

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES
(Centrale, SUP AERO, TELECOM, etc.)
débutants ou quelques années d'expérience
(réf. B.L./12-2)

INGÉNIEURS SYSTÈMES
(réf. B.L./12-3)

ANALYSTES-PROGRAMMEURS
(réf. B.L./12-4)

Maximum avantages sociaux
C.V., prétentions et disponibilités
à l'adresse ci-dessus à

SG2 12, avenue Vion Whitcomb
75016 PARIS

Importante entreprise multinationale recherche.

un ingénieur d'application

pour son département compresseurs.
Le candidat retenu devra posséder un diplôme d'ingénieur et avoir une expérience professionnelle de 8 à 10 ans plus particulièrement dans le domaine nucléaire.

Il sera responsable de la préparation des propositions et des aspects commerciaux compris les projets d'installation nucléaire.

Parfaite connaissance de l'anglais indispensable.

Quelques voyages à envisager.

Envoyer C.V., manuscrit n° 40.860
Contesse Publ. 20, av. de l'Opéra
75001 Paris Cedex 01, qui transmettra.

SOPAD (NESTLÉ)

UN INGÉNIEUR
A. et M. ou équivalent
pour lui confier au Service Installations de son Social à Courbevoie, le rôle de
Spécialiste en Ferblanterie
(réf. P.B.L.)

Au sein de l'équipe, il sera particulièrement chargé de la définition des emballages et des détails de construction pour la fabrication de machines à café. Il lui faut pour cela une expérience de 10 ans environ dans la fabrication mécanique ou le travail des métaux en feuilles. Il doit connaître l'anglais et si possible l'allemand.

Il sera chargé, en outre, de concevoir, construire, adapter ou améliorer des chaudières dynamiques de 10 à 20 CV pour cela de bonnes connaissances de mécanique, d'électricité et particulièrement des différents systèmes de chauffage.

(réf. C.D.T.)

Adresser C.V. et références, C.V. et prétentions à la Direction du Personnel, 17-19, quai Paul-Doumer, 92401 - COURBEVOIE.

SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'INGÉNIERIE
PARIS

INGÉNIEUR ÉLECTRICIEN DÉBUTANT

UNIVERSITÉS (SUPELEC ou GRENoble)
POUR ETUDES D'EQUIPEMENTS INDUSTRIELS, HAUTE - MONTÉE - BASSE TENSION

- Bonne connaissance de l'anglais (lu - écrit)
- Ce poste implique des déplacements en France et à l'étranger, de longue ou courte durée.

Envoyer C.V. + photo à l'adresse ci-dessus à

SPERAR PUBLICITE
12, rue Jean - Jaurès
92001 PARIS qui transmettra.

IMPORTANTE ENTREPRISE
recherche
pour diriger ses chantiers d'électricité

INGÉNIEUR ou équivalent

ayant 10 ans d'expérience professionnelle en électricité, il aura pu affiner au niveau de l'opération ses qualités de meneur d'hommes, technicien, organisateur.
Situation intéressante pour l'avenir.

Envoyer C.V. et références à l'adresse ci-dessus à

S.I. - rue Henri-Gautier, 93009 BOBIGNY.

TRÈS IMPORTANT LABORATOIRE DE PRODUITS PHARMACEUTIQUES BANLIEUE

recherche pour l'embauche d'un durée minimale d'un an

ANALYSTE PROGRAMMEUR DE HAUT NIVEAU
DOS VS - CICS VS - DL1 FULL

Le candidat sera responsable de la compétence de l'entreprise.

13 mois - avantages sociaux - mutuelle d'entreprise.

Envoyer C.V., manuscrit, n° 40.860, Contesse Publ. 20, av. de l'Opéra, Paris-16.

IMPORTANTE ENTREPRISE DE METALLURGIE FINE
recherche

INTERPRETE FRANÇAIS - ALLEMAND

poste à caractère administratif au sein d'un service commercial. Connaissance d'anglais.

Adresser C.V. en indiquant les appointements souhaités à

MICROFUSION
80, rue du Maréchal Foch
92230 GENNEVILLIERS

CHEF DU PERSONNEL

La succursale française d'une banque étrangère comprend des agences dans la région parisienne et dans le midi de la France (100, environ) sous son Chef de Succursales. Le personnel qui sera en charge des services généraux du siège et de la succursale de Paris. Le poste convient à un cadre de plus de 28 ans, nationalité française, possédant une expérience de la banque et connaissant bien la clientèle.

La rémunération ne sera pas inférieure à 70 000 F. Lieu de travail : Paris.

Ne pas envoyer de C.V.

28, rue Marbeuf, 75008 Paris vous adressera note d'information et dossier de candidature sur demande.
Adresse Référence 719 M.

LABORATOIRE DE RECHERCHE DERMATOLOGIQUE
recherche

UN INGÉNIEUR PHYSIQUE-CHIMIE
ou équivalent

Option physique, anglais indispensable, disponible rapidement pour création et mise en œuvre de méthodes de mesure et d'analyse.

Horaires : de 14h à 18h - 10, rue de la République, 95 bis, rue de la République, PARIS 19, qui transmettra.

IMP. CONSTRUCT. MAISONS INDIVIDUELLES
recherche pour PARIS

son chef de bureau d'étude

Le poste conviendrait à un architecte diplômé ou chef d'agence d'architecture expérimenté ayant :

- 10 ans de contacts avec la clientèle.
- Connaissances techniques et réglementaires de la construction de maisons individuelles.
- Le souci du prix de revient.

NE PAS SE PRÉSENTER. Envoyer C.V. et prétentions à l'adresse ci-dessus à

FORTRAN, matériel IBM OS-VS, IMS appréciable
Lieu de travail : CERGY-PONTOISE.

Envoyer curriculum vitae, C.V. et prétentions, en précisant sur l'enveloppe le n° 4, à Mlle LOUISSET, A.C. NIELSEN Co., Bureaux des Pontaines, 93901 CERGY-PONTOISE.

GROUPE T.P. BATIMENT
de 1er plan, en fort développement à l'étranger, propose
- BANLIEUE SUD-OUEST -
le poste de

responsable recrutement

qui sera chargé de recruter et sélectionner, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'entreprise, le personnel d'encadrement destiné en majorité à nos agences et chantiers Outre-Mer.

Deux ans d'expérience au moins en Société Conseil ou en entreprise sont nécessaires, ainsi qu'une connaissance supérieure de l'anglais et de l'anglais sera un atout supplémentaire.

Le poste peut impliquer de courts déplacements. Large possibilité d'évolution au sein du Groupe.

Envoyer C.V., détaille, photo et prétentions sous l'adresse ci-dessus à :

Organisation et publicité
11, rue de la République, 93001 PARIS qui transmettra.

SAGEM - CERGY-PONTOISE
recherche

- **INGÉNIEURS ENSAI - ENST**
pour études de systèmes numériques embarqués.
- **INGÉNIEURS ESE**
ou équivalent, pour études et mise au point de systèmes électroniques.
- **INGÉNIEURS D'ÉTUDE de LOGICIEL**
Grandes écoles, informatique ou mathématiques, pour l'étude et la mise au point de systèmes de calcul.

On postule couramment à des débutsants ou à des candidats ayant quelques années d'expérience.

Ne pas se présenter - Écrire avec C.V. à l'adresse ci-dessus à

S.I. - rue Henri-Gautier, 93009 BOBIGNY.

A.C. NIELSEN COMPANY
Société d'Etudes de Marché et de Marketing

recherche

ANALYSTES-PROGRAMMEURS formation I.U.T., débutants
ou quelques années d'expérience, connaissant COBOL, PLI, ou FORTRAN, matériel IBM OS-VS, IMS appréciés

Lieu de travail : CERGY-PONTOISE.

Envoyer curriculum vitae, C.V. et prétentions, en précisant sur l'enveloppe le n° 4, à Mlle LOUISSET, A.C. NIELSEN Co., Bureaux des Pontaines, 93901 CERGY-PONTOISE.

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER
BANLIEUE NORD (H ou F)

La Société (CA HT 75 M) a une activité de négoce de produits métallurgiques. Pour assurer la gestion, elle réorganise ses services administratifs et comptables et crée un poste de DAF. En plus de la Direction de ses services, il sera chargé de la mise en place de l'outil informatique adapté aux besoins de l'entreprise. Ses fonctions engloberont celles de Secrétaire Général. Formation ESC ou équivalent et connaissances comptables niveau DECS.

Expérience minimum 5 ans.

Ne pas envoyer de C.V.

26, rue Marbeuf, 75008 Paris vous adressera note d'information et dossier de candidature sur demande.
Adresse Référence 719 M.

Entreprise 450 personnes
3 millions C.A. en développement constant recherche le

RESPONSABLE de ses services comptable et informatique

Dépendant directement du Directeur Général, il est chargé de la comptabilité générale, budgétaire et de la paye. Il collabore à l'établissement des plans de Trésorerie et de Financement.

Il est chargé de développer les services informatiques et de les faire fonctionner.

Il a une expérience professionnelle dans ces domaines, il a une formation B.C. + D.E.C.S. ou équivalent.

Le poste est à Paris et la rémunération... est motivante.

Si vous êtes intéressé, envoyez C.V. détaillé et prétentions à l'adresse ci-dessus à

GENET 4, rue de la République, 93001 PARIS qui transmettra.

BANQUE PRIVÉE
SIEGE A PARIS

HAUT CADRE DE BANQUE
AYANT EXPERIENCE COMPTABLE

Mettez d'informatique et de gestion pour un poste administratif.

Quelques années d'expérience.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo à l'adresse ci-dessus à

RODIE-PRÉBESSE, 10, rue de la République, PARIS-19.

Bureau de Services informatiques

JEUNES FEMMES INGÉNIEURS (H.E.C., SUP Co)

Le poste conviendrait à une ingénieure diplômée ayant la direction (domaines technique, commercial, administratif, études de dossiers).

- 2 ans d'expérience informatique minimum.
- goût des contacts.
- anglais apprécié.

Envoyer C.V. et références à l'adresse ci-dessus à

SG2 12, av. Vion Whitcomb
75016 PARIS

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
Région parisienne, recherche

CHEF DE PROJETS TRAVAUX NEUFS
Justifiant de cinq années d'expérience minimum.

UN INGÉNIEUR CONFIRMÉ
GÉNIE CHIMIQUE
Justifiant de cinq années d'expérience minimum.

Anglais écrit et parlé indispensables.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous n° 41.029 à

CONTESSÉ PUBL. 20, av. de l'Opéra, PARIS-16.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
FABRICATION DE MATÉRIEL DE TÉLÉCOMMUNICATIONS BANLIEUE OUEST recherche pour son SERVICE COMMERCIAL

UN INGÉNIEUR ÉLECTRICIEN

qui sera plus spécialement chargé de la commercialisation de son matériel.

Anglais écrit et parlé indispensables.

Autre langue appréciée.

Adresser C.V., photo et prétentions sous n° 41.029 à

CONTESSÉ PUBL. 20, av. de l'Opéra, PARIS-16.

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE RECHERCHE

DÉLÉGUÉ(S) MÉDICAL(AUX)

à pourvoir :

- Alpes-Maritimes
- Haute-Garonne
- Jura, Ain, Savoie-et-Loire, Haute-Savoie
- Ville de
- Loire-Atlantique, Vendée.

de début Janvier.

Adresser candidature, curriculum vitae et photo à

VMG - Mme ROUX - 77, rue de Châteaux 92103 BOULOGNE-BILLANCOURT

INTERNATIONALE
recherche

INGÉNIEUR DE DÉVELOPPEMENT

MISSION : lancer une nouvelle ligne de produits dans l'industrie laitière.

PROFIL : ingénieur lauréat ou I.A.A. 5 ans minimum d'expérience dans l'industrie fromagère de préférence.

Anglais écrit et parlé couramment. Connaissance en enzymologie appréciée.

Envoyer curriculum vitae, photo et prétentions à l'adresse ci-dessus à

NOVO INDUSTRIE S.A. 28, rue Portu, PARIS.

DENNERY
recherche :

ADJOINT AU DIRECTEUR COMMERCIAL

Candidat niveau H.E.C., Sciences PO, etc.

Il développera en France et à l'étranger les activités de vente et plus particulièrement l'exportation.

Adresser C.V. et photo à DENNERY, 11, rue de la République, 93001 PARIS (19).

SERNAT
BAGNOL 12 recherche

PROJETS OUTILLAGES
machines spéciales confirmées. Tél. pour renseignements : 697-15-13.

REVUE D'ELECTRONIQUE à GRAND TIRAGE
recherche

TECHNICIEN en ELECTRONIQUE
B.T.S. responsable courrier et lecteurs.

Env. C.V. + photo à P.R.E.S. M. TAILLIER, 2 à 12, r. de Bellevue, 75019 PARIS.

ENTREPRISE DE CYCLES
recherche pour région parisienne

ATTACHÉ COMMERCIAL

- Age minimum 25 ans ;
- Au moins 5 ans d'expérience similaire dans des entreprises de cycles ;
- Ecr. avec C.V. détaillé et photo à l'adresse ci-dessus à

20, avenue de l'Opéra, Paris-16.

GROUPE DE SOCIÉTÉS INTERNATIONALES
PARIS (8°)

INGÉNIEUR BREVETS

- Diplôme Grande École.
- Possédant formation complète BREVETS.
- Langue anglaise indispensable.
- Spéc. mécanique et circuits hydrauliques.

curriculum vitae manuscrits détaillés à :

B.E.O. 3, rue de Téhéran - 75008 PARIS.
la référence 7.006.

كندا من الأصل

Le Monde

EN ILE-DE-FRANCE

LA PROVINCE FAIT HONTE A LA CAPITALE

Où et quand sera installé le musée lapidaire que mérite Paris?

Si on parcourt comme Arles, Aix-en-Provence, Avignon et Dijon les musées de la capitale, on est frappé par la remarquable homogénéité de la collection. Les Parisiens attendent toujours le pouvoir d'attraction d'un musée qui leur fasse honneur. On a pensé également installer le musée lapidaire dans un lieu qui n'est pas nouveau, à condition de lui donner un emplacement qui ne soit pas à Paris — pourquoi pas? — dans une commune de la région.

On a donc cherché, pour l'heure, à trouver un lieu qui soit à la fois un lieu de la capitale et un lieu de la province. Le Palais de la Ville de Paris, qui a été construit au XVIII^e siècle, est un lieu de la capitale. Mais, pour l'heure, il est occupé par le musée de l'histoire de la capitale. Le Palais de la Ville de Paris, qui a été construit au XVIII^e siècle, est un lieu de la capitale. Mais, pour l'heure, il est occupé par le musée de l'histoire de la capitale.

Enfin, il faut trouver un lieu qui soit à la fois un lieu de la capitale et un lieu de la province. Le Palais de la Ville de Paris, qui a été construit au XVIII^e siècle, est un lieu de la capitale. Mais, pour l'heure, il est occupé par le musée de l'histoire de la capitale.

Tous ces objets, d'une valeur inestimable, la plupart inconnus du grand public, gagneraient à être rassemblés dans un lieu unique qui leur donnerait une place de choix dans la capitale. Le Palais de la Ville de Paris, qui a été construit au XVIII^e siècle, est un lieu de la capitale. Mais, pour l'heure, il est occupé par le musée de l'histoire de la capitale.

Enfin, il faut trouver un lieu qui soit à la fois un lieu de la capitale et un lieu de la province. Le Palais de la Ville de Paris, qui a été construit au XVIII^e siècle, est un lieu de la capitale. Mais, pour l'heure, il est occupé par le musée de l'histoire de la capitale.

ANDRÉE JACOB.

DÉMOCRATIE LOCALE EN DIRECT A BREUILLET DANS L'ESSONNE

Les sept mille habitants d'un « village-dortoir » sont appelés à se réveiller

Il s'est passé à Breuillet, au cours des dernières décennies, ce qui a été une véritable révolution. Le village, qui était autrefois un simple « village-dortoir », s'est réveillé. Les habitants, qui étaient autrefois des « dormeurs », se sont réveillés. Ils ont commencé à se réveiller. Ils ont commencé à se réveiller. Ils ont commencé à se réveiller.

Tout a commencé lorsque les nouveaux conseillers municipaux ont été élus. Ils ont commencé à travailler à l'établissement d'un plan d'occupation des sols (POS). Ils ont commencé à travailler à l'établissement d'un plan d'occupation des sols (POS). Ils ont commencé à travailler à l'établissement d'un plan d'occupation des sols (POS).

Enfin, il faut trouver un lieu qui soit à la fois un lieu de la capitale et un lieu de la province. Le Palais de la Ville de Paris, qui a été construit au XVIII^e siècle, est un lieu de la capitale. Mais, pour l'heure, il est occupé par le musée de l'histoire de la capitale.

Il s'est donc passé le 15 décembre 1977, à Breuillet, ce qui a été une véritable révolution. Les habitants, qui étaient autrefois des « dormeurs », se sont réveillés. Ils ont commencé à se réveiller. Ils ont commencé à se réveiller. Ils ont commencé à se réveiller.

Enfin, il faut trouver un lieu qui soit à la fois un lieu de la capitale et un lieu de la province. Le Palais de la Ville de Paris, qui a été construit au XVIII^e siècle, est un lieu de la capitale. Mais, pour l'heure, il est occupé par le musée de l'histoire de la capitale.

Il s'est donc passé le 15 décembre 1977, à Breuillet, ce qui a été une véritable révolution. Les habitants, qui étaient autrefois des « dormeurs », se sont réveillés. Ils ont commencé à se réveiller. Ils ont commencé à se réveiller. Ils ont commencé à se réveiller.

Enfin, il faut trouver un lieu qui soit à la fois un lieu de la capitale et un lieu de la province. Le Palais de la Ville de Paris, qui a été construit au XVIII^e siècle, est un lieu de la capitale. Mais, pour l'heure, il est occupé par le musée de l'histoire de la capitale.

STÉPHANE BUGAT.

A TRAVERS LES DÉPARTEMENTS

« Folie » à la Roquette

Au cours de sa dernière réunion, le conseil municipal de la Roquette, dans le département de la Seine-Saint-Denis, a voté une résolution qui a été qualifiée de « folie ». La résolution, qui a été votée à l'unanimité, concerne la construction d'un nouveau bâtiment pour le service public de la commune.

Enfin, il faut trouver un lieu qui soit à la fois un lieu de la capitale et un lieu de la province. Le Palais de la Ville de Paris, qui a été construit au XVIII^e siècle, est un lieu de la capitale. Mais, pour l'heure, il est occupé par le musée de l'histoire de la capitale.

Il s'est donc passé le 15 décembre 1977, à Breuillet, ce qui a été une véritable révolution. Les habitants, qui étaient autrefois des « dormeurs », se sont réveillés. Ils ont commencé à se réveiller. Ils ont commencé à se réveiller. Ils ont commencé à se réveiller.

Enfin, il faut trouver un lieu qui soit à la fois un lieu de la capitale et un lieu de la province. Le Palais de la Ville de Paris, qui a été construit au XVIII^e siècle, est un lieu de la capitale. Mais, pour l'heure, il est occupé par le musée de l'histoire de la capitale.

Pas de prêts pour Evry

En raison de l'absence d'accord, le conseil municipal d'Evry (Seine-et-Marne) a voté une résolution qui a été qualifiée de « folie ». La résolution, qui a été votée à l'unanimité, concerne la construction d'un nouveau bâtiment pour le service public de la commune.

Enfin, il faut trouver un lieu qui soit à la fois un lieu de la capitale et un lieu de la province. Le Palais de la Ville de Paris, qui a été construit au XVIII^e siècle, est un lieu de la capitale. Mais, pour l'heure, il est occupé par le musée de l'histoire de la capitale.

Quelle orèche pour les Hauts-de-Seine?

Problème des Hauts-de-Seine : celui des orèches. Mais un récent rapport au conseil général, le préfet a indiqué que le conseil général des Hauts-de-Seine a voté une résolution qui a été qualifiée de « folie ». La résolution, qui a été votée à l'unanimité, concerne la construction d'un nouveau bâtiment pour le service public de la commune.

Enfin, il faut trouver un lieu qui soit à la fois un lieu de la capitale et un lieu de la province. Le Palais de la Ville de Paris, qui a été construit au XVIII^e siècle, est un lieu de la capitale. Mais, pour l'heure, il est occupé par le musée de l'histoire de la capitale.

Val-d'Oise consommateurs

Le département du Val-d'Oise vient de voter une résolution qui a été qualifiée de « folie ». La résolution, qui a été votée à l'unanimité, concerne la construction d'un nouveau bâtiment pour le service public de la commune.

Enfin, il faut trouver un lieu qui soit à la fois un lieu de la capitale et un lieu de la province. Le Palais de la Ville de Paris, qui a été construit au XVIII^e siècle, est un lieu de la capitale. Mais, pour l'heure, il est occupé par le musée de l'histoire de la capitale.

POINT DE VUE

A L'EXCEPTION DE MARNE-LA-VALLÉE

Le R.E.R. a oublié les villes nouvelles

La mise en service du tronçon central du R.E.R., le prolongement de la ligne de la Seine-Saint-Denis, a été qualifiée de « folie ». La résolution, qui a été votée à l'unanimité, concerne la construction d'un nouveau bâtiment pour le service public de la commune.

Enfin, il faut trouver un lieu qui soit à la fois un lieu de la capitale et un lieu de la province. Le Palais de la Ville de Paris, qui a été construit au XVIII^e siècle, est un lieu de la capitale. Mais, pour l'heure, il est occupé par le musée de l'histoire de la capitale.

Il s'est donc passé le 15 décembre 1977, à Breuillet, ce qui a été une véritable révolution. Les habitants, qui étaient autrefois des « dormeurs », se sont réveillés. Ils ont commencé à se réveiller. Ils ont commencé à se réveiller. Ils ont commencé à se réveiller.

Enfin, il faut trouver un lieu qui soit à la fois un lieu de la capitale et un lieu de la province. Le Palais de la Ville de Paris, qui a été construit au XVIII^e siècle, est un lieu de la capitale. Mais, pour l'heure, il est occupé par le musée de l'histoire de la capitale.

Tout d'abord, il faut constater que les villes nouvelles, qui ont été créées pour répondre aux besoins de la capitale, ont été qualifiées de « folie ». La résolution, qui a été votée à l'unanimité, concerne la construction d'un nouveau bâtiment pour le service public de la commune.

Enfin, il faut trouver un lieu qui soit à la fois un lieu de la capitale et un lieu de la province. Le Palais de la Ville de Paris, qui a été construit au XVIII^e siècle, est un lieu de la capitale. Mais, pour l'heure, il est occupé par le musée de l'histoire de la capitale.

Il s'est donc passé le 15 décembre 1977, à Breuillet, ce qui a été une véritable révolution. Les habitants, qui étaient autrefois des « dormeurs », se sont réveillés. Ils ont commencé à se réveiller. Ils ont commencé à se réveiller. Ils ont commencé à se réveiller.

Enfin, il faut trouver un lieu qui soit à la fois un lieu de la capitale et un lieu de la province. Le Palais de la Ville de Paris, qui a été construit au XVIII^e siècle, est un lieu de la capitale. Mais, pour l'heure, il est occupé par le musée de l'histoire de la capitale.

UN GRAND ARMAGNAC

Marquis de Caussade

U.C.V.A. B.P. 16 32800 Eauze.

konk

DEMANDEZ LES PROGRAMMES!

ALBUM DE DESSINS. 29F

EDITIONS MARC MINOUSTCHINE

5, rue des Chantiers 75005 Paris

ne restez pas aux portes de Paris, venez à Montparnasse à l'Hôtel Sheraton

En plein cœur de Montparnasse, le Sheraton est le plus grand hôtel de la Rive Gauche avec ses 1.000 chambres vastes et silencieuses dominant Paris, (toutes avec bar, téléphone direct, TV couleur et films vidéo), ses 32 suites, ses salles de réception et de conférences spacieuses, ses 2.500 places de parking.

Le Sheraton, c'est aussi une table gastronomique réputée "Le Montparnasse 25", un bar feutré "Le Corail" où il fait bon s'attarder, "La Ruche" un restaurant à service rapide (de 7 h à 23 h), des boutiques luxueuses, des pelouses et des jardins... Confort, calme, détente et élégance. Le cœur de Paris bat vraiment au Sheraton.

pour réserver : 260 35 11

Paris-Sheraton Hotel

LA RÉUNION DES PA...

Le rituel

SIDÉRURGI

la sidérurgie européenne joue à Bruxelles

ne restez pas aux portes de Paris, venez à Montparnasse à l'Hôtel Sheraton

مكتبة من الامم

économie

LA RÉUNION DES PAYS IMPORTATEURS DE PÉTROLE A CARACAS

Le rituel

Chaque année, à quelques jours près, les dirigeants des pays du monde attendent la réunion de l'OPEP. Cette réunion, qui se déroule à Caracas, est devenue un rituel. Les participants, qui sont les représentants des pays importateurs de pétrole, se réunissent pour discuter des prix du pétrole et de la production. C'est devenu un rituel, car chaque année, les mêmes problèmes se posent : la hausse des prix, la baisse de la production, les tensions géopolitiques. Les participants se connaissent bien, ils ont souvent travaillé ensemble pendant des années. C'est un moment de détente, mais aussi de travail. Ils discutent, débattent, cherchent à trouver des solutions. C'est un rituel qui se répète chaque année, et qui a become un incontournable de la vie internationale.

En 1977, la réunion a été marquée par la hausse des prix du pétrole. Les participants ont discuté de la situation et ont décidé de maintenir les prix à un niveau raisonnable. Ils ont aussi discuté de la production et ont décidé de maintenir la production à un niveau stable. C'est un rituel qui se répète chaque année, et qui a become un incontournable de la vie internationale.

La réunion de l'OPEP est un événement important. Elle permet aux participants de discuter des problèmes liés au pétrole et de trouver des solutions. C'est un moment de détente, mais aussi de travail. Ils discutent, débattent, cherchent à trouver des solutions. C'est un rituel qui se répète chaque année, et qui a become un incontournable de la vie internationale.

La réunion de l'OPEP est un événement important. Elle permet aux participants de discuter des problèmes liés au pétrole et de trouver des solutions. C'est un moment de détente, mais aussi de travail. Ils discutent, débattent, cherchent à trouver des solutions. C'est un rituel qui se répète chaque année, et qui a become un incontournable de la vie internationale.

La réunion de l'OPEP est un événement important. Elle permet aux participants de discuter des problèmes liés au pétrole et de trouver des solutions. C'est un moment de détente, mais aussi de travail. Ils discutent, débattent, cherchent à trouver des solutions. C'est un rituel qui se répète chaque année, et qui a become un incontournable de la vie internationale.

Pour maintenir la cohésion de l'OPEP la décision sur les prix du pétrole pourrait être reportée

nous déclare le représentant koweïtien

M. Abdul Montaleb Al Kazemi, ministre du pétrole du Koweït, a déclaré, le 17 décembre, au lancement d'un mécanisme construit pour son pays par les Chantiers de la Mer (voir d'ici page 34) qu'il n'aurait pas participé à la conférence des ministres du pétrole des pays arabes à Caracas, où il assistera à la conférence de l'OPEP (1). Les réserves pétrolières du Koweït le plaçaient au rang mondial derrière l'Arabie Saoudite et l'I.R.S.S.

Quelle position adoptera le Koweït sur les prix du pétrole ? Le ministre du pétrole du Koweït, M. Abdul Montaleb Al Kazemi, a déclaré, le 17 décembre, au lancement d'un mécanisme construit pour son pays par les Chantiers de la Mer (voir d'ici page 34) qu'il n'aurait pas participé à la conférence des ministres du pétrole des pays arabes à Caracas, où il assistera à la conférence de l'OPEP (1). Les réserves pétrolières du Koweït le plaçaient au rang mondial derrière l'Arabie Saoudite et l'I.R.S.S.

Certains des pays membres de l'OPEP, comme l'Arabie Saoudite, l'I.R.S.S., l'Irak et le Libye, ont manifesté leur volonté de voir les prix augmenter. D'autres, comme le Koweït, n'ont rien dit. Nous pensons en effet que cette mesure doit faire l'objet d'une discussion commune. Ce n'est qu'après avoir entendu chaque point de vue que nous pourrions formuler une décision.

D'autre part, le pétrole est payé en dollars, et en ce moment le dollar baisse. Nos revenus en sont affectés et il est normal que nous soyons tentés de vouloir d'achat. D'un autre côté, nous avons une responsabilité vis-à-vis de l'économie mondiale. Nous devons trouver une solution qui soit acceptable pour tous. De plus, nous devons nous assurer que la production de pétrole soit suffisante pour répondre à la demande mondiale.

La baisse du dollar nous affecte et il est normal que nous soyons tentés de vouloir d'achat. D'un autre côté, nous avons une responsabilité vis-à-vis de l'économie mondiale. Nous devons trouver une solution qui soit acceptable pour tous. De plus, nous devons nous assurer que la production de pétrole soit suffisante pour répondre à la demande mondiale.

La baisse du dollar nous affecte et il est normal que nous soyons tentés de vouloir d'achat. D'un autre côté, nous avons une responsabilité vis-à-vis de l'économie mondiale. Nous devons trouver une solution qui soit acceptable pour tous. De plus, nous devons nous assurer que la production de pétrole soit suffisante pour répondre à la demande mondiale.

La baisse du dollar nous affecte et il est normal que nous soyons tentés de vouloir d'achat. D'un autre côté, nous avons une responsabilité vis-à-vis de l'économie mondiale. Nous devons trouver une solution qui soit acceptable pour tous. De plus, nous devons nous assurer que la production de pétrole soit suffisante pour répondre à la demande mondiale.

La baisse du dollar nous affecte et il est normal que nous soyons tentés de vouloir d'achat. D'un autre côté, nous avons une responsabilité vis-à-vis de l'économie mondiale. Nous devons trouver une solution qui soit acceptable pour tous. De plus, nous devons nous assurer que la production de pétrole soit suffisante pour répondre à la demande mondiale.

La baisse du dollar nous affecte et il est normal que nous soyons tentés de vouloir d'achat. D'un autre côté, nous avons une responsabilité vis-à-vis de l'économie mondiale. Nous devons trouver une solution qui soit acceptable pour tous. De plus, nous devons nous assurer que la production de pétrole soit suffisante pour répondre à la demande mondiale.

La baisse du dollar nous affecte et il est normal que nous soyons tentés de vouloir d'achat. D'un autre côté, nous avons une responsabilité vis-à-vis de l'économie mondiale. Nous devons trouver une solution qui soit acceptable pour tous. De plus, nous devons nous assurer que la production de pétrole soit suffisante pour répondre à la demande mondiale.

La baisse du dollar nous affecte et il est normal que nous soyons tentés de vouloir d'achat. D'un autre côté, nous avons une responsabilité vis-à-vis de l'économie mondiale. Nous devons trouver une solution qui soit acceptable pour tous. De plus, nous devons nous assurer que la production de pétrole soit suffisante pour répondre à la demande mondiale.

La baisse du dollar nous affecte et il est normal que nous soyons tentés de vouloir d'achat. D'un autre côté, nous avons une responsabilité vis-à-vis de l'économie mondiale. Nous devons trouver une solution qui soit acceptable pour tous. De plus, nous devons nous assurer que la production de pétrole soit suffisante pour répondre à la demande mondiale.

La baisse du dollar nous affecte et il est normal que nous soyons tentés de vouloir d'achat. D'un autre côté, nous avons une responsabilité vis-à-vis de l'économie mondiale. Nous devons trouver une solution qui soit acceptable pour tous. De plus, nous devons nous assurer que la production de pétrole soit suffisante pour répondre à la demande mondiale.

La baisse du dollar nous affecte et il est normal que nous soyons tentés de vouloir d'achat. D'un autre côté, nous avons une responsabilité vis-à-vis de l'économie mondiale. Nous devons trouver une solution qui soit acceptable pour tous. De plus, nous devons nous assurer que la production de pétrole soit suffisante pour répondre à la demande mondiale.

La baisse du dollar nous affecte et il est normal que nous soyons tentés de vouloir d'achat. D'un autre côté, nous avons une responsabilité vis-à-vis de l'économie mondiale. Nous devons trouver une solution qui soit acceptable pour tous. De plus, nous devons nous assurer que la production de pétrole soit suffisante pour répondre à la demande mondiale.

La baisse du dollar nous affecte et il est normal que nous soyons tentés de vouloir d'achat. D'un autre côté, nous avons une responsabilité vis-à-vis de l'économie mondiale. Nous devons trouver une solution qui soit acceptable pour tous. De plus, nous devons nous assurer que la production de pétrole soit suffisante pour répondre à la demande mondiale.

CONJONCTURE

L'O.C.D.E.

PRÉCONISE UNE RELANCE POUR RÉDUIRE LE NOMBRE DES JEUNES CHÔMEURS

La première conférence de l'O.C.D.E. sur le chômage des jeunes, qui s'est tenue le 16 décembre à Paris, sous la présidence de M. Ray Marshall, secrétaire américain du travail, et de M. de la Haye, ministre du travail et de l'éducation, a constaté que, dans les pays de l'O.C.D.E., un jeune de moins de vingt-cinq ans sur dix était chômeur et que le nombre total des jeunes sans-emploi dépassait actuellement sept millions, soit environ 40 % du chômage global.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR	10 JANV.	10 JANV.	10 JANV.	10 JANV.	10 JANV.
+ ou -	+ ou -	+ ou -	+ ou -	+ ou -	+ ou -
S. U.S.	4,7825	+ 1/16	+ 1/16	+ 1/16	+ 1/16
£ S. (100) ..	2,0719	+ 1/16	+ 1/16	+ 1/16	+ 1/16
D. 100	2,0719	+ 1/16	+ 1/16	+ 1/16	+ 1/16
Y. 100	2,0719	+ 1/16	+ 1/16	+ 1/16	+ 1/16
F. 100	2,0719	+ 1/16	+ 1/16	+ 1/16	+ 1/16
Y. 100	2,0719	+ 1/16	+ 1/16	+ 1/16	+ 1/16
F. 100	2,0719	+ 1/16	+ 1/16	+ 1/16	+ 1/16
Y. 100	2,0719	+ 1/16	+ 1/16	+ 1/16	+ 1/16
F. 100	2,0719	+ 1/16	+ 1/16	+ 1/16	+ 1/16

TAUX DES EURO-MONNAIES

D. M.	3 1/4	3 1/2	3 3/4	4 1/4	4 1/2	4 3/4	5 1/4
S. U.S.	6 1/2	6 3/4	6 1/2	7 1/4	7 1/4	7 1/4	7 1/4
Y. 100	9 1/2	10 1/2	11 1/2	12	12 1/2	12 1/2	12 1/2
F. 100	9 1/2	10 1/2	11 1/2	12	12 1/2	12 1/2	12 1/2
Y. 100	9 1/2	10 1/2	11 1/2	12	12 1/2	12 1/2	12 1/2
F. 100	9 1/2	10 1/2	11 1/2	12	12 1/2	12 1/2	12 1/2
Y. 100	9 1/2	10 1/2	11 1/2	12	12 1/2	12 1/2	12 1/2
F. 100	9 1/2	10 1/2	11 1/2	12	12 1/2	12 1/2	12 1/2

L'activité va continuer à stagner au début de 1978

estime la Banque de France

« Les fermetures plus ou moins prolongées des usines lors de la période des fêtes de fin d'année, afin de résorber partiellement les stocks de produits à l'export, provoqueront une baisse de l'activité industrielle, qui devrait, toutefois, retrouver au début de 1978 un niveau proche de celui qu'elle connaît actuellement », estime la Banque de France dans sa dernière enquête mensuelle de conjoncture publiée en décembre. Les chefs d'entreprise, qui ont répondu à l'enquête, ont estimé que le comportement résorbé et prudent ne conduira pas à modifier au cours des tout prochains mois, apparemment cependant, poursuit la Banque de France, de plus en plus attachée à son point de vue, les aménagements, ou parfois les transformations, indispensables pour affirmer ultérieurement leurs positions sur les divers marchés. En ce qui concerne l'évolution des dernières semaines, la Banque de France écrit : « De nouveaux, la demande étrangère est en nette baisse, mais la demande française, elle, est en nette hausse. Elle a continué à progresser, malgré une plus grande irrégularité dans l'arrivée des commandes, elle-même imputable à la concurrence entre producteurs, dont les acheteurs jouent au maximum. Cependant, il s'est confirmé que les fabricants spécifiques, n'espérant pas nécessairement une technique, bénéficient de débouchés de plus en plus larges. »

SIDÉRURGIE

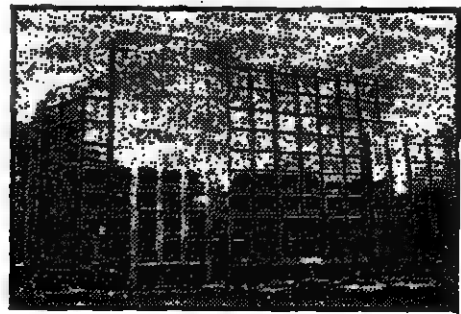
LA RÉUNION DES NEUF sort de la sidérurgie européenne se joue à Bruxelles

sort de la sidérurgie européenne, en proie à la crise la plus douloureuse de son histoire, se joue à Bruxelles, où les ministres des affaires étrangères des Neuf, accompagnés de leurs collègues « industriels », devaient tenir l'après-midi du lundi 19 décembre 1977 une réunion qualifiée de décisive. L'enjeu en est simple : la survie des sidérurgies nationales dans certains cas au prix de la faillite, ou par des importations à des prix de misère et par une concurrence sauvage.

Les sidérurgies belge, italienne et française ont été particulièrement touchées. Elles ont subi une baisse de production de 10 à 15 %. Elles ont aussi subi une baisse de prix de 10 à 15 %. Elles ont aussi subi une baisse de profit de 10 à 15 %. Elles ont aussi subi une baisse de chiffre d'affaires de 10 à 15 %. Elles ont aussi subi une baisse de chiffre d'affaires de 10 à 15 %.

Les sidérurgies belge, italienne et française ont été particulièrement touchées. Elles ont subi une baisse de production de 10 à 15 %. Elles ont aussi subi une baisse de prix de 10 à 15 %. Elles ont aussi subi une baisse de profit de 10 à 15 %. Elles ont aussi subi une baisse de chiffre d'affaires de 10 à 15 %.

30, av. George V Paris 8°



Face Hôtel George V
3600 m²
de bureaux divisibles
— leasing —

CABINET
AUGUSTE-THOUARD
Immobilier d'entreprise
17, rue d'Asolo - 75008 Paris
Téléphone 265.54.07

ENOE
Niveau D.E.C.S. exég.
62 r. Mirosmann Paris

ENOE
Niveau D.E.C.S. exég.
62 r. Mirosmann Paris

TRANSPORTS

Les chantiers de La Ciotat espèrent développer leur coopération avec les pays arabes

De notre correspondant régional

Le ministre koweïtien du pétrole, M. Abdoul Wahab Al-Kazemi, a présidé, aux côtés de M. Fernand Icart, ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire, une conférence de presse, le 17 décembre, aux chantiers navals de La Ciotat (C.N.C.) la cérémonie du baptême du « Gas-Al-Kuwait », un transport de gaz de pétrole liquéfiés (L.P.G.) de 11000 mètres cubes, premier d'une série de quatre navires identiques, commandés par le gouvernement du Koweït.

M. Icart a déclaré : le « Gas-Al-Kuwait » est un navire moderne, à l'eau et au gofre, remplacé le champagne traditionnel. La cérémonie, qui revêtait un caractère officiel, a permis de constater que les chantiers de La Ciotat ont su répondre à la commande d'un navire moderne, à l'eau et au gofre, remplacé le champagne traditionnel. La cérémonie, qui revêtait un caractère officiel, a permis de constater que les chantiers de La Ciotat ont su répondre à la commande d'un navire moderne, à l'eau et au gofre, remplacé le champagne traditionnel.

Le capital des chantiers de La Ciotat est contrôlé à 90 %, depuis une quinzaine d'années, par l'Intra Investment Company, basée dans laquelle le poids de l'Etat, par des participations croissantes ou privées, est prépondérant.

Les C.N.C. ont obtenu ainsi que dans le monde de la construction navale.

SOIXANTE-TREIZE NAVIRES EN 1977 ; CINQUANTE-CINQ OU SOIXANTE EN 1980

La Compagnie générale maritime se donne trois ans pour redresser ses comptes

M. Jacques Friedmann, président de la Compagnie générale maritime (C.G.M.), leur ayant donné des explications, les officiers C.G.C. de la compagnie ont décidé d'annuler la consigne de retard à l'appareillage de vingt-quatre heures, prévue à partir de ce lundi 19 décembre. Les points sur lesquels les officiers s'opposaient à la direction sont :

« Les points sur lesquels les officiers s'opposaient à la direction sont :

« Les points sur lesquels les officiers s'opposaient à la direction sont :

« Les points sur lesquels les officiers s'opposaient à la direction sont :

« Les points sur lesquels les officiers s'opposaient à la direction sont :

« Les points sur lesquels les officiers s'opposaient à la direction sont :

« Les points sur lesquels les officiers s'opposaient à la direction sont :

« Les points sur lesquels les officiers s'opposaient à la direction sont :

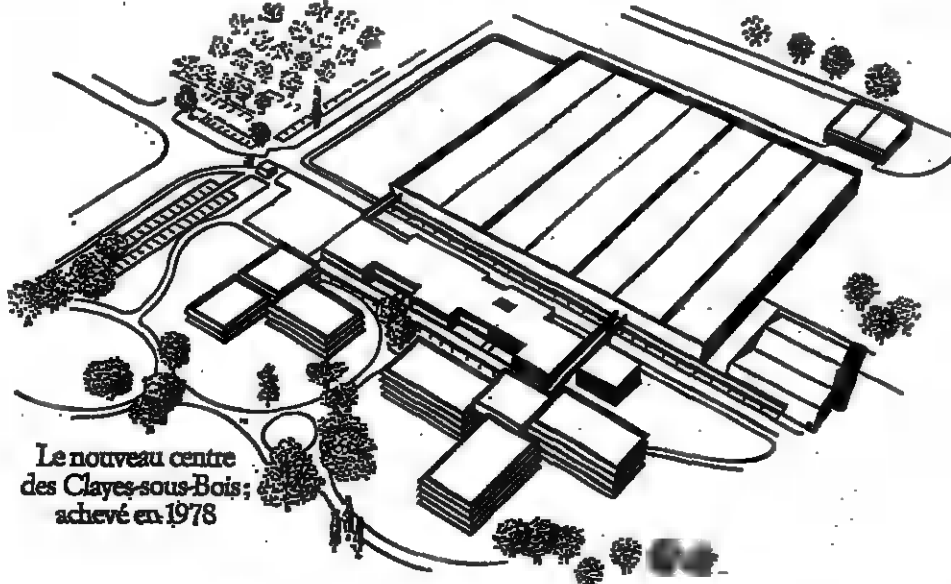
« Les points sur lesquels les officiers s'opposaient à la direction sont :

« Les points sur lesquels les officiers s'opposaient à la direction sont :

« Les points sur lesquels les officiers s'opposaient à la direction sont :

« Les points sur lesquels les officiers s'opposaient à la direction sont :

Allez dire à nos 1384 collaborateurs qu'ils ne sont pas Français.



Le nouveau centre de Claye-sous-Bois, achevé en 1978

Les 1384 collaborateurs français d'Alfa-Laval "La Suédoise" travaillent dur. Et ils travaillent bien.

Malgré la conjoncture, le chiffre d'affaires de la société a atteint cette année 400 000 000 F, dont 80 000 000 F à l'exportation.

Grâce à une expansion continue, chacun a pu améliorer ses conditions de vie.

L'avenir, ils y croient.

Et ils y ont pensé aussi, puisque 7 milliards de centimes ont été dégagés pour créer de nouvelles installations ultra-modernes près de Paris.

Aujourd'hui, les 1384 collaborateurs d'Alfa-Laval "La Suédoise" sont fiers de contribuer au redressement de notre industrie nationale.

Ils espèrent ainsi que leur société sera enfin appelée "La Française".

ALFA-LAVAL
Nous sommes en France depuis 1907.

مكتبة من الامم

CARTER AJOURNE SA

...ment seront prop...

...ment seront prop...

...ment seront prop...

...ment seront prop...

...ment seront prop...

...ment seront prop...

...ment seront prop...

...ment seront prop...

...ment seront prop...

...ment seront prop...

...ment seront prop...

...ment seront prop...

...ment seront prop...

...ment seront prop...

...ment seront prop...

...ment seront prop...

...ment seront prop...

...ment seront prop...

...ment seront prop...

...ment seront prop...

...ment seront prop...

...ment seront prop...

...ment seront prop...

...ment seront prop...

...ment seront prop...

...ment seront prop...

...ment seront prop...

...ment seront prop...

...ment seront prop...

...ment seront prop...

...ment seront prop...

...ment seront prop...

...ment seront prop...

...ment seront prop...

...ment seront prop...

...ment seront prop...

...ment seront prop...

...ment seront prop...

...ment seront prop...

...ment seront prop...

...ment seront prop...

...ment seront prop...

...ment seront prop...

...ment seront prop...

...ment seront prop...

...ment seront prop...

...ment seront prop...

...ment seront prop...

...ment seront prop...

...ment seront prop...

...ment seront prop...

...ment seront prop...

...ment seront prop...

...ment seront prop...

...ment seront prop...

...ment seront prop...

...ment seront prop...

...ment seront prop...

...ment seront prop...

...ment seront prop...

...ment seront prop...

...ment seront prop...

...ment seront prop...

...ment seront prop...

...ment seront prop...

...ment seront prop...

...ment seront prop...

...ment seront prop...

...ment seront prop...

...ment seront prop...

...ment seront prop...

...ment seront prop...

...ment seront prop...

...ment seront prop...

...ment seront prop...

...ment seront prop...

...ment seront prop...

...ment seront prop...

...ment seront prop...

...ment seront prop...

SOCIAL

APRÈS LES GRÈVES DES ÉLECTRICIENS

Que cherche le gouvernement ?

« La parole était toujours au gouvernement dans une affaire qui intéresse l'ensemble des Français », a déclaré, le 19 décembre, M. Paul Delouvrier, président du conseil d'administration de l'É.D.F., au micro de R.T.L. C'est une déclaration qui, dans une certaine mesure, a permis de lever le voile sur la production d'électricité, — qui est devenue la consigne des syndicats C.G.T. et C.F.D.T. — et sur les conditions de travail des salariés de l'É.D.F.

Autrefois, les salariés de l'É.D.F. ont subi, comme on sait, les conséquences de la grève des électriciens, qui a duré 70 % du temps, et qui a porté sur la C.G.T. et la C.F.D.T. lors de la grève des électriciens. Conscients de ce que la production d'électricité est une tâche complexe, les syndicats ont cherché à améliorer les conditions de travail des salariés de l'É.D.F.

Or, au cours d'un minimum de travail, les salariés de l'É.D.F. ont subi, comme on sait, les conséquences de la grève des électriciens, qui a duré 70 % du temps, et qui a porté sur la C.G.T. et la C.F.D.T. lors de la grève des électriciens. Conscients de ce que la production d'électricité est une tâche complexe, les syndicats ont cherché à améliorer les conditions de travail des salariés de l'É.D.F.

JOANINE ROY.

Le projet sur la mensualisation modifie la procédure d'extension des conventions collectives

Surprise désagréable pour certains syndicats et parlementaires et « scandaleuse » pour la C.G.T., le projet de loi sur la mensualisation adopté au conseil des ministres du 14 décembre, et soumis ce lundi 19 aux députés, porte aussi réforme de la procédure d'extension des conventions collectives. Il supprime le droit de veto à cette extension qui était accordé depuis 1957 aux organisations syndicales. Il s'agit, là d'une mesure très grave, nous a déclaré M. Calvetti, l'un des dirigeants de la C.G.T.

Le projet de loi sur la mensualisation de la main-d'œuvre n'a rien de voir avec ce thème : il porte sur la procédure d'extension des conventions collectives. Depuis 1957, les syndicats ont le droit de veto à cette extension qui était accordé depuis 1957 aux organisations syndicales. Il s'agit, là d'une mesure très grave, nous a déclaré M. Calvetti, l'un des dirigeants de la C.G.T.

87 LICENCIEMENTS SÉRIEMENT AUTOMATISÉS À LA FRANÇAISE DES TÉLÉPHONES ERICSSON

Le ministre du travail, M. Bouillon, a annoncé hier que la direction de la Société française des téléphones Ericsson (S.F.T.E.) a procédé à 87 licenciements. Ces licenciements ont été effectués en vertu de la loi sur la mensualisation.

Ne faudrait-il pas maintenant un droit de veto modéré au fonctionnaire du travail ? Ne pourrait-on pas décider qu'un accord peut-être étendu si la direction de la S.F.T.E. recueille l'avis favorable de 10 % des salariés ? Ne pourrait-on pas décider qu'un accord de mensualisation, par exemple, ne peut être imposé qu'à 30 % des salariés ?

JEAN-PIERRE DUMONT.

APRÈS DIX-HUIT JOURS DE GRÈVE

Le travail a repris à l'usine Naphthachin de Laveran

De notre correspondant régional

Après dix-huit jours de grève, le travail a repris, le lundi 19 décembre, à l'usine Naphthachin de Laveran (Alpes-Maritimes). D'ultimes négociations ont été déclinées, durant la nuit, entre l'inter-syndicat C.F.D.T.-C.G.T.-F.O. et la direction locale. Les syndicats ont cependant obtenu un terme au conflit, en retour d'un engagement de la direction à poursuivre la poursuite du dialogue. Les salariés de l'usine Naphthachin ont obtenu, en effet, la promesse de la direction de poursuivre les négociations. Les salariés de l'usine Naphthachin ont obtenu, en effet, la promesse de la direction de poursuivre les négociations.

Un contrat emploi-formation sera reconduit en 1978

a indiqué M. Barre aux Jeunes Giscardiens

Le Mouvement des Jeunes Giscardiens a réuni, le samedi 17 décembre, à Paris, M. Jacques Dewavrin a indiqué que le contrat emploi-formation sera reconduit en 1978. Le contrat emploi-formation sera reconduit en 1978. Le contrat emploi-formation sera reconduit en 1978.

ENVIRONNEMENT

Les usines chimiques de Saint-Fons ne pollueront plus le Rhône

De notre correspondant régional

Lyon. — Les effluents très toxiques provenant des usines chimiques Rhône-Poulenc et Ciba-Geigy, construites à Saint-Fons, dans la banlieue sud de Lyon, ne seront plus déversés dans le Rhône. A partir de 1978, les 3 000 mètres cubes de déchets quotidiens (équivalant à ceux de trois cent mille habitants) seront traités dans une station d'épuration de la construction, commencée en juillet 1977, vient de s'achever.

La station de traitement des effluents de Rhône-Poulenc et Ciba-Geigy, construites à Saint-Fons, dans la banlieue sud de Lyon, ne seront plus déversés dans le Rhône. A partir de 1978, les 3 000 mètres cubes de déchets quotidiens (équivalant à ceux de trois cent mille habitants) seront traités dans une station d'épuration de la construction, commencée en juillet 1977, vient de s'achever.

La collision de deux pétroliers

LE DANGER DE MARÉE NOIRE PARAÎT ÉCARTÉ AU LARGE DE L'AFRIQUE DU SUD

Le danger d'une marée noire au large des côtes d'Afrique du Sud. Les deux pétroliers géants, le Venet et le Port-Elizabeth, ont été secourus par des navires de la garde-côtes traitant la nappe de mazout, qui s'étend sur plusieurs milliers d'hectares mais qui se traine en se fragmentant.

Les super-tankers ont été secourus par des navires de la garde-côtes traitant la nappe de mazout, qui s'étend sur plusieurs milliers d'hectares mais qui se traine en se fragmentant.

Les super-tankers ont été secourus par des navires de la garde-côtes traitant la nappe de mazout, qui s'étend sur plusieurs milliers d'hectares mais qui se traine en se fragmentant.

PRE-ASSUR CONSTRUIT



ENVIRONNEMENT

La collision de deux pétroliers

LE DANGER DE MARÉE NOIRE PARAÎT ÉCARTÉ AU LARGE DE L'AFRIQUE DU SUD

Le danger d'une marée noire au large des côtes d'Afrique du Sud. Les deux pétroliers géants, le Venet et le Port-Elizabeth, ont été secourus par des navires de la garde-côtes traitant la nappe de mazout, qui s'étend sur plusieurs milliers d'hectares mais qui se traine en se fragmentant.

Les super-tankers ont été secourus par des navires de la garde-côtes traitant la nappe de mazout, qui s'étend sur plusieurs milliers d'hectares mais qui se traine en se fragmentant.

Les super-tankers ont été secourus par des navires de la garde-côtes traitant la nappe de mazout, qui s'étend sur plusieurs milliers d'hectares mais qui se traine en se fragmentant.

Les super-tankers ont été secourus par des navires de la garde-côtes traitant la nappe de mazout, qui s'étend sur plusieurs milliers d'hectares mais qui se traine en se fragmentant.

Les super-tankers ont été secourus par des navires de la garde-côtes traitant la nappe de mazout, qui s'étend sur plusieurs milliers d'hectares mais qui se traine en se fragmentant.

Les super-tankers ont été secourus par des navires de la garde-côtes traitant la nappe de mazout, qui s'étend sur plusieurs milliers d'hectares mais qui se traine en se fragmentant.

Les super-tankers ont été secourus par des navires de la garde-côtes traitant la nappe de mazout, qui s'étend sur plusieurs milliers d'hectares mais qui se traine en se fragmentant.

Les super-tankers ont été secourus par des navires de la garde-côtes traitant la nappe de mazout, qui s'étend sur plusieurs milliers d'hectares mais qui se traine en se fragmentant.

Les super-tankers ont été secourus par des navires de la garde-côtes traitant la nappe de mazout, qui s'étend sur plusieurs milliers d'hectares mais qui se traine en se fragmentant.

Les super-tankers ont été secourus par des navires de la garde-côtes traitant la nappe de mazout, qui s'étend sur plusieurs milliers d'hectares mais qui se traine en se fragmentant.

Les super-tankers ont été secourus par des navires de la garde-côtes traitant la nappe de mazout, qui s'étend sur plusieurs milliers d'hectares mais qui se traine en se fragmentant.

ABU DHABI
BAHREIN DUBAI
DOHA MUSCAT
GULF AIR
le cinq étoiles du transport aérien.
(1) 261.61.20, (1) 776.41.52.

étudiants de moins de 25 ans à la recherche d'un emploi
L'Institut de Gestion ouvre au public un stage spécialisé de formation supérieure préparant aux
POSTES D'ASSISTANTS DIRECTEURS DE PERSONNEL
ET DIRECTEURS D'UNITES
orientations : techniques de gestion sociale, bilan social
amélioration des conditions de travail
8 mois de préparation professionnelle, alternant travaux
d'études, d'application et séminaires d'approfondissement
et d'entraînement.
conçue en liaison avec les entreprises, en fonction de
besoins nouveaux, cette formation est
réservée aux étudiants de moins de 25 ans ayant suivi
avec succès 3 années d'études supérieures (niveau licence,
maîtrise, de gestion ou d'ingénieurs).
candidats sélectionnés recevront une indemnité mensuelle
équivalente à 90 % du SMIC.
Les demandes de candidature doivent être
présentées dans les plus brefs délais à :
INSTITUT DE GESTION SOCIALE
2, rue de la Paix 75002 Paris
Tél. 260.10.30

revue française de gestion

LE BILAN SOCIAL

AXES DE RECHERCHES
— le champ de la responsabilité sociale de l'entreprise.
— mesure de la responsabilité sociale de l'entreprise.
PANORAMA DES EXPERIENCES
— la mise en œuvre du bilan social ;
— le bilan social : outil d'information ;
— le bilan social : outil de gestion.
LE DOSSIER DE LA LOI
200 pages - Prix : 50 francs - Service annuel pour les abonnés
Fondation Nationale pour l'Enseignement de la Gestion
des Entreprises
155, boulevard Haussmann, 75008 Paris - Tél. 225-70-95

Faites valider vos bulletins chez tous les dépositaires portant l'enseigne
Notices à votre disposition chez les dépositaires

مكتبة من الأصل

PIERRE-ASSUR. UNE ASSURANCE VIE CONSTRUITE SUR LA PIERRE.



protection contre l'érosion monétaire.

Pierre-Assur est directement associé à l'évolution d'une Sicomi, société d'investissements pour le commerce et l'industrie.

L'UAP a fondé sa propre Sicomi dont elle détient le contrôle intégral, la Sicomi (Union de gestion immobilière pour le commerce et l'industrie).

Ugicomi a pour activité exclusive la location d'immeubles industriels et commerciaux.

L'évolution de la valeur du patrimoine d'Ugicomi permet de déterminer, chaque année, la nouvelle valeur des garanties de Pierre-Assur.

garantie à double détente. En cas de vie à l'échéance du contrat, le capital valorisé est versé.

En cas de décès ou d'invalidité totale permanente intervenant avant l'échéance du contrat, le capital valorisé est versé deux fois au bénéficiaire : la première fois à la date du décès (ce capital peut être triplé en cas de décès dû à un accident), la deuxième fois à la date d'échéance du contrat - Entre la date du décès et la date d'échéance, les primes cessent d'être dues ; le capital continuant toutefois sa progression.

avantages fiscaux. Les primes sont déductibles du revenu imposable jusqu'à la limite de 5 000 francs par an.

Les capitaux versés ne sont pas imposables.

Les capitaux versés en cas de décès sont exonérés de droits de succession.

N'hésitez pas à consulter votre conseiller UAP. Il peut vous proposer une gamme très complète de contrats pouvant s'adapter à toutes les situations personnelles.

Vous désirez recevoir une documentation, envoyez ce bon à l'adresse suivante :
UAP Information Pierre-Assur
Boite 14 - 92083 Paris La Défense

Nom :

Adresse :

Profession :

UAP
Partout en France,
proche de vous.
